ÉCHANGES

N° 150 — Hiver 2014-2015 — 3 euros

bulletin du réseau

« Echanges et mouvement »

Et la lutte de classe derrière les paravents idéologiques ?, p. 3

Belgique. Un mouvement social de grande ampleur en lutte contre la politique d'austérité, p. 5. ◆ Dans les publications, p. 9

Syriza et sa victoire aux récentes élections générales **en Grèce,** p. 10 ◆ Sur quelques débats théoriques dans Syriza qui furent rapidement mis de côté, p. 14 ◆ Dans les publications, p. 22

La **Russie** vue de l'intérieur, p. 23

France. Les socialos renflouent le capital financier, p. 28 ◆ Dans les publications, p. 31

Etats-Unis. Race et classe **avant et après Ferguson**, p. 32 ◆ Dans les publications, p. 42

Une guerre à l'échelle du monde ?, p. 43 ◆ Le terrorisme juif en Palestine avant 1948, p. 46

Lutter contre les dichotomies nationalistes, religieuses, régionalistes, ethniques, raciales..., p. 52 ◆ Dans les publications : **internationalisme,** p. 57

Correspondance. Un projet de presse ouvrière en Espagne, p. 59 ◆ Sivens, silence radio, p. 60 ◆ Charlie, pas Charlie, p. 60 ◆ Pas de liberté d'expression au salon libertaire..., p. 61

Dans les publications : théorie, p. 64

Notes de lecture. « Marx et Engels, poètes romantiques » de Marcel Ollivier, et « Poésies , de Karl Marx, p. 71 ◆ « Toulouse nécropole », p. 72 ◆ « Maria Nikiforova, la révolution sans attendre. L'épopée d'une anarchiste à travers l'Ukraine (1902-1919) », de Mila Cotlenko, p. 72

ÉCHANGES N° 150 — Hiver 2014-2015

ÉCHANGES

Bulletin du réseau « Echanges et mouvement »

echanges.mouvement@laposte.net

BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France

Sur Internet : http:// www.mondialisme.org

Abonnement : 15 euros pour quatre numéros
comprenant les brochures publiées dans l'année.

Les publications d'Echanges et mouvement sont régulièrement déposées dans les librairies suivantes :

à Angers

L'Etincelle, 26 rue Maillé – etincelle1999@hotmail.com — http://letincelle.over-blog.org/

Les Nuits bleues, 21 rue Maillé — http://chezle21.blogspot.com

à Bagnolet

Le Rémouleur, 106 rue Victor-Hugo leremouleur@riseup.net

à Brest

Roignant, 21 rue Navarin
☎ 02 98 44 41 01 — danielroignant2@wanadoo.fr – www.livre-rare-book.com/c/b/Daniel-...

à Lyon

La Gryffe, 5 rue Sébastien-Gryphe, 7e
☎ 04 78 61 02 25 — lagryffe@lagryffe.net – http://lagryffe.net

à Marseille

L'Odeur du temps, 35 rue Pavillon, 1er
☎ 04 91 54 81 56

Transit Librairie, 45 boulevard de la Libération, 1er
☎ 04 13 04 02 60

Le Seul Problème, 46 rue Consolat, 1er
☎ 04 91 50 86 27

à Montreuil

La Parole errante/café-librairie Michèle Firk, 9 rue François-Debergue
michelefirk@riseup.net

à Paris

La Brèche, 27 rue Taine, 12e
☎ 01 49 28 52 44.

Galerie de la Sorbonne, 52, rue des Ecoles, 5e
☎ 01 43 25 52 10

Parallèles , 47 rue Saint-Honoré, 1er
☎ 01 42 33 62 70.

Le Point du jour, 58 rue Gay-Lussac, 5e
☎ 01 43 26 20 17.

Publico, 145 rue Amelot, 11e
☎ 01 48 05 34 08

Quilombo, 23 rue Voltaire, 11e
☎ 01 43 71 21 07

ET LA LUTTE DE CLASSE DERRIÈRE LES PARAVENTS IDÉOLOGIQUES ?

Il faut bien se rendre à l'évidence : le capitalisme en crise continue bon an mal an de tourner, de tenter de trouver des remèdes et des ajustements pour retrouver son dynamisme, maintenir et développer ses profits.

Il faut bien se rendre à l'évidence : tant que le capital continue de tourner c'est qu'il continue, en toute impunité, à exploiter tant les êtres humains que la nature, sans se soucier des conséquences pour tous ces acteurs actifs ou passifs des ravages causés par cette exploitation.

Il faut bien se rendre à l'évidence : en dépit de toutes les innovations technologiques et des transformations profondes qu'elles entraînent dans les structures du système, dans les structures de l'exploitation du travail, cette exploitation reste le cœur du capitalisme. Et la lutte de classe reste, malgré tout ce que l'on peut en dire, l'affrontement entre deux classes, même si les lignes de cet affrontement ne sont pas toujours clairement définies.

Il faut bien se rendre à l'évidence : le système d'exploitation peut prendre actuellement des formes extrêmement diverses, reproduisant toute les étapes de son développement, depuis les plus primitives (avec une technologie rudimentaire), jusqu'aux plus sophistiquées (avec des technologies toujours plus perfectionnées), avec un seul but ultime : atteindre la productivité la plus extrême de la force de travail pour en extraire le maximum de valeur.

Un peu partout dans le monde, des résistances poursuivent, en fonction des conditions d'exploitation, sous des formes très diverses, traditionnelles ou nouvelles, une lutte de classe qui ne prendra fin qu'avec la fin du système capitaliste. Alors que dans les pays en voie de développement les exploités en sont encore à chercher à former et promouvoir des organisations de lutte (le plus souvent des syndicats), dans les pays développés ces mêmes syndicats en sont à jouer pleinement leur rôle de médiation entre le capital et le travail. Partout dans ce monde industrialisé cette orientation leur vaut, sauf cas particuliers en raison des pouvoirs et/ou des fonctions sociales qui leur ont été concédés, une désaffection relative.

En raison de la pression particulièrement insistante et générale sur les conditions de travail et ce qu'on présentait comme des « avantages sociaux », qui garantissaient une certaine stabilité sociale à l'échelle du monde industrialisé, une tension latente générale s'est dé-

veloppée qui ne réussit à s'exprimer que dans les conflits classiques ponctuels – essentiellement la grève – et /ou dans des formes de luttes différentes, ponctuelles ou générales, mais aux objectifs et contours très flous eu égard au contenu de classe, comme une sorte de substitut d'une lutte de classe qui ne parviendrait pas à s'exprimer pleinement.

Les syndicats et partis d'opposition, plus ou moins discrédités, se trouvent ainsi contraints, à la fois pour rester dans leur fonction sous le capital, conserver leur peu de crédibilité et éviter d'être débordés par des ailes radicales ou des mouvements sauvages, d'organiser manifestations nationales et grèves générales limitées. Ces protestations organisées sont d'autant plus imposantes qu'elles se déroulent dans des Etats plus touchés que d'autres par ce que l'on qualifie mondialement de « mesures d'austérité ». Mais, malgré quelques débordements d'éléments de base plus radicaux, elles ne se prolongent pas dans le temps et restent sans effet sur les mesures qu'elles entendent contester. On pourrait à leur sujet évoquer le proverbe : « Les chiens aboient, la caravane passe » ; la machine capitaliste poursuit sa marche en avant qui assure son existence.

Ces « journées de lutte » présentent des caractères communs : elles restent enfermées dans un cadre national bien qu'elles se dressent contre des mesures d'austérité similaires différant seulement par leur étendue et/ou leur intensité ; elles doivent être répétées de la même façon, tout aussi inefficaces bien que tout aussi suivies. On peut en dresser la liste avec quelques records en la matière : la Grèce voit, le 22 novembre 2014, sa 32e journée de grève générale depuis 2010 ; l'Italie compte sa *n*e grève générale d'une journée avec des manifestations dans 54 villes ; la Belgique connaît des grèves sauvages sectorielles qui provoquent toute une série de grèves syndicales quasi hebdomadaires fin 2014 (voir p. 5 un aperçu de ces luttes). Devant cette multiplicité de résistances dans ces manifestations, limitées mais récurrentes depuis des années, on peut comprendre l'appréhension des gouvernants. Ils craignent d'une part une généralisation dans un cadre national, d'autre part le débordement des cadres nationaux, dans un mouvement de lutte européen concrétisant des luttes identiques contre des mesures d'austérité identiques. Ces craintes des dirigeants génèrent d'un côté des mesures de durcissement d'une répression des « débordements », comme par exemple en Espagne, d'un autre côté des oppositions politiques ou syndicales nouvelles (voir les mouvements Syriza en Grèce ou Podemos en Espagne et/ou l'essor des organisations d'extrême droite).

Cet ensemble de contre-mesures (face à un mouvement éventuel mais qu'on ne saurait qualifier de contre-révolutionnaires) peut se justifier par l'extension dans les cinq dernières années de mouvements plus ou moins spontanés qui se sont étendus comme une tache d'huile à plus ou moins grande échelle internationale, sans qu'intervienne une organisation préexistante. On peut trouver des traits communs au « printemps arabe », au mouvement « Occupy » et même à l'extension du « terrorisme islamique ». Malgré leur caractère imprécis, sans véritable contenu de classe, leur existence éphémère – qu'elles aient ce caractère du fait de la répression ou de par leur propre dynamique – peut faire craindre aux dirigeants une nouvelle généralisation de tels mouvements spécifiques, ou, bien plus, l'explosion d'une action ouvrière globalisée. La dimension internationale donnée à la « lutte contre le terrorisme » ferait alors partie, à l'échelle mondiale, des contre-mesures prévenant une telle explosion.

H. S.

UN MOUVEMENT SOCIAL DE GRANDE AMPLEUR EN LUTTE CONTRE LA POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ

« Si on arrête la lutte et/ou on perd, c'est le recul du mouvement ouvrier pour les dix à vingt ans à venir (...) ce sera aussi vingt ans de réaction et de fascisme (1). »

LE MOUVEMENT OUVRIER belge est à la croisée des chemins car il doit faire face à un plan d'austérité massif et sans précédent mené par le gouvernement libéral de Charles Michel. De nombreux reculs sociaux sont prévus, notamment le recul de l'âge de la retraite et le gel des salaires. Les syndicats très puissants, qui syndiquent environ deux tiers (2) des salariés, se mobilisent et se sont unis dans un front commun d'action. Lundi 15 décembre [2014], le pays était complètement paralysé par une grève générale. Alors que la trêve des confiseurs sembl[ait] être décrétée jusque début janvier, la base militante [voulait] rester active et [interpellait] les syndicats qui [voulaient] temporiser: « Attention, vous ouvrez le four, le gâteau va retomber, on est chaud nous ! »

Une mobilisation massive

La Belgique est en train de vivre un mouvement social de grande ampleur, mené avec autant d'enthousiasme du côté flamand et du côté francophone. Le 6 novembre, entre 110 000 et 120 000 personnes ont manifesté à Bruxelles (en proportion, la population française étant environ six fois plus nombreuse qu'en Belgique, c'est comme une manifes-

(1) Extrait des interventions lors d'un meeting syndical et politique au siège de la FGTB de Charleroi, le 17 décembre 2014.
Cet article est écrit à la suite de rencontres et de discussions lors de la grève générale à Tournai et du meeting au siège de la FGTB-Charleroi .
(2) Selon les chiffres, le taux de syndicalisation en Belgique se situe entre 60 % et 70 %. Quasiment 100 % des ouvriers sont syndiqués contre 50 % des employés et des cadres. Ce différentiel s'explique par la plus forte menace de licenciements chez les ouvriers or les syndicats gèrent en grande partie le système de chômage en Belgique. Pour rappel, en France, la syndicalisation est en dessous de 8 %.

tation de 700 000 personnes à Paris). Et encore, beaucoup de personnes n'ont tout simplement pas pu se rendre à cette manifestation car elles n'ont pas pu monter dans les trains, tant ils étaient bondés.

Dans les semaines qui ont suivi, trois grèves tournantes ont porté chacune sur un tiers du pays à la fois, chacun de ces tiers comprenant une partie flamande et une partie francophone. Ces grèves tournantes ont été très suivies et accompagnées de très nombreux blocages et piquets de grève – toutes les zones industrielles de la région de Bruxelles, par exemple, ont été bloquées toute la journée.

Enfin, le 15 décembre a été une journée de grève générale dans tout le pays, bloquant entièrement l'économie (zones industrielles et commerciales), les transports (aucun train, aucun avion) et l'administration. L'ampleur de ce mouvement s'explique par l'ampleur de l'attaque sociale menée par le gouvernement fédéral.

Combattre l'austérité et les gouvernements libéraux

Les travailleurs belges sont face au rouleau compresseur libéral européen qui a déjà écrasé les droits sociaux en Grèce, Espagne, France, etc. Tandis que la commission européenne somme le gouvernement belge d'« équilibrer son budget », le gouvernement Michel, en place depuis le 11 octobre 2014, en profite pour annoncer un plan d'économies de 11 milliards d'euros en cinq ans avec deux mesures « phares »: le recul de l'âge légal de la retraite (qui passerait de 65 à 67 ans) et l'arrêt de l'indexation des salaires sur l'inflation, ce qui correspond à un gel des salaires. Ce plan d'économies prévoit aussi des réformes dans le système d'allocations chômage, qui seront revues à la baisse, ainsi qu'une dérégulation des contrats de travail

Dockers face à la police, Bruxelles 6 novembre 2014.

qui va accentuer la précarité notamment chez les « jobistes » étudiants qui seront sous contrat horaire et non plus journalier (3).

Ce plan d'attaque massif est rendu possible par la nature même du gouvernement fédéral Michel (4) qui regroupe en son sein les libéraux francophones (le Mouvement Réformateur) et trois partis flamands : le CD&V, parti démocrate chrétien flamand ; l'Open VLD, parti libéral flamand mais surtout le parti nationaliste flamand NV-A (La Nouvelle Alliance flamande), grand vainqueur des élections législatives de mai 2014 et qui possède les ministères de l'intérieur, des finances, de la défense et de la migration. Mais des militants syndicaux rencontrés précisent bien que les mesures de ce plan d'austérité ont été amorcées par le précédent gouvernement, celui du socialiste Di Rupo, qui

(3) Actuellement, les étudiants peuvent travailler cinquante jours par an sous cotisations sociales du patron réduites. L'accord gouvernemental prévoit de le compter désormais en heure. Conséquence : création d'une main-d'œuvre flexible et peu « coûteuse » qui sera mise en concurrence avec les autres travailleurs. Cela se rapproche aussi du « contrat zéro heure » mis en place au Royaume-Uni.

(4) La Belgique possède au total quatre gouvernements et parlements : le gouvernement flamand, le gouvernement wallon, le gouvernement de Bruxelles et enfin le gouvernement fédéral qui garde le pouvoir sur la sécurité sociale, les impôts, la justice, les affaires étrangères et la défense. Le reste est réparti entre les régions flamandes et wallones.

regroupait les trois partis traditionnellement au pouvoir depuis des dizaines d'années : les socialistes francophones et flamands, les démocrates chrétiens et les libéraux flamands et francophones (5). C'est donc toute la classe politique en place qui est montrée du doigt et fait rare dans l'histoire belge, des syndicats prennent leur distance avec les partis politiques notamment le PS francophone comme c'est le cas à Charleroi où la FGTB locale a officiellement rompu ses rapports avec le PS et les écolos pour s'orienter vers la constitution d'une sorte de Front de gauche à la belge.

Le Front commun syndical, une tradition de concertation mais...

La Belgique est l'un des pays européens ayant le plus fort taux de syndicalisation puisque près de 70 % de la population active ont leur carte dans l'un ou l'autre des deux grands syndicats belges : la FGTB (Fédération générale du travail en Belgique), reconnaissable à sa couleur rouge dans les manifs et les piquets de grève, était jusque-là liée au Parti socialiste ; la CSC (Confédération des syndicats chrétiens de Belgique), en vert, est plus proche des partis démocrates-chrétiens. Volontairement, nous écartons les bleus de la CGSLB, qui est la centrale des syndicats libéraux, on s'en doute, les moins combatifs et qui ont d'ailleurs le moins d'adhérents.

Cette puissance syndicale s'explique par l'histoire sociale et politique belge où le patronat, face aux insurrections ouvrières d'après guerre et à la menace communiste, a décidé de s'appuyer sur un syndicalisme puissant, capable de cadrer la force de travail et avec qui il pouvait se concerter dans un certain compromis social. Ainsi, si on est syndiqué, c'est le syndicat qui verse l'allocation chômage (il existe aussi un Pôle emploi géré par l'Etat qu'on appelle la CAPAC, mais le suivi est moins bien assuré). Les syndicats sont aussi très présents dans les mutuelles et les conseils d'administration publique et privée, ce qui génère une certaine forme de clientélisme. Enfin, lors des grèves, les syndicats via une caisse payent les grévistes (à hauteur d'une trentaine d'euros). Le syndicalisme belge est donc une formidable machine à cogestion mais aussi à mobilisation qu'on peut rapprocher du modèle des syndicats allemands ou britanniques.

Fidèle à cet héritage, le mouvement actuel est totalement encadré par les trois syndicats (FGTB, CSC et CGSLB) qui ont constitué un front commun et un plan d'action très précis en trois étapes (voir ci-dessus). Tout d'abord, la manifestation monstre du 6 novembre à Bruxelles puis les grèves tournantes chaque lundi du 24 novembre au 1er décembre et enfin la grève générale du lundi 15 décembre. Ce plan d'action a été un succès ;, certains parlent d'une mobilisation sans précédent en Belgique et à Charleroi chaque syndicat s'est congratulé de cette réussite politique. De politique, il en est justement question quand la FGTB Charleroi-Sud Hainaut annonce prendre ses distances avec les partis notamment socialistes. Ayant entériné la fin du compromis social et le tournant libéral du PS, un nouveau courant syndical semble se développer. Depuis le 1er mai 2012, la FGTB Charleroi-Sud Hainaut appelle à la constitution d'une « nouvelle force politique à gauche digne de ce nom (6) » en prenant

(5) Ne pas mélanger wallon/flamand et francophone/flamand. Pour ce qui nous intéresse, il faut retenir que chaque parti et syndicat francophone a sa déclinaison côté flamand, comme par exemple la FGTB qui s'appelle l'ABVV (Algemeen belgisch vakverbond) en Flandres. Il s'agit sensibement de la même ligne politique.

(6) Voir : http://www.fgtb-charleroi.be/10objectifs.pdf + http://jeunesfgtbcharleroi.files.wordpress.com/2013/09/8-questions-v4-1.pdf

l'exemple du Front de gauche français. La main est tendue désormais vers l'extrême gauche belge : le PTB (Parti des travailleurs belges), le PC, la LCR (qui se sont rassemblés lors des dernières élections dans le PTB-GO = gauche ouverte) et le PSL (Parti socialiste en lutte). Un programme anticapitaliste d'urgence a même été rédigé pour fédérer ces différentes forces.

En face, le gouvernement Michel et la FEB (Fédération des entreprises belges = le Medef belge) jouent l'enfumage médiatique en opposant le droit de grève au droit du travail et en reprochant aux syndicats cette grève « politique » visant à renverser le gouvernement de droite pour faire revenir les socialistes et les démocrates-chrétiens au pouvoir. Pour l'instant, les centrales ont déclaré une trêve jusqu'au 13 janvier et, déjà, suite à la grève du 15 décembre, des négociations se sont tenues et ont abouti à un accord, signé par les centrales, portant seulement sur l'âge de départ à la retraite pour les « métiers lourds » (en France, on dirait les métiers à forte pénibilité). Les centrales disent que ceci ne signifie pas la fin du mouvement mais qu'en sera-t-il dans les faits le 13 janvier et après ?

A Charleroi comme ailleurs, une base qui pousse

D'un côté, les chefs syndicaux de la région de Charleroi s'entendent pour temporiser et cadrer le mouvement: « Nous entreprenons un marathon pas un sprint (...) il faut inscrire le mouvement dans la durée et donc mesurer nos forces (...). Cela prend du temps de construire le paquebot de la mobilisation pour qu'il devienne un navire de guerre, (...) il ne faut pas s'isoler dans la radicalité, etc. ». A partir du 13 janvier, le deuxième plan d'action doit commencer mais reste encore à élaborer ; il prévoit des mobilisations et des actions jusqu'en février-mars. Politiquement, les syndicats ont posé quatre « balises » sur lesquelles portent leurs revendications :

– réinstaurer la concertation sociale en rétablissant l'indexation des salaires sur l'inflation et ainsi conserver le pouvoir d'achat ;
– défendre et pérenniser la Sécurité sociale et le chômage par un plan de refinancement en appliquant le taux d'imposition de base sur les bénéfices des entreprises (33 % au lieu de 5 % à 10 % actuellement à cause des abattements fiscaux notamment) ;
– lutter contre l'austérité en défendant les emplois et les services publics ;
– instaurer une nouvelle fiscalité sur le capital (la *taxshift*) qui viserait par exemple le patrimoine, les revenus du capital ou encore les revenus immobiliers.

De l'autre côté, des militants syndicaux dont de nombreux permanents réclament plus de combativité. Tout le monde souligne l'énergie de la base qui veut en découdre et poursuivre les grèves et les actions juste après la trêve de fin d'année. Il ne faut pas refaire tomber la mobilisation et le nouveau plan d'action est jugé trop tardif car pour le moment, rien n'est vraiment prévu pour janvier. Aussi, il est question de mettre en place de vraies assemblées générales des travailleurs et non plus des assemblées de délégués et de permanents syndicaux comme il est normalement de coutume dans le syndicalisme belge. En creusant un peu plus, on remarque que cette volonté de luttes plus offensives, qui s'exprime aussi à l'intérieur des syndicats, est portée par une nouvelle génération de militants/délégués syndicaux. Sur les blocages se trouvaient de nombreux jeunes pour qui c'était le premier mouvement social tandis que les dernières élections sociales ont profondément rajeuni le syndicalisme de terrain.

A Charleroi, cette nouvelle radicalité est palpable comme ailleurs en Belgique notam-

ment à Anvers et à Gand où les dockers tiennent le haut du pavé face à la police ou à la NV-A (les seuls affrontements avec la police ont eu lieu à Anvers devant le siège de la NV-A car le chef du parti nationaliste flamand, Bart De Wever, est aussi le maire de la ville). Les mêmes dockers qui, le 6 novembre, lors de la manifestation bruxelloise, ont assuré la conflictualité face à la police, et dont quelques-uns ont été arrêtés et ont subi la répression judiciaire (des Travaux d'intérêt général ont été prononcés à leur encontre).

Quelles perspectives ? Syndicalisme de service ou grève illimitée ?

Au premier abord, il semble que les centrales tiennent fermement les rênes du mouvement. Mais, d'une part, le rassemblement syndical (comprenant les employés de la CSC et la FGTB de Charleroi et SUD-Hainaut) pousse pour refuser une concertation dont le contenu serait réduit à pas grand-chose et créer, en amplifiant le mouvement syndical actuel et en l'inscrivant dans la durée après la trêve, une lame de fond qui viendrait à bout du plan d'austérité et forcerait à une autre politique (portée par la formation d'un front de gauche belge ?). Et d'autre part, si on est à l'écoute de ce qui se dit sur le terrain, il est beaucoup moins évident que les centrales syndicales pourront contrôler longtemps la situation. Sur les piquets de grève, ici et là, on parle « d'aller au finish » (c'est-à-dire de grève illimitée). Des délégués, en réunion à Charleroi, disent que leur base n'acceptera que fort difficilement la trêve, ou s'insurgent contre le fait qu'on ne demande jamais aux syndiqués de se prononcer sur la fin d'une grève ou sa prolongation : ce sont les responsables syndicaux qui décident encore de la poursuite d'un mouvement.

De plus, le rapport de forces est d'autant plus tendu que la NV-A, jeune parti aux dents longues, n'est prête à rien lâcher. Si l'épreuve de force tourne en faveur du patronat et du gouvernement, ceux-ci ont là une occasion d'abattre le syndicalisme pour des années et de le cantonner à un syndicalisme de service. Le patronat a peut-être la possibilité de réduire à néant le mouvement ouvrier belge, d'où l'importance de ce mouvement.

En France, il est important d'apporter notre solidarité. Car au-delà de la Belgique et du combat primordial des travailleurs belges contre cette nouvelle attaque du patronat, ce mouvement est au cœur (géographique et stratégique !) du processus d'austérité mis en place dans toute l'Europe par Bruxelles et les gouvernements. C'est aussi mettre en œuvre et en pratique un internationalisme entre prolétaires pour que la base s'organise et gagne cette lutte de classe.

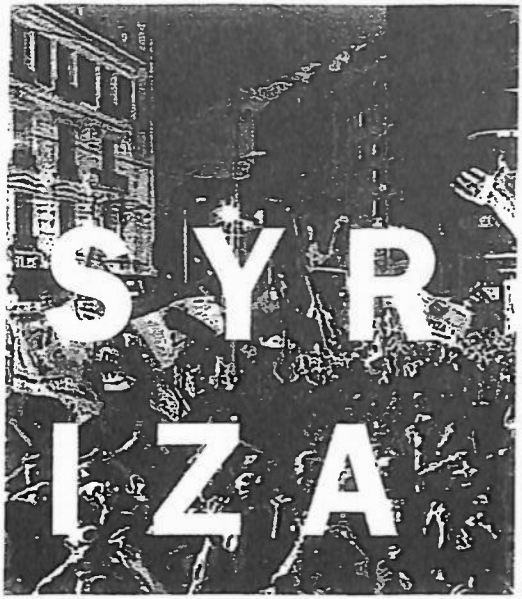
Des camarades lillois
solidaires

DANS LES PUBLICATIONS

◆ *Regroupement communiste* n° 50 (janvier 2015) revient sur l'imposante manifestation du 6 novembre 2014 à Bruxelles qui vit les dockers d'Anvers mettre hors d'usage temporaire plus de 120 policiers.

◆ Le site de la FGTB http://www.fgtb.be

LE SYRIZA ET SA VICTOIRE AUX RÉCENTES ÉLECTIONS GÉNÉRALES EN GRÈCE



25 janvier 2015, pour la première fois dans l'histoire de la Grèce, un parti de gauche, Syriza, a gagné les élections nationales avec une majorité de 36,34 %, soit 8,5 % de plus en pourcentage que Nea Demokratia (Nouvelle Démocratie), le parti de droite traditionnel et principale force de la coalition gouvernementale sortante. Pourtant, Syriza n'a pas atteint la majorité absolue, n'obtenant que 149 sièges au Parlement (un minimum de 151 sièges étant nécessaire pour obtenir un vote de confiance). En conséquence, il a dû former une coalition avec Anexartitoi Ellines (Grecs indépendants), un parti populiste nationaliste de droite qui avait obtenu 4,75 % des votants et 13 sièges au Parlement. Une telle collaboration était devenue possible en raison de la ferme opposition d'Anexartitoi Ellines aux programmes d'austérité des années précédentes, et malgré de grandes différences entre les deux partis sur des questions comme l'immigration et la politique étrangère.

Le vote de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie pour Syriza est un vote de revanche contre un gouvernement de droite dont le programme drastique d'austérité a engendré des effets désastreux sur leur vie et développé dans la population des tendances dépressives et suicidaires. C'est un vote contre une politique de la peur qui a imposé non seulement la répression des luttes mais aussi de nombreuses petites « guerres civiles » quotidiennes déprimantes entre les travailleurs . C'est un vote contre la propagande constante et monotone sur le dogme « Il n'y a pas d'alternative (1). » Rien n'illustre mieux la popularité du programme politique alternatif de Syriza que cet exemple : dans le camp de concentration d'Amygdaleza, les immigrants « illégaux » qui s'étaient révoltés au cours de l'été 2013 contre leur incarcération et n'avaient pas le droit de vote ont chanté en chœur, la nuit du 25 janvier devant leurs gardiens, « Tsipras-Tsipras » (2).

Comme nous le verrons en détail dans la suite de ce texte, les principaux points du programme de Syriza sont :

a) **l'annulation de la plus grosse partie de la dette conjointement à d'autres mesures de soulagement de cette dette**

b) **l'abolition de tout programme d'austérité** (en fait une dévaluation du capital)

Il est intéressant de noter que ce n'est que récemment que les cadres de Syriza ont exprimé une vision optimiste de l'acceptation de leurs positions et de leurs propositions par les créanciers de la Grèce, à savoir l'ensemble des Etats membres de l'Union européenne (UE), la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI). Il est possible que cet optimisme soit relié au fait que la déflation courante et la stagnation au sein de l'UE, en liaison avec la chute du cours du pétrole, ait conduit au lancement d'un *« quantative easing »* (QE) (3) de grande dimension, un programme de rachat de titres par la BCE de 1 000 milliards d'euros, pour stimu-

(1) Allusion au slogan de Margaret Thatcher, Premier ministre britannique, qui a imposé sa politique néolibérale des années 1980 : TINA, « There Is No Alternative ».

(2) Tsipras, leader de Syriza, est devenu, à la suite de ces élections, Premier ministre du gouvernement grec.

(3) *« Quantitative Easing »* (QE) , « assouplissement quantitatif », désigne un type de politique monétaire dit « non conventionnel », auquel peuvent avoir recours les banques centrales dans des circonstances économiques exceptionnelles, telles que des crises économiques et financières de grande ampleur. Cette politique vise à éviter la déflation tout en maîtrisant une faible inflation. En particulier, l'assouplissement quantitatif consiste généralement en une expansion du bilan de la banque centrale au travers de l'acquisition d'actifs qui peuvent être des titres de créances obligataires, ou des actifs plus risqués comme des dettes dites d'agences, ou des titres adossés à des actifs comme des titres hypothécaires. L'assouplissement quantitatif est l'équivalent moderne de la planche à billet, en plus sophistiqué dans ses modalités toutefois.

ler la demande dans les économies européennes. Cette stratégie récente de QE représente une politique d'inflation, une dévaluation des capitaux nominatifs de l'Union européenne *dans son ensemble*, par le canal d'une dévaluation de l'euro qui *pourrait* prévenir l'imposition de nouvelles mesures drastiques d'austérité dans certains pays de l'UE ou bien le contrôle strict des déficits budgétaires, même si ce virage ne signifie pas que le bon vieux «terrorisme fiscal» soit abandonné comme arme contre les prolétaires de l'UE.

De plus, quelques membres des gouvernements européens ont exprimé expressément leur soutien ou leur sympathie envers les positions de Syriza, par exemple le ministre des finances d'Irlande qui, deux semaines avant les élections générales grecques, soutenait l'idée d'une conférence européenne sur la dette, ou le chancelier autrichien qui critiquait les programmes d'austérité et proposait de discuter de mesures spécifiques de soulagement de la dette. Il semble qu'en raison de la stagnation économique persistante, une fraction petite mais croissante du capital européen pousse vers l'abandon de la politique drastique d'austérité initiée par l'Allemagne. D'éminents économistes ou commentateurs financiers ont non seulement reconnu qu'un allègement de la dette était nécessaire, mais ont aussi endossé le programme de Syriza préconisant le remplacement des coupes dans les dépenses par des dépenses stimulant la demande (4). Même Martin Schulz, le président allemand social-démocrate du Parlement européen, se dit convaincu que Syriza ne parviendra pas à obtenir une réduction de la dette mais évoque néanmoins la nécessité d'aller vers un compromis.

Au même moment, il semble possible que Syriza puisse utiliser d'autres instruments de politique étrangère, par exemple le veto, dans le but d'obtenir des concessions de l'UE.

Comment Syriza est parvenu à être majoritaire en Grèce

Syriza est le sigle de «Synaspismos Rizospastikis Aristeras», qui peut se traduire par «Coalition de la gauche radicale». Syriza, créé en janvier 2004, est une coalition de plusieurs partis et groupes politiques gauchistes, les plus importants d'entre eux étant Synaspismos (Coalition de gauche et de Mouvement et écologie), Akda (Renouveler la gauche communiste écologique), Keda (Mouvement pour une action unie de la gauche), DEA (Gauche internationaliste ouvrière) et KOE (Organisation communiste de Grèce). Syriza s'est transformé en un parti unique avant les élections générales de juin 2012, quand il lui a semblé possible de gagner les élections en profitant du bonus de sièges parlementaires donné à la majorité par le système électoral grec.

Synaspismos, de loin le plus fort et le plus important élément de Syriza, avait été formé en 1989 par une coalition entre le KKE (Parti communiste prosoviétique) et la Gauche grecque, le successeur de KKE Intérieur (un parti eurocommuniste qui avait scissionné de KKE en 1968). KKE a quitté Synaspismos en 1991 quand la ligne dure de la fraction stalinienne purgea du parti tous les membres défendant une ligne social-démocrate, y compris le secrétaire général du parti qui démissionna de KKE mais resta membre de Synaspismos. A la fin des années 1980, AKOA scissionna du KKE Intérieur pendant que KEDA scis-

(4) Pour une analyse extensive de la crise capitaliste, sa gestion par l'Etat grec et l'internationale capitaliste (FMI, UE, BCE, etc.) et les luttes de classe qui se sont déroulées en Grèce après 2010, voir nos textes (en anglais) «Ployé sous la dette», «Notes préliminaires vers une analyse du mouvement des assemblées populaires», «Importantes défaites : la dévaluation intérieure, l'échec des luttes de la classe ouvrière en Grèce et la "sucess story" gréco-chinoise» ainsi que l'entretien de notre groupe avec Juraj Katalenac : « Un entretien» que l'on peut trouver sur le site : http://www.tptg.gr/?page id=105 (en anglais).

sionnait de KKE au début des années 1990. DEA était une scission du Parti socialiste ouvrier trotskiste (associé à la tendance Internationale socialiste) et KOE était le successeur d'un groupe scissionné du parti maoïste KKE-ML.

La création de Syriza est liée directement aux ferments et développements politiques qui se mirent en place au cours de la période du mouvement « anti-globalisation » et lors de la prévalence du soi-disant discours anti-néolibéral dans les rangs de ce mouvement. En particulier, ces groupes qui semblaient alors hétérogènes s'unirent dans une opposition aux restructurations néolibérales de l'Etat-providence et optèrent pour un retour à une gestion plus social-démocrate des relations sociales capitalistes. Cette unification se fit dans l'organisation « Espace pour un dialogue pour l'unité et une action commune de la gauche », formation qui prépara la participation gauchiste grecque à la manifestation « anti-globalisation » de Gênes en 2001. Il ne fait pas de doute qu'il y a encore des positions divergentes dans Syriza au sujet de questions comme la nationalisation des banques, de la participation à l'Eurozone, mais aujourd'hui les plus « radicaux » sociaux-démocrates qui envisagent la nationalisation des banques tout comme les soi-disant eurosceptiques qui sont pour la sortie de la zone euro, perdent du terrain dans le parti.

Le mouvement des places

Avant le déclenchement de la « crise de la dette » en 2010 – qui était la manifestation et l'aggravation de la crise prolongée de la reproduction capitaliste en Grèce – et l'imposition d'une politique de choc de dévaluation du capital variable comme du capital constant à travers le mécanisme du « mémorandum » infamant – c'est-à-dire les programmes d'austérité liés aux prêts consentis par laTroïka (FMI, BCE, UE) (5) dans les années qui suivirent, Syriza n'avait jamais gagné plus de 5 % des voix dans les élections européennes ou nationales. Syriza émergea comme le principal parti d'opposition dans les élections générales répétées (les élections de mai 2012 ayant vu l'effondrement des partis jusqu'alors dominants et favorables à l'austérité, de nouvelles élection furent convoquées en juin de la même année), seulement après la défaite des luttes contre la mise en œuvre de la politique de dévaluation du capital (16,78 % des votants en mai et 26,9 % en juin).

Ce développement se rattache largement au rôle central joué par Syriza dans le « mouvement des places » (occupation permanente des places publiques) qui éclata fin mai 2011 et garda toute sa force pendant plus d'une année. La principale manifestation du « mouvement des places » en Grèce fut l'occupation de la place Syntagma (la place centrale d'Athènes en face du Parlement) qui dura deux mois au cours de l'été 2011. Ce mouvement paraissait donner une perspective de dépassement de la logique spécifique des syndicats et de mise en question des partis politiques de

(5) Dans une lettre publiée par le *Financial Times* le 22 janvier 2015 sous le titre « L'Europe bénéficiera d'un nouveau départ donné à la Grèce », Stiglitz, Pissarides et d'autres « grands » économistes bourgeois soutenaient : a) le remplacement des coupes dans les dépenses publiques par des programmes d'investissements publics qui développeraient la demande et stimuleraient la croissance financés par « une collecte des impôts plus efficace » ; b) une extension conditionnelle de la « période de grâce » de façon à exempter la Grèce du service de la dette, par exemple dans les cinq prochaines années à condition que la Grèce atteigne une croissance minimum de 3% ; c) « une réduction de la dette, spécialement de la dette officielle bilatérale pour accroître l'espace fiscal disponible » et d) « un financement significatif de projets d'investissements efficaces notamment pour les exportations ». La même lettre rappelait l'annulation substantielle de la dette allemande dans les années 1950 et reprenait plusieurs propositions formulées à l'origine par Syriza.

gauche comme forme aliénante, à la fois de représentation des pratiques de la classe ouvrière et du système politique comme un tout.

Pourtant il restait au niveau de la protestation politique et d'une revendication de «démocratie réelle/directe», même si son rôle dans l'appel à la grève contre les accords de moyen terme et dans l'organisation de batailles contre la police imposant la répression capitaliste en juin 2011 ait été crucial.

Les mécanismes de parti de Syriza et d'autres organisations de gauche ont joué incognito un rôle clé dans les groupes organisationnels de la place Syntagma et, partant, ont réussi à dominer largement le contenu et les formes de lutte en prônant une idéologie gauchiste nationaliste «d'indépendance nationale», de «reconstruction productive de l'économie grecque », «d'annulation de la plus odieuse partie de la dette», etc. De plus, ces mêmes mécanismes fi-

SUR QUELQUES DÉBATS THÉORIQUES DANS

La minorité communiste anti-Etat d'Europe et d'ailleurs qui s'intéresse toujours à des questions comme la communisation, l'Etat capitaliste et la théorie de la valeur pourrait être intéressée de savoir qu'un des principaux architectes des programmes de Syriza et un des membres de l'équipe menant les négociations avec le reste des Etats membres de l'UE était, il y a quelques années, le principal théoricien de la fraction althussérienne de Syriza et un des critiques principaux de la théorie gramscienne de l'Etat et de la théorie ricardienne de la valeur.

On trouvera ici des citations de ses textes :

C'est le « tri » parlementaire des différentes pratiques de classe (non seulement les pratiques de la bourgeoisie et de ses alliés mais aussi celles de la classe ouvrière et de ses alliés) qui rendent leur « représentation » possible au sein de l'Etat, ce qui rend possible leur soumission à l'intérêt général du capital... Ce n'est pas un parti particulier mais tout le système parlementaire qui lie les basses classes à la « classe politique » de la domination capitaliste. Ce n'est pas un parti particulier mais l'Etat capitaliste comme un tout qui constitue le parti « réel », la représentation « réelle » du capital, le concentré politique de la domination capitaliste. C'est pourquoi, depuis l'époque de Marx, toutes les « visions » et les tentatives des véhicules politiques réformistes de « conquérir » et de socialiser l'Etat se sont terminées par la nationalisation des visionnaires et des réveils douloureux (1).

L'économie politique classique était une théorie de la valeur intégrant le travail et une théorie de l'exploitation des travailleurs salariés par les classes possédantes. Les principaux courants du marxisme adoptèrent cette théorie classique de la valeur et de l'exploitation en éliminant la critique que Marx en avait faite. Cette mutation théorique est étroitement liée à la mutation idéologique et politique de la Gauche d'un mouvement de contestation radicale vers un pouvoir de gestion et de réformes du système capitaliste... Dans sa vision « conservatrice » cette problématique soulève des questions comme le salaire «juste» d'un travailleur, des « conditions dignes de vie », d'augmentation des salaires en relation avec la productivité du travail, etc., en d'autres termes les revendications immédiates des travailleurs lors de leur conflits avec le capital sont élevées au

(1) John Milios, *Marxism as Conflict of Currents*, Athènes, 1996.

rent de leur mieux pour maintenir la lutte à un niveau purement symbolique, ruinant toutes les suggestions pratiques émises pour l'extension de la lutte aux lieux de travail et bureaux de chômage, alors qu'ils développaient en même temps le thème de la «provocation» contre ceux qui s'affrontaient avec les forces de police dans les manifestations de masse.

Le «mouvement des places» était basé soit sur la création de nouvelles «assemblées populaires» dans la périphérie d'Athènes et dans les villes soit sur le redéveloppement temporaire de celles qui existaient déjà (qui pouvaient remonter à la révolte de décembre 2008). Dans la période qui a suivi le mouvement de la place Syntagma, s'est développé un mouvement de mobilisations préconisant le «refus de la base populaire de payer, organisé principalement par les assemblées». Ces mobilisations se sont concentrées principalement dans le refus du paiement:

SYRIZA QUI FURENT RAPIDEMENT MIS DE CÔTÉ

rang «d'idéal social», les formes des rapports capitalistes de pouvoir sont pris comme un «fait nécessaire». Dans sa version «radicale» cette théorie classique de la valeur et de l'exploitation envisage un «capitalisme sans capitalistes privés» : la «socialisation», c'est-à-dire la propriété publique des moyens de production, va main dans la main avec le maintien de toutes les formes de l'économie capitaliste et l'Etat capitaliste... La transition du capitalisme au communisme se rattache à l'abolition de la valeur c'est-à-dire de l'argent et de la marchandise et à la forme de l'entreprise (2).

C'en est assez Dr Milios. Merci pour cette excellente critique de la politique réformiste. Mais qu'est-ce que cette compréhension peut bien avoir avec le programme de Syriza ? Absolument rien. Le problème de la déconnexion entre la théorie et la pratique est bien connu dans le mouvement révolutionnaire même depuis la social-démocratie allemande. Il y a des décennies, Paul Mattick avait critiqué Kautsky pour son incapacité à imaginer qu'une théorie marxiste devait s'accompagner d'une pratique marxiste adéquate. Dès lors, sa compréhension de ce que pour Marx «la valeur constitue une catégorie strictement historique et qu'apparue avec la production capitaliste elle était appelée à disparaître avec elle (3)».

Avec l'académisation et la professionnalisation de la théorie marxiste dans les dernières décennies, les choses ont encore empiré. Dans les meetings politiques, les conférences, les groupes de lecture, les rencontres internationales, les journalistes, etc. où viennent constamment des centaines de gauchistes, on s'étonne la plupart du temps de se poser la question de savoir si c'est un véritable intérêt pour une politique anticapitaliste qui les amène là, ou si cette implication n'est pas uniquement pour eux un pas nécessaire pour faire carrière dans une profession que l'Etat leur garantit, une entreprise capitaliste ou un parti réformiste.

(2) John Milios, *The Critique of Political Economy as a Critique of the Left*, Thesis101, 2007. Cette interprétation de la théorie de Marx est basée sur les travaux de Michael Heinrich et l'école de pensée Neue Marx Lektüre dont nous ne pouvons donner ici les détails.

(3) La citation de Paul Mattick se trouve dans *Living Marxism*, vol. 4, 7,1939 , «Karl Kautsky : from Marx to Hitler». En français : http://www.left-dis.nl/f/kautsky.htm et dans *Intégration capitaliste et rupture ouvrière*, EDI, 1972.

a) des factures d'électricité qui, à ce moment et pour les trois prochaines années incluaient un nouvel impôt sur la propriété ;

b) du ticket de transport dont le prix avait augmenté;

c) des péages autoroutiers qui s'étaient multipliés alors que leur taux avait augmenté.

Les membres de Syriza et autres gauchistes qui participaient aux « assemblées populaires » ont alors impulsé un glissement de la cible des mobilisations politiques vers des activités prolétariennes antagonistes : la remise en sevice de l'électricité dans les foyers ouvriers ou le blocage/sabotage des machines de contrôle des tickets dans le métro, ou des actions légales qui souvent impliquaient les administrations des municipalités contrôlées par des maires sociaux-démocrates de gauche.

Récupérations

Les tentatives menées par Syriza pour récupérer les mobilisations ont été largement couronnées de succès, une tâche plutôt facile en raison de la composition interclasse de celles-ci et de leur contenu politique : les assemblées, même quand elles étaient à prédominance prolétarienne de toute sorte, ne se sont jamais définies comme des collectivités ouvrières ; elles ont été plutôt perçues par la majorité des participants comme des assemblées de citoyens locaux : des individus privés, des propriétaires privés... De cette composition, de cette perception, il n'y avait qu'un petit pas à faire pour verser dans le discours social-démocrate des « droits sociaux du citoyen » du « droit au bien commun », etc., qui était principalement celui de Syriza. Par exemple, les assemblées de voisinage ont organisé une série de soi-disant activités de solidarité comme des soupes populaires, des centres de soins autogérés, des coopératives d'échanges de marchandises, d'échanges de services (comme des classes de langues étrangères) dans un cadre interclassiste anti-gouvernemental. La stratégie d'autogestion de l'austérité a été largement adoptée par Syriza qui, comme nous en parlerons plus loin, a inclu l'économie sociale et solidaire comme un des piliers de son programme pour la « reconstruction productive de l'économie grecque ». Aujourd'hui, Syriza contrôle une pléthore de telles organisations de base de solidarité, y compris les centres de santé et les pharmacies autogérés, les centres d'échanges de marchandises, les centres d'aide alimentaires, etc. Notre position sur le flou particulier des limites entre de tels projets et les organisations caritatives de l'Eglise ou des ONG a été confirmée par les récentes déclarations de soutien à la mission philanthropique de l'Eglise évoquée par le président de Syriza lors d'une rencontre avec l'archevêque dans une institution religieuse de charité. En outre Syriza a utilisé les assemblées de voisinage pour renforcer ses sections locales, qui souvent copient la forme assembléiste, et y recruter ses membres.

Scores électoraux

La capacité de Syriza de se substituer (de façon limitée, mais substantielle) à la désintégration de l'Etat-providence en Grèce a été augmentée par ses scores récents aux élections locales. Par exemple, Syriza gère depuis septembre 2014 l'administration régionale de l'Attique (la région la plus peuplée de Grèce, à laquelle appartient Athènes) et a ordonné la remise en service de l'électricité dans un nombre significatif de familles pauvres avec une allocation de 360 euros par an pour chaque foyer dont l'électricité avait été coupée.

En outre, après la défaite des luttes dans le secteur public (à l'exception de la lutte contre le nouveau système d'évaluation des employés dans l'unité de travail qui est toujours en cours), une défaite survenue pour pas mal de raisons, dont certaines ont déjà été exposées ci-dessus,

Syriza est apparu comme un parti politique qui rétablirait le statu quo antérieur en annulant les licenciements, les mises à pied dans les universités et plus largement dans les services publics et la réouverture d'ERT (la radio-télévision nationale qui avait été fermée par le précédent gouvernement, entraînant le licenciement de 3 000 employés). Pour les luttes contre les fermetures d'entreprises, Syriza a soutenu à la fois activement l'autogestion des usines par leurs anciens salariés se basant sur l'exemple de Viome (6) tout comme l'organisation de la distribution de la production dans des échanges de marchandises autogérées sans intermédiaires. L'autogestion des entreprises en faillite et la création de nouvelles coopératives, l'autogestion des réseaux de production, distribution, consommation « dans le but de créer des économies d'échelle » ou même la création d'institutions de crédit coopératif constituent le programme de Syriza pour édifier le pilier « économie sociale » de son plan de « reconstruction productive ».

Sur le même terrain de la représentation politique, le pouvoir de Syriza a grandi dans son opposition résolue au parti d'extrême droite Aube dorée. L'impact d'Aube dorée sur le plan national a été largement renforcé après l'affaiblissement du « mouvement des places ». Ce mouvement a combiné un courant de base d'une « révolte de la gauche » avec celui d'une révolte de la droite. Après cette retraite la fraction la plus passive et raciste de cette « révolte de base » de la droite contre les mesures d'austérité avait trouvé une représentation politique dans ce parti politique. Cette représentation a été encouragée par l'aile droite du parti au gouvernement et les références à la Grèce profonde. Quand la violence des membres de ce parti contre les immigrants et les gauchistes se déchaînèrent en septembre 2013 et que son autonomisation par rapport au soutien de l'Etat devint évidente, les « frères » de l'aile droite du gouvernement ont été contraints de mettre les dirigeants d'Aube dorée en prison. Pourtant, le véritable vainqueur de la campagne d'Etat antifasciste a été Syriza qui avait soutenu les activités antifascistes au cours des années précédentes dans et hors des « assemblées populaires » (7).

Pas de refus de payer

La primauté accordée dans le mouvement anti-austérité au discours nationaliste sur la renégociation/réduction de la dette gouvernementale – une réduction par l'Etat des paiements venant d'en haut (une vision partagée aussi par Aube dorée), opposée à la vision prolétarienne du refus de paiement venant de la base, et la « reconstruction productive de l'économie grecque » combinée à la domination du discours social-démocrate sur les « droits sociaux du citoyen », les « droits aux biens communs », l'« autogestion » et l'« économie sociale » ont pavé la route de Syriza vers la position de parti dominant. Après avoir activement sapé le développement potentiel des luttes sur les lieux de travail, les places et la rue en un mouvement prolétarien qui aurait pu menacer la domination du capital et de son Etat, Syriza est parvenu à transférer la défaite du mouvement de base en pouvoir électoral. Une grande partie de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie ont mis leurs espoirs dans le renversement de la politique de dévaluation du capital en assurant le succès électoral de Syriza.

(6) Sous-traitante du fabricant grec de matériaux de construction (carrelages, tuiles...) Philkeram Johnson, Viome a été reprise en 2013 par ses travailleurs après sa faillite et son abandon par les propriétaires (les salaires n'étaient plus versés depuis mai 2011). Pour plus d'informations, voir http://www.viome.org/

(7) Pour en savoir plus sur la question fascisme/antifascisme en Grèce voir notre texte (à paraître) « Antifascisme contre fascisme : la première fois c'est une tragédie, la seconde fois, c'est une farce » (http://www.tptg.gr/)

Le nouveau gouvernement de coalition représente le rapprochement entre la «révolte de la gauche» venant de la base avec la plus active et non-fasciste «révolte de la droite» au niveau de l'Etat capitaliste. Normalement cela devrait ouvrir une nouvelle période de luttes revendicatives de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie.

Que deviendront les programmes politiques de gauche quand les mouvements sociaux déclineront ?

Il est intéressant de dresser la liste des changements dans le programme politique de Syriza de 2010 à aujourd'hui. Pour permettre d'illustrer ces changements plus clairement, nous les avons divisés comme suit entre catégories :

◈ **Gestion de la dette du gouvernement.** La principale position du programme de Syriza concernant la restructuration de la dette de l'Etat est restée inchangée depuis 2010, à savoir renégocier cette dette en en annulant la plus grande partie. Récemment, Syriza a évoqué le précédent historique de l'accord de Londres de 1953 allégeant radicalement la dette de la République fédérale d'Allemagne envers ses créanciers (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France). D'autre part les principaux changements dans l'attitude de Syriza sur ce sujet peuvent être ainsi résumés :

a) en 2010 et 2011, Syriza a défendu un emprunt direct auprès de la BCE à un faible taux d'intérêt, similaire à celui consenti aux banques privées, bien que dans ses propositions les plus récentes il se réfère à la politique de «Quantitative Easing» comportant l'achat par la BCE de titres d'Etat ;

b) depuis 2012 Syriza propose de différer le paiement des intérêts de la dette jusqu'au moment où l'économie grecque aura été redressée, avec l'insertion d'une «clause de croissance économique» de régulation de ce remboursement ;

c) en 2011, Syriza défendait la tenue d'un audit approfondi de la dette de la Grèce dans le but d'annuler la fraction la plus pourrie, une position qui depuis a été retirée du programme. Le programme actuel montre aussi qu'alors qu'en 2010 et 2011 Syriza défendait l'abolition du pacte de stabilité européen, en 2015 il défend seulement l'exclusion des programmes d'investissement public des restrictions imposées par le pacte «Stabilité et croissance». De plus, en 2010 Syriza était pour des restrictions au mouvement des capitaux par l'adoption de la taxe Tobin (8), une position qui depuis ne figure plus dans le programme. Enfin, le dernier et pas des moindres, dans son programme de 2015, Syriza en appelle à la mise en place d'une substantielle période de grâce au cours de laquelle l'Etat grec n'aurait pas à assurer les service de la dette pendant un certain nombre d'années pour permettre d'orienter les fonds ainsi dégagés vers des dépenses d'investissement, un levier pour le «démarrage de l'économie».

◆ **Système bancaire et dette privée.** Il y a eu un changement fondamental dans le programme de Syriza par rapport au système bancaire. En particulier, en 2010 et 2011 Syriza défendait la nationalisation des banques, alors qu'en 2015 il ne parle plus que de la création d'une banque publique d'investissement et d'un certain nombre d'institutions spécialisées de crédit pour les petites entreprises, les entreprises autogérées et les paysans. Toute référence à la nationalisation des banques a été gommée. Depuis 2011, Syriza a inclus dans son programme une provision pour le règlement des prêts non remboursés des particuliers

(8) La taxe Tobin, suggérée en 1972 par le lauréat du «prix Nobel d'économie» James Tobin, consiste en une taxation des transactions monétaires internationales afin de limiter la volatilité du taux de change. Par extension, le terme désigne aujourd'hui une taxe sur les transactions financières.

et des entreprises alors qu'en 2015 le programme ne promet plus que l'interdiction de reprise de la résidence principale en cas de défaillance. En outre, le programme de 2015 ne prévoit plus que le règlement des dettes privées envers l'Etat pour les impôts ou les contributions aux fonds de sécurité sociale sous forme d'étalement mensualisé en fixant des limites supérieures à ces mensualités en fonction du revenu familial. En même temps, le programme promet de stopper les reprises de logement et les poursuites judiciaires à ce sujet pour ceux qui auraient volontairement réglé leurs dettes envers l'Etat.

◆ **Privatisations/ nationalisations.** Syriza n'a pas changé son engagement de mettre un terme à la privatisation des services publics des entreprises publiques et des infrastructures. Pourtant, sa position initiale de 2010 de « renationaliser » « graduellement » les « entreprises stratégiques » comme les télécommunications, l'électricité et les infrastructure comme les ports, les aéroports et les routes a été graduellement abandonnée. Depuis 2012, Syriza relie la renationalisation des « entreprises et des infrastructures » à la disposition de fonds suffisants pour racheter les actions et les titres de propriété, une condition qui ne signifie rien d'autre que la renationalisation n'aura pas lieu. Egalement, depuis 2012, Syriza préconise de transférer la propriété des ressources naturelles et minérales dans une sorte de trésor public qui servirait de garantie pour l'émission d'obligations d'Etat. Sa position de 2010 pour une nouvelle régulation du marché financier a été abandonnée.

◆ **Investissement public.** Le programme de Syriza n'a pas changé depuis 2010 quant à l'intention d'augmenter les investissements publics en tant que levier pour favoriser la croissance et la soi-disant « reconstruction productive de l'économie ». Dans ce contexte, Syriza a promis d'accroître les fonds consacrés à la recherche scientifique, menée principalement dans les universités grecques, et de favoriser certaines industries (par exemple la production de médicaments). En 2015, Syriza appelle à un « New Deal » (9) européen qui inverserait les tendances déflationnistes et alimenterait la croissance en Europe à travers un programme d'investissements publics soutenu par l'UE.

◆ **Impôts/ dépenses.** La position de Syriza en 2010 et 2011 d'imposer une taxe de 45 % sur les profits non distribués des grandes entreprises capitalistes a été éliminée de son programme en 2012. De même, la promesse d'abolir les exemptions d'impôt sur le capital des armateurs faite en 2010 et 2012 a été diluée dans son programme le plus récent ; il n'est question que de réviser toutes les exemptions et d'abolir seulement celles qui ne seraient pas « reliées à une activité maritime en elles-mêmes ». Pour autant que les impôts concernent les personnes physiques, la position affirmée en 2010-2011 d'augmenter les impôts directs des couches les plus riches a disparu, alors que le programme de 2015 ne parle que de la réduction graduelle des taxes indirectes « après discussion », à l'opposé de la position de 2010 pour une réduction immédiate des taxes indirectes et de la position de 2012 pour une réduction de la TVA dans le tourisme et la restauration. Pourtant dans le programme de 2015, Syriza promet de relever le revenu non taxé pour toute personne physique à 12 000 euros, d'abolir le nouvel impôt foncier, l'impôt sur le fuel de chauffage et la taxe imposée aux tra-

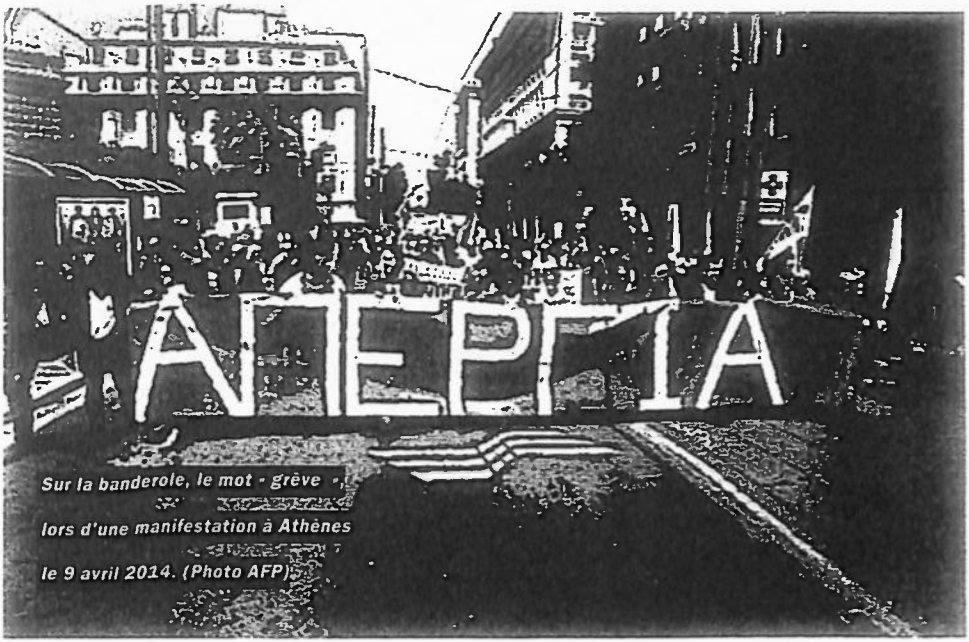
(9) Le New Deal (« Nouvelle donne » en français) est le nom donné par le président américain Franklin Delano Roosevelt à sa politique interventionniste mise en place pour lutter contre les effets de la Grande Dépression aux Etats-Unis. Ce programme s'est déroulé entre 1933 et 1938, avec pour objectif de soutenir les couches les plus pauvres de la population, réussir une réforme innovante des marchés financiers et redynamiser une économie américaine meurtrie depuis le krach de 1929 par le chômage et les faillites en chaîne.

vailleurs indépendants. En outre, il a promis de réduire la charge fiscale des petites entreprises. Pour autant que les dépenses de l'Etat soient concernées, en 2010 et 2011, Syriza soutenait l'augmentation des dépenses sociales et la réduction du budget de la défense mais depuis 2012 il ne parle plus que de geler la réduction des dépenses sociales. Depuis 2014, sa position n'est plus que de maintenir **un budget en équilibre,** ce qui implique la poursuite de l'austérité en dépit de et en contradiction avec ses promesses.

◆ **Salaires et relations de travail.** En 2010, le programme de Syriza promettait une augmentation des salaires, des retraites et des allocations chômage. En 2011 cette position avait changé pour ne comporter que le retour immédiat des salaires et retraites au niveau de 2009 avant la mise en œuvre du mémorandum. En 2012, il ne promettait plus que le gel des réductions de salaires et retraites, le rétablissement graduel des salaires à leur niveau de 2009, quelle qu'en soit la signification, et le rétablissement immédiat du salaire minimum à son niveau de 2009. Pour autant que les relations de travail, c'est-à-dire l'exploitation, sont concernées, en 2010, il promettait de nouvelles restrictions aux licenciements mais en 2012, il ne promettait plus que l'abolition de la législation de 2010 qui « libéralisait » le marché du travail en favorisant les licenciements, réduisant les indemnités de licenciement et limitant l'application des conventions collectives. Syriza soutient encore la réduction du travail précaire avec l'abolition du travail indirect et la diminution de la sous-traitance dans le secteur public. Pourtant, en contradiction avec cette position, il admet la possibilité pour les municipalités de mettre en place des programmes de travail temporaire et des « programmes de formation » dans le but de réduire le chômage. Dans les programmes de 2012 et 2015, Syriza promet de pénaliser le travail au noir et de renforcer les services de l'Etat contrôlant l'application de la législation du travail. Finalement, dans son programme le plus récent, il promet de restaurer la fermeture du dimanche dans le commerce de détail.

◆ **Avantages sociaux.** Syriza avait promis en 2010 d'augmenter les allocations chômage. Dans son plus récent programme sa position est juste de les restaurer à leur niveau de 2009 (461 euros pendant douze mois). En 2012 il promettait d'étendre les allocations chômage aux travailleurs indépendants mais dans son programme de 2015 le parti ne parle que de réformer les allocations chômage pour ne couvrir que les travailleurs indépendants sans ressources. Alors qu'il préconisait en 2012 d'étendre le service des allocations chômage à deux ans, dans son programme le plus récent il ne promet plus cette extension qu'aux chômeurs de longue durée. Il avait aussi promis d'abolir la restriction imposée à la durée totale du service des allocations (un total de 400 jours de paiement d'allocations par période de quatre années). Il a aussi inclu dans son récent programme un certain nombre d'allocations pour soulager de la pauvreté extrême à savoir, électricité gratuite et bons de nourriture pour 300 000 foyers, logement gratuit pour les SDF par réquisition des immeubles municipaux et des hôtels vides, qui recevraient une subvention, soins médicaux gratuits pour les chômeurs et ceux qui ne seraient pas couverts par la sécurité sociale, transport gratuit pour le chômeurs et les travailleurs à faibles revenus. Syriza a compris qu'il pouvait conquérir de nombreux votes en promettant un maigre revenu à un grand nombre de foyers paupérisés.

◆ **Retraites.** En 2010, Syriza promit d'abolir toutes les lois qui avaient attaqué depuis 1990 les droits à la Sécurité sociale et les retraites et reconnut les dettes de l'Etat envers les fonds de la Sécurité sociale. Dans son programme de 2012 ces positions ont été réduites à la seule



Sur la banderole, le mot « grève » lors d'une manifestation à Athènes le 9 avril 2014. (Photo AFP)

promesse de rétablir les cotisations employeur à leur niveau antérieur, de combattre les fraudes par les employeurs, de geler les réductions de retraite et « graduellement de rétablir les retraites à leur niveau antérieur » et d'abolir l'exclusion de 2011 de bien des emplois de la catégorie « métiers dangereux » qui était défavorable aux travailleurs. Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, la promesse de 2010-2011 de rétablir les retraites à leur niveau de 2009 a été remplacée dans les programmes de 2010-2011 et de 2015 par la simple promesse de réduire le gel des retraites. En outre, dans le programme de 2015 il posa qu'il reverrait l'exclusion d'emplois de la catégorie « métier dangereux » contrairement à sa promesse de 2012 d'abolir immédiatement cette exclusion. Il avait promis qu'il réduirait l'âge de la retraite de deux ans, c'est-à-dire rétablir l'âge pour une retraite normale à 65 ans et à 60 ans pour une retraite réduite. En outre, il a promis d'abolir la nouvelle méthode de calcul des retraites après le 1er janvier 2015 ainsi que les restrictions au droit d'obtenir une retraite réduite, ce qui aboutit à exclure bien des travailleurs du droit à une retraite (selon ces restrictions un travailleur devrait avoir cotisé pour obtenir une retraite 100 jours de travail par an pendant au moins les cinq dernières années).

◆ **Economie sociale (secteur autogéré).** En 2010, le programme de Syriza n'insistait pas trop sur « l'économie sociale » sauf par une référence au soutien des associations de paysans. Cela commença à changer en 2012 quand le programme promit de fournir des subventions et des facilités pour le développement de « l'économie sociale ». Cela a changé complètement dans le programme de 2015 ; il est devenu évident que Syriza accorde plus d'importance à ce secteur à la fois pour la réduction du chômage et pour la « reconstruction productive de l'économie ». Ce changement reflète la croissance du secteur « économie sociale » et le fait que de plus en plus de prolétaires font face à leurs besoins ou même peuvent joindre les deux bouts en s'engageant dans de tels pro-

jets ou dans des entreprises *low cost*. Syriza a promis notamment d'aider la reprise et l'autogestion d'entreprises en faillite en modifiant la loi sur les faillites.

Il a promis aussi de soutenir les coopératives et les associations par des exemptions d'impôts, des subsides européens, en fondant des institutions publiques spécialisées de crédit, le tout chapeauté par la création d'unités spéciales où il serait possible de trouver des conseils juridiques et comptables.

◆ **Emploi dans les services publics.** Le programme de 2012 promettait l'abolition de la loi sur les licenciements et les mises à pied dans le secteur public. Dans son programme de 2015, Syriza promet que les travailleurs du secteur public qui ont été mis à pied ou licenciés retrouveront leur position antérieure. Il a aussi promis d'abolir le nouveau système d'évaluation des travailleurs et de l'unité de travail et son remplacement par un système d'évaluation basé sur des « facteurs et indices objectifs », sans qu'on sache trop ce que cela signifie. En outre, il s'engage à abolir la loi prévoyant de nouvelles strictes règles disciplinaires pour les travailleurs du secteur public, ce qui était prévue dans le contexte de la législation du mémorandum. Dernière proposition et non des moindres : la promesse de créer des milliers d'emplois permanents et stables dans les secteurs publics de l'éducation, de la santé et de la protection sociale, une partie de l'engagement de créer au total 300 000 emplois dans les secteurs publics, privés et autogérés.

*

L'interminable catalogue des changements ainsi relevés dans le programme de Syriza illustre aussi bien la dilution de ses positions vers une timide position social-démocrate que ses contradictions. L'ajustement graduel de Syriza à la « realpolitik » montre qu'après avoir élagué la plupart de ses positions considérées comme inacceptables du point de vue de la stratégie capitaliste dominante néolibérale de la zone euro, et en ne conservant – tout en les enrichissant parfois – que les moins nocives comme celles concernant la prétendue « économie sociale », Syriza pouvait se transformer en un « nouveau » gestionnaire plutôt compétent de l'Etat capitaliste.

TPTG
janvier 2015
(Traduit de l'anglais par H. S.)

DANS LES PUBLICATIONS

No electoral exit

◆ sur http://crimethinc.com/, « site anarchiste décentralisé » : « Syriza Can't Save Greece. Why There's No Electoral Exit from the Crisis » http://www.crimethinc.com/texts/r/syriza/

To win the war

◆ Sur Brooklynrail, « Is it Possible to Win the War After Losing All the Battles? », de Cognord. http://www.brooklynrail.org/2015/02/field-notes/

Syndicats

◆ *Alternative Libertaire* n°245 (décembre 2014) annonce l'existence d'un réseau européen des syndicats alternatifs et de base.

Luttes

◆ « Luttes dans l'espace européen et lutte contre l'Union Européenne » dans *Courant alternatif* n° 245 (décembre 2014).

LA RUSSIE VUE DE L'INTÉRIEUR

Ce texte vient du site de la société britannique Stratfor Global Intelligence, qui produit des anayses et des informations pour le monde des affaires. Le signataire est le fondateur de cette société, G. Friedman.

MON AVION a atterri à Moscou le 8 décembre 2014 à 16h30. C'est à peu près l'heure à laquelle la nuit tombe à Moscou, et à cette période de l'année, le soleil ne se lève que vers 10 heures – c'est ce que l'on appelle les Jours sombres par opposition aux Nuits blanches. Pour quiconque est accoutumé à vivre plus près de l'équateur, c'est déstabilisant. On prend ainsi conscience pour la première fois du fait qu'on se trouve non seulement en pays étranger (ce dont j'ai l'habitude), mais que l'environnement aussi est étranger.

Mais de la voiture qui nous emmenait vers le centre de Moscou, à plus d'une heure de trajet, la circulation, les infrastructures routières, tout m'était familier. Il y a trois aéroports à Moscou, et nous avons atterri dans celui qui est le plus éloigné du centre-ville, Domodedovo – le premier aéroport international. A Moscou, les travaux de rénovation sont interminables et bien qu'ils ralentissent la circulation, ils témoignent d'une prospérité ininterrompue, du moins dans la capitale.

Notre hôte est venu à notre rencontre et nous avons promptement entrepris de faire connaissance et de discuter les événements du jour. Il avait passé beaucoup de temps aux Etats-Unis et connaissait mieux les nuances de la vie américaine que je ne connais celles de la vie russe. Il s'est comporté en hôte parfait, m'a expliqué son pays, toujours avec une pointe de patriotisme russe, car à n'en pas douter il était patriote. Nous avons discuté pendant le trajet et sommes parvenus à pénétrer au cœur du sujet.

Selon lui, et d'après les conversations que j'ai eues avec des experts russes concernant la plupart des régions du monde – étudiants de l'Institut des Relations Internationales – ainsi qu'avec une poignée de personnes que je considère comme des personnes ordinaires (qui ne sont pas employées par les agences gouvernementales impliquées dans la gestion des affaires économiques et diplomatiques de la Russie), j'ai pu me faire une idée des préoccupations de la Russie. Elles sont celles auxquelles on peut s'attendre, mais elles n'apparaissent pas dans le même ordre et on ne leur donne pas la même importance qu'en Occident.

Ce que les Russes attendent de l'économie

Je croyais que les problèmes économiques de la Russie occuperaient la première place dans l'esprit des Russes. Ici en Occident, nous avons l'impression que la chute du rouble, le déclin des prix du pétrole, un ralentissement général de l'économie et les conséquences des sanctions occidentales portent de rudes coups à l'économie russe. Cependant, ce n'était pas ce que j'entendais. La baisse du rouble a affecté

les projets de voyage à l'étranger, mais le public n'a commencé à ressentir l'effet de ces facteurs économiques que très récemment, principalement à cause de l'inflation.

Mais on avance une autre raison pour laquelle la situation financière est envisagée avec un calme relatif, et elle n'émane pas seulement des représentants du gouvernement mais aussi de personnes privées et nous devrions l'analyser très sérieusement. Les Russes m'ont fait remarquer que le désordre économique était la norme en Russie, et la prospérité une situation exceptionnelle. En Russie, on s'attend toujours à ce que la prospérité prenne fin et que reviennent les restrictions normales de la pauvreté.

Les Russes ont terriblement souffert pendant les années 1990 sous le régime de Boris Eltsine, mais aussi précédemment sous d'autres gouvernements et on peut remonter ainsi de suite jusqu'aux tsars. Mais plusieurs personnes m'ont fait remarquer qu'en dépit de tout cela, ils avaient gagné les guerres qu'il fallait gagner et réussi à vivre des vies qui en valaient la peine. L'âge d'or des dix dernières années s'achevait. Il fallait s'y attendre, et l'on endurerait. De la part des représentants du gouvernement, il s'agissait d'un avertissement, et je ne pense pas que c'était du bluff. La conversation tournait autour des sanctions et elle visait à démontrer que ces dernières n'amèneraient pas la Russie à changer de politique vis-à-vis de l'Ukraine.

La force des Russes est leur capacité à endurer des situations qui briseraient d'autres nations. On m'a aussi fait remarquer qu'ils avaient tendance à soutenir le gouvernement, quelle que soit sa compétence, lorsque la Russie se sentait menacée. C'est la raison pour laquelle, affirment les Russes, personne ne devrait s'attendre à ce que les sanctions, aussi draconiennes soient-elles, fassent capituler Moscou. Les Russes y répondront au contraire par leurs propres sanctions, au sujet desquelles je n'ai aucune précision, mais je pense que cela pourrait signifier la saisie des biens des entreprises occidentales et la réduction des importations agricoles en provenance d'Europe. Personne ne m'a parlé de cesser d'approvisionner l'Europe en gaz naturel.

S'il en est ainsi, alors les Américains et les Européens se font des illusions sur l'effet des sanctions. En général, je ne crois guère à l'usage de sanctions. Ceci dit, les Russes m'ont permis de voir les choses sous un autre angle. Les sanctions reflètent les niveaux européen et américain de tolérance à la douleur. Elles visent à infliger une douleur que l'Occident ne supporterait pas. Appliquées à d'autres, elles

sont susceptibles d'avoir des conséquences variables.

J'ai eu le sentiment que les Russes étaient sérieux. Cela expliquerait pourquoi l'intensification des sanctions, s'ajoutant à la chute du prix du pétrole, à des ralentissements de l'économie et à tout le reste, n'ont pas entraîné l'érosion de la confiance à laquelle on aurait pu s'attendre. Des sondages fiables montrent que le président Vladimir Poutine est toujours extrêmement populaire. Mais savoir s'il le demeurera une fois le déclin confirmé et si l'élite qui souffre financièrement demeurera également optimiste, est un autre problème. Mais, à mes yeux, ce que j'ai peut-être appris de plus important en Russie – je dis bien « peut-être » – est que les Russes ne réagissent pas à la pres-

sion économique de la même manière que les Occidentaux, et que l'idée qu'un slogan de campagne présidentielle a rendue célèbre, «C'est l'économie, idiot», peut ne pas s'appliquer de la même manière en Russie.

Le problème ukrainien

A propos de l'Ukraine, le ton était beaucoup plus dur. On est d'accord sur le fait que les événements en Ukraine constituaient un revers pour la Russie et que l'on en veut à l'administration Obama pour avoir monté ce que les Russes considèrent comme une campagne de propagande dans le but de faire apparaître la Russie comme un agresseur. Deux arguments reviennent régulièrement. Il s'agit d'abord d'affirmer que la Crimée faisait historiquement partie de la Russie et qu'elle était déjà dominée militairement par la Russie par traité. Il n'y avait pas eu d'invasion mais la simple confirmation d'une réalité. Deuxièmement, on insistait fortement sur le fait que l'Est de l'Ukraine est peuplé de Russes et que, comme dans d'autres pays, on doit accorder à ces Russes un haut degré d'autonomie. Un chercheur a pris comme exemple le Canada et le Québec pour montrer que l'Occident n'a normalement pas de problème avec l'autonomie régionale pour des régions ethniquement différentes mais est choquée que les Russes puissent vouloir mettre en pratique une forme de régionalisme courant en Occident.

Pour les Russes, le cas du Kosovo est extrêmement important parce qu'ils ont l'impression qu'on n'a pas tenu compte de leurs souhaits à cette occasion et parce qu'il instaurait un précédent. Des années après la chute du gouvernement serbe qui avait menacé les Albanais du Kosovo, l'Occident a accordé l'indépendance au Kosovo. La Russie n'y était pas favorable, mais l'Occident l'a fait parce qu'il le pouvait. Aux yeux des Russes, puisque l'Occident a redessiné la carte de la Serbie, il n'a aucun droit de s'opposer à ce que la Russie redessine la carte de l'Ukraine.

J'essaie de ne pas me laisser entraîner dans des controverses sur le bien ou le mal, non pas parce que je pense qu'ils se valent, mais parce que l'histoire se décide rarement en fonction de principes moraux. Je comprends que les Russes considèrent l'Ukraine comme une zone tampon stratégique indispensable et je comprends que sans elle, ils ont le sentiment d'être exposés à une menace importante, si ce n'est dans l'immédiat, alors plus tard. Ils considèrent Napoléon et Hitler comme des exemples d'ennemis vaincus par la profondeur d'un territoire.

J'ai tenté de présenter une perspective stratégique américaine. Les Etats-Unis viennent de passer un siècle à la poursuite d'un unique objectif : éviter l'émergence de toute hégémonie unique susceptible d'exploiter la technologie et les capitaux de l'Europe de l'Ouest ainsi que les ressources et la main-d'œuvre russes. En 1917, les Etats-Unis sont intervenus dans la première guerre mondiale dans le but de bloquer l'hégémonie allemande, et ils ont fait de même pendant la seconde guerre mondiale. Pendant la guerre froide, le but était d'empêcher l'hégémonie russe. La politique stratégique des Etats-Unis depuis un siècle est cohérente.

Les Etats-Unis ont été conditionnés à la prudence vis-à-vis de toute hégémonie en puissance. Dans le cas présent, la crainte d'une Russie résurgente est un souvenir de la guerre froide, mais elle n'est pas déraisonnable. Comme certains me l'ont fait remarquer, faiblesse économique signifie rarement faiblesse militaire ou désunion politique. J'étais d'accord avec eux à ce sujet et je leur ai fait remarquer que c'est précisément la raison pour laquelle les Etats-Unis ont légitimement peur de la Russie en Ukraine. Si la Russie parvient à réaffir-

mer sa puissance en Ukraine, alors que se passera-t-il ensuite ? La Russie possède une puissance militaire et politique qui pourrait commencer à empiéter sur l'Europe. Il n'est donc pas irrationnel que les Etats-Unis, ainsi qu'au moins quelques pays européens, veuillent affirmer leur pouvoir en Ukraine.

Lorsque j'ai développé cet argument en présence d'un très haut fonctionnaire des affaires étrangères russes, il m'a dit que dans le fond, il n'avait aucune idée de ce que j'essayais de décrire. Alors que je crois qu'il comprenait parfaitement les impératifs géopolitiques qui guidaient la Russie en Ukraine, à ses yeux, les impératifs vieux d'un siècle qui guident les Etats-Unis sont beaucoup trop démesurés pour s'appliquer au problème ukrainien. Le problème n'est pas seulement qu'il ne voit que l'aspect du problème qui le concerne. C'est, plus exactement, que pour la Russie l'Ukraine est un problème immédiat, et que ma description de la stratégie américaine est tellement abstraite qu'elle ne semble pas reliée à la réalité immédiate. L'Amérique réagit de manière automatique face à ce qu'elle considère comme une affirmation de soi de la part de la Russie ; toutefois, les Russes ont l'impression que, loin de se comporter de manière offensive, ils sont sur la défensive. Aux yeux de ce représentant, les craintes américaines concernant une hégémonie russe sont simplement absurdes.

Au cours d'autres rencontres, avec les responsables de l'Institut des relations internationales, j'ai essayé une autre tactique, tentant d'expliquer que les Russes avaient mis Barack Obama, président des Etats-Unis, dans l'embarras en Syrie. Obama n'avait pas voulu attaquer à la suite de l'emploi de gaz toxiques en Syrie parce que cela était militairement difficile et parce que s'il renversait le président syrien Bachar Al-Assad, cela entraînerait une prise de pouvoir par les djihadistes sunnites. Les Etats-Unis et la Russie avaient des intérêts identiques, affirmai-je, et la tentative russe de mettre le président dans l'embarras en prétendant que Poutine l'avait forcé à reculer avait déclenché la réaction américaine en Ukraine. Tout à fait franchement, je pense que mon explication géopolitique était beaucoup plus cohérente que cet argument, mais je l'ai tout de même avancé. Cette discussion a eu lieu au cours d'un déjeuner, mais j'ai passé mon temps à expliquer et à argumenter au lieu de manger. J'ai découvert que je tenais la route géopolitiquement, mais qu'ils maîtrisaient les complexités de l'administration Obama beaucoup mieux que je ne le pourrai jamais.

Quel avenir pour la Russie et l'Occident ?

La question la plus importante portait sur ce qui se passera dans l'avenir. La question évidente est de savoir si la crise ukrainienne s'étendra aux Etats baltes, à la Moldavie ou au Caucase. J'ai abordé ce sujet avec un représentant du ministère des Affaires étrangères. Avec insistance, il a affirmé à plusieurs reprises que la crise ne s'étendrait pas. J'en ai conclu qu'il n'y aurait pas d'émeutes russes dans les états baltiques, pas d'agitation en Moldavie et pas d'intervention militaire dans le Caucase. Je crois qu'il était sincère. Les Russes sont déjà mis à rude épreuve. Ils doivent s'occuper de l'Ukraine, subir les sanctions existantes, c'est déjà beaucoup même s'ils sont capables de supporter les problèmes économiques. L'Occident a suffisamment de ressources pour gérer des crises multiples. La Russie a besoin

d'endiguer la crise en Ukraine.

Les Russes s'accommoderont d'une certaine autonomie pour leurs compatriotes qui vivent dans certaines parties de l'Est de l'Ukraine. Jusqu'à quel point seraient-ils autonomes, je ne sais pas. Ils veulent un geste significatif pour protéger leurs intérêts et confirmer leur importance. Leur remarque à propos de l'autonomie qui existe dans nombre de pays est convaincante. Mais l'histoire est une question de puissance, et l'Occident utilise la sienne pour faire pression sur la Russie. Mais évidemment, rien n'est plus dangereux qu'un ours blessé. Il vaut mieux le tuer, mais tuer la Russie s'avère assez difficile.

J'ai rapporté deux impressions de ce voyage. L'une d'elles est que le pouvoir de Poutine est mieux assuré que je ne le pensais. Dans l'ordre des choses, cela ne signifie pas grand-chose. Les présidents vont et viennent. Mais cela nous rappelle que ce qui pourrait abattre un dirigeant occidental peut épargner un dirigeant russe.

Deuxièmement, les Russes n'ont pas l'intention de s'engager dans une campagne d'agression. Sur ce point, je suis plus inquiet – pas parce que les Russes veulent envahir qui que ce soit, mais parce qu'il n'est pas rare que les autres nations ignorent ce qui va se passer, et qu'elles pourraient réagir d'une manière qui les surprendra. C'est ce qu'il y a de plus dangereux dans cette situation. Ce n'est pas ce qu'ils ont l'intention de faire, car cela semble réellement inoffensif. Le danger vient de l'action à laquelle on ne s'attend pas d'un côté comme de l'autre.

Cependant, mon analyse générale ne varie pas. Quoique la Russie puisse faire ailleurs, l'Ukraine est pour elle d'une importance stratégique fondamentale. Même si l'on accordait quelque autonomie à l'Est, la Russie demeurerait profondément préoccupée par les relations du reste de l'Ukraine avec l'Occident. Aussi difficile que ce soit à comprendre pour les Occidentaux, l'histoire russe est une histoire de zones tampons. Les Etats tampons protègent la Russie des invasions occidentales. La Russie veut un accord qui permette au moins la neutralité de l'Ukraine.

Pour les Etats-Unis, toute puissance émergente en Eurasie déclenche une réaction automatique née d'un siècle d'histoire. Aussi difficile que cela soit à comprendre pour les Russes, presque un demi-siècle de guerre froide a rendu les Etats-Unis hypersensibles à une éventuelle résurgence de la Russie. Les Etats-Unis ont passé le siècle dernier à empêcher l'unification de l'Europe sous l'égide d'une puissance unique et hostile. Les intentions de la Russie et les craintes américaines sont deux choses très différentes.

Les Etats-Unis et l'Europe peinent à comprendre les craintes de la Russie. La Russie peine particulièrement à comprendre les craintes américaines. Les craintes de ces deux pays sont réelles et légitimes. Ce n'est pas une question de malentendu entre deux pays, mais un problème d'impératifs incompatibles. Toute la bonne volonté du monde – et il y en a fort peu – ne peut résoudre ce problème de deux pays importants contraints de protéger leurs intérêts et qui, de ce fait, font peser une menace sur l'autre. J'ai beaucoup appris au cours de cette visite. Je n'ai pas appris à résoudre ce problème, sinon qu'à tout le moins, chacun d'entre eux doit comprendre les craintes de l'autre, même s'il ne peut les alléger.

G. F.

20 décembre 2014

www.stratfor.com/weekly/viewing-russia-inside#axzz3M6MAmfZ8

(Traduit de l'anglais par A.G.)

LES SOCIALOS RENFLOUENT LE CAPITAL FINANCIER

NE POUVANT PLUS s'attaquer aux seuls travailleurs dont ils laminent, avec le grand patronat et la finance, les derniers « avantages sociaux », les socialistes au pouvoir doivent élargir la cible. Cette fois les classes moyennes sont dans la rue (notaires, avocats taxis, petits patrons...). Par ailleurs, l'Etat se désengage du financement des communes. Les communes en profitent pour augmenter leurs taxes, comme celle d'enlèvement des ordures (1). Le projet de loi de finances prévoit dès janvier 2015 d'étendre la collecte de la taxe de séjour aux plates-formes de location de logements entre particuliers, de type Airbnb ou Abritel. Cette taxe (75 centimes par personne et par jour) devra être prélevée lors de la réservation, puis reversée directement aux communes. Et le gouvernement poursuit la politique de désertification médicale entamée par la droite.

Le 15 décembre, il nous a livré son petit cadeau de Noël auquel nous nous attendions depuis longtemps. L'Arrco et l'Agirc sont en faillite, alors il va falloir encore et encore reculer l'âge du départ à la retraite et continuer à ponctionner les retraités via le capital financier. En ce moment c'est la grève générale en Belgique (voir p. 5), et au programme du festin bourgeois il y a le passage à la retraite à 67 ans. Le socialo Hollande veut rattraper le retard pris par la droite et annonce un départ à 64 ans en France.

L'augmentation des pensions de retraite, prévue au 1er octobre 2014, n'interviendra pas avant le 1er octobre 2015. Censées être épargnées dans un premier temps, les petites retraites seront finalement aussi concernées par ce gel.

A partir de 2015, le gouvernement va de nouveau s'attaquer aux retraités via la CSG, une taxe innovée par le socialiste Rocard. La CSG pour les retraités est de 3,8 % il est question de la passer à 6,6 % soit une diminution du montant des retraites de 2,8 %. Bien entendu ils feignent de ne pas toucher aux plus pauvres ; ceux dont le revenu fiscal est inférieur à 13 900 euros resteront au taux de 3,8 %.

Les tarifs réglementés de l'électricité pour les particuliers augmenteront de 2,5 % à partir du 1er novembre 2015, conséquence de l'application de la nouvelle formule de calcul et d'un rattrapage sur les tarifs appliqués en 2012 et 2013. Le prix du gaz vient d'augmenter de 3,9 % au 1er octobre 2014 et de de 2,4 % au 1er novembre 2014, le prix du timbre de 15 % les frais de tenue de compte bancaire augmentent de 15 %...C'est là encore le « petit » qui est visé et

(1) Par exemple dans le Vexin, la taxe augmente de 31 % et même de 50 % dans certaines communes

quand il ne peut plus payer son loyer il est mis à la rue même au-delà de 65 ans : la «protection» qu'il avait à partir de cet âge ne joue plus et il peut être expulsé ; « le droit au logement en système capitaliste » dépend toujours de la capacité à être solvable.

L'Agirc et l'Arrco en faillite

L'Arrco (Association pour le régime de retraite complémentaire des salariés) et l'Agirc (Association générale des institutions de retraite des cadres) sont en faillite. Il s'agit là d'une très mauvaise nouvelle qui concerne les retraites complémentaires du privé. Toutes les mutuelles fonctionnant sur la base du système de la répartition se doivent, quand une caisse est en difficulté, de mutualiser les déficits. C'est ainsi que des régimes déficitaires (par manque de cotisants) ont été absorbés (artisans, paysans, mineurs).

Là où le système ne va plus, c'est quand on nous dit que la caisse des salariés l'Arrco est en faillite, disons plutôt qu'elle fut mise en faillite pour sauver l'Agirc (cadres). Dès 1997, l'Agirc affichait un déficit de 2,5 milliards de francs après avoir subi l'année précédente une perte de 1,7 milliard et en 1995 une de 2,1 milliards. A l'époque Denis Kessler, responsable de la commission économique du CNPF, voulait obtenir un accord pour «marier» l'Arrco et l'Agirc, mutualiser comme ils disent, c'est-à-dire faire payer le déficit cadres par les salariés : la CGC, syndicat des cadres, va batailler pour empêcher toute augmentation des cotisations cadres ce qui revient à dire qu'une fusion des deux régimes reporterait sur les salariés le déficit des cadres. Les salaires cadres s'étalant de 14000 francs mensuels à huit fois plus, il n'était pas question, même pour la CFDT favorable au regroupement, d'accepter la manœuvre visant à déshabiller Pierre pour habiller Paul. Les assureurs, c'est-à-dire le capital financier, vont appuyer cette fusion espérant récupérer lors de la négociation les cadres gagnant trois et huit fois le plafond de la Sécu pour leurs fonds de pension, les fameuses « retraites chapeau ».

Que s'est il passé entre 1998 et 2014 ?

Nous avons vu un glissement artificiel de salariés vers le statut cadres dans d'importantes sociétés et notamment les assurances et les banques (2). Si entre 1998 et 2008 l'Agirc et l'Arrco ont accumulé 60 milliards d'euros de réserve, à partir de 2008, c'est l'accumulation de déficits qui prend le relais : 1,13 milliard en 2009, 5,3 milliards en 2014.

Ceci bien que depuis l'accord de 2013 les syndicats, devenus pour l'occasion des partenaires sociaux, aient accepté une hausse de cotisation de 0,1 point par an sur deux ans. A partir du 1er janvier 2015 la répartition des cotisations sera de : 4,65 % (part patronale) et 3,10% (part salariale) en tranche A; 12,15 % (part patronale) et 8,10 % (part salariale) en tranche B. Et pour l'Agirc, 12,75 % (part patronale) et 7,80 % (part salariale) en tranche B.

Bien entendu, la presse nous annonce que ces nouvelles ponctions en appellent d'autres pour que la France se cadre dans les accords de Maastricht. Pour donner une impression que l'Etat est l'Etat de toutes les classes sociales, le gouvernement socialiste a lâché son ministre de l'Economie,

(2) Voir à ce sujet l'observatoire des assurances et celui des banques.

Emmanuel Macron, contre les « retraites chapeau » des grands patrons. Ainsi justice sera faite, le principe d'égalité sauvegardé et, comme disait Anatole France, « il est interdit aux riches comme aux pauvres de coucher sous les ponts ».

L'affaire Teulade refait surface

En décembre 2014, le journal *Le Particulier* (n°1103) sous-titrait : « L'Union mutualiste retraite (UMR), qui gère ces régimes de retraite complémentaire *[ceux de l'Education nationale et de la fonction publique]*, vient d'annoncer des mesures très pénalisantes pour ses adhérents. Elles concernent d'abord les plus anciens et les plus âgés, qui avaient souscrit au Cref (complémentaire de l'Education nationale et la fonction publique). »

Il faut se souvenir qu'entre 1984 et 1986 François Hollande fut le trésorier de l'association Cause commune, présidée par Danielle Mitterrand et hébergée par la Mutuelle Retraite de la Fonction Publique (MRFP, la Mutuelle du Cref) aux frais et à l'insu des adhérents de la mutuelle, d'où une ardoise de 24 000 euros. Face à la police en 2006, Hollande disait qu'il « ignorait s'il y avait un bail ou pas», même s'il « savait que l'association était hébergée ».

Or, dans le jugement rendu en 2011 par le tribunal de grande instance de Paris, on apprend qu'un certain Georges Petret, directeur technique de la société patrimoniale de la MRFP, a affirmé sur procès-verbal en date du 31 janvier 2001 qu'il avait écrit à François Hollande le 26 juin 2000 pour l'informer que « certains administrateurs permanents de la mutuelle étaient bénéficiaires d'un grand nombre d'avantages qui ne respectaient pas l'esprit mutualiste ». Il était notamment question du logement que René Teulade occupait d'abord comme président puis comme président honoraire au 8, rue de Solférino, dans le 7e arrondissement de Paris. Un appartement mitoyen du propre bureau de François Hollande, alors premier secrétaire du PS, situé au 10 de la même rue. Pour la petite histoire, c'est par cette proximité géographique que René Teulade avait justifié cet avantage : « Cet appartement ne pouvait être attribué à n'importe qui... » (lepoint.fr, publié le 10 avril 2013).

Le sénateur René Teulade, ancien ministre et ancien président du Cref, a été condamné en première instance pour abus de confiance dans cette affaire.

Le produit d'épargne retraite Cref (aujourd'hui Corem) avait abusé 450 000 fonctionnaires en leur garantissant une indexation des rentes sur les traitements de la fonction publique, sans avoir les réserves correspondantes. Bien que la mutuelle ait été condamnée (ainsi que l'Etat pour faute lourde), les adhérents actuels du Corem continuent à combler à leur insu le trou du Cref. C'est ce que l'Union mutualiste de retraite (UMR), vient d'annoncer. Toute une série de mesures concernent d'abord les plus anciens et les plus âgés ayant souscrit au Cref. En effet l'UMR prétend aujourd'hui combler l'énorme trou financier estimé à 2,5 milliards d'euros (3) par l'Association nationale des fonctionnaires épargnant pour la retraite (Arcaf), estimation qui n'a pas été démentie depuis (voir communiqué du 29 juin 2014 sur www.epargneretraite.org). *Le Particulier* indique que « l'épargne et les rentes versées par ce régime n'ont jamais été revalorisées depuis, engendrant une perte de pouvoir d'achat de plus de 16 % fin 2013, qui s'ajoute à la baisse moyenne de 17 % des droits au début des années 2000. L'UMR annonce aujourd'hui une nouvelle baisse d'environ un tiers des rentes, plongeant ces personnes âgées dans la détresse. »

Tout va bien pour la finance.

G. Bad

(3) Il était de 600 millions d'euros fin 2012.

DANS LES PUBLICATIONS /FRANCE

France. Une période de lutte

◆ « Grèves et situation politique en juin 2014 » dans *Bilan et Perspectives* n° 15 (janvier 2015), journal de TCI, Tendance communiste internationale, bordiguiste, qui écrit : « La France a connu une période de lutte de classe en juin 2014. Pas moins de six mouvements sociaux étaient en cours à la fin du printemps dont la grève des cheminots qui a duré plus de dix jours, celles des intermittents du spectacle, des aiguilleurs du ciel, des postiers et des ambulanciers... leftcom.org/fr

Aménagement du territoire

◆ Dans *Courant Alternatif* n° 245 (décembre 2014), « Boulogne sur mer , Aménagement capitaliste de l'espace : une logique de classe et de ségrégation sociale ».

◆ Sur le même sujet, dans *CQFD* n° 127 (décembre 2014) : »Marseille, sous le mépris, la plage » (Voir *Echanges* n° 149, p 65.)

Occupation

◆ Dans *CQFD* n° 126 (novembre 2014), usine occupée à Marseille, les Grands Moulins Morel où 30 travailleurs tentent contre vents et marées de reprendre l'activité sous forme de SCOP.

Une masse d'articles dans la presse parallèle sur les deux sujets, l'un d'ailleurs chassant l'autre, du barrage de Sivens et la mort de Rémi Fraisse, et des attentats terroristes contre Charlie et l'hypermarché casher de la porte de Vincennes à Paris (entre les deux, certains sont passés allègrement des protestations « contre la violence policière » à la pancarte et au slogan « Je suis la police »). Chacun peut puiser dans ce puits sans fond sur papier et réseaux sociaux.

Sur Sivens et Rémi Fraisse

◆ « Le Testet, chronique d'une mort annoncée », dans *CQFD* n° 126 (novembre 2014).

◆ « Stratégie de peur et de mort pour imposer le projet libéral », dans *Courant alternatif* n°245 (décembre 2014).

◆ *Sivens sans retenue* un livre aux éditions La Lenteur (16 rue des Envierges, 75020 Paris), en trois parties : « Nous ne sommes pas la nature, nous sommes la nature qui se défend», «On n'éteint pas le soleil en tirant dessus», « L'Etat, c'est pas nous».

◆ *De Golfech à Sivens, contribution à la réflexion sur les violences étatiques,* brochure du Collectif La Rotonde (c /o CRAS, BP51026 , 31010 Toulouse Cedex 6) ne parle pas de Sivens mais rappelle en parallèle, dans le moindre détail, la lutte violente contre la politique des centrales atomiques de 1981 et la construction de la centrale atomique de Golfech près de Montauban.

Sur Charlie et l'Hyper casher

◆ Dans son n° 50 (janvier 2015), Regroupement communiste propose une pancarte « Je suis Frédéric » en hommage à un oublié de la tuerie Charlie, Frédéric Boisseau , le prolo chargé de l'entretien qui , bien sûr, pèse moins dans les symboles du système (témoignages sur http://tempsreel.nouvelobs.com/l-obs-du-soir/ et sur http://centambour.fr/ recloses-villiers-je-suis-frederic-je-suis-charlie/

RACE ET CLASSE
AVANT ET APRÈS FERGUSON

Ce texte est la transcription d'un entretien avec Loren Goldner*, camarade américain, réalisé en décembre 2014 par l'émission « Anábasis », sur RadioK, radio libre d'Oviedo (Asturies).**

Anábasis : Je crois que tu avais prévu de commencer par les événements actuels, suite aux assassinats de Ferguson, de New York.... par l'oppression policière en définitive ?

Comme la majorité de notre public le sait probablement déjà, ce mouvement a commencé au mois d'août [2014], dans la petite ville de Ferguson, banlieue de la ville de Saint-Louis, qui a déjà une histoire très intéressante ; parce que, il y a trente ou quarante ans, Saint-Louis, comme beaucoup d'autres villes du Midwest, a connu une forte industrialisation. Mais la crise des années 1970 a entraîné une vague de fermetures d'usines, de restructurations... choses que vous connaissez très bien dans les Asturies. Et, naturellement, tout cela a transformé profondément la ville de Saint-Louis et les banlieues comme Ferguson, qui était une ville vraiment ouvrière à l'époque ; majorité d'ouvriers blancs, dois-je ajouter.

Avec la restructuration et le chômage permanent, peu à peu, Ferguson, comme beaucoup de petits villages des alentours, s'est transformé en une ville à forte proportion d'habitants noirs ; je ne connais pas exactement les chiffres, mais, pour vous donner un contexte plus général, on peut dire qu'aux Etats-Unis la police tue chaque semaine quelque part de deux à trois jeunes Noirs ou Latinos, dans divers types d'incidents. Bien sûr, c'est quelque chose qui

* Cet entretien tenu en espagnol n'a pas encore été traduit en anglais.
Loren Goldner édite une revue en ligne, http://insurgent-notes.com
** http://anabasis.radioqk.org/53-raza-y-clase-en-estados-unidos-antes-y-despues-de-ferguson/

Des émeutiers tabassent un Noir lors des émeutes de 1863 à New York.

concerne surtout les minorités raciales du pays ; la police ne tue pas de jeunes Blancs dans des situations semblables. Et cela arrive depuis des années. Encore une fois je ne connais pas les chiffres exacts mais, depuis les années 1960, en plus des milliers de jeunes qui sont passés par la prison (surtout suite à des incidents concernant les drogues), les morts de jeunes Noirs et Latinos doivent se compter par milliers – je dois ajouter que, aux Etats-Unis, un Latino c'est quelqu'un généralement hispanophone, avec quelques variantes : dans le Sud-Ouest on les appelle « chicanos », dans l'Est, où j'habite, le mot « politiquement correct » est Latino – et on inclut dans ce groupe non seulement les gens nés aux Etats-Unis depuis plusieurs générations, mais aussi les immigrés de Porto Rico, de Saint-Domingue, ainsi que ceux des autres îles des Caraïbes. En général, j'utiliserai le mot « Latino » pour faire référence à toute personne d'origine mexicaine, ou hispanophone.

En général ces incidents entre la police et les jeunes Noirs et Latinos ont eu lieu dans une situation, je ne dirais pas tolérée, mais de silence et de passivité sociale énorme, à part quelques exceptions. Je ne sais pas exactement pourquoi précisément l'homicide du jeune Michael Brown à Ferguson a lancé le mouvement, mais j'ai l'impression que beaucoup de gens, surtout les jeunes, naturellement, ont décidé de dire « ça suffit, il faut qu'on fasse quelque chose... » et je crois que la situation a été aggravée par le fait que la police avait laissé le corps sans vie de Michael Brown dans la rue, pendant quelque quatre heures et demie, en plein soleil d'été. Un dernier acte de barbarie pour ainsi dire. Et cet élément supplémentaire de dégoût a été la goutte qui a fait déborder le vase, qui a fait exploser la situation.

A partir de cet après-midi-là a commencé une semaine, au moins, de mobilisations, d'affrontements. Il y eut par exemple une cérémonie spéciale pour l'enterrement, à laquelle beaucoup de parents et beaucoup de gens du village ont assisté, très calme et tranquille. Puis la police est arrivée, genre l'armée américaine en Irak, avec un armement incroyable. Je dois préciser, entre parenthèses, que depuis très longtemps le Pentagone, le siège des forces armées, vend des armes, des chars, etc. à n'importe quelle municipalité et mairie pour leur police locale. Cela ressemblait à une invasion armée de Ferguson par la police, et je crois que çaa beaucoup contribué à l'intensification de la lutte.

Mais il faut voir tout cela dans une certaine perspective historique : ces trois ou quatre dernières années on a vu des incidents de ce genre, chaque fois plus marqués par ce type d'affrontements. Il y a trois ou quatre ans, un jeune Noir d'Oakland (à côté de San Francisco), Oscar Grant, a été assassiné par la police dans le métro suite à un affrontement verbal, ce qui a entraîné deux ou trois nuits d'affrontements dans le centre de cette ville, avec des voitures brûlées, etc.

Dans ce genre de situation il n'y a pas seulement des affrontements dans la rue, mais aussi une série de professionnels qui arrivent

avec l'espoir de calmer la situation, à commencer par des politiciens noirs divers, certains très connus, comme Jesse Jackson ou Al Sharpton. Ce sont des professionnels de la classe moyenne noire, dont le rôle spécifique est de calmer ce type de situation. En plus de ces gens-là, il y a les ONG qui font plus ou moins la même chose, ainsi que des curés et des prêtres de diverses églises qui appellent à prier... Tout cela est un scénario presque classique, qui s'est répété des centaines de fois depuis les années 1970 ; ce qui est intéressant dans le cas de Ferguson c'est que les jeunes dans la rue ont rejeté viscéralement tout type de récupération de leur mouvement de la part de ces gens-là.

Cette fois les gens ne sont pas rentrés chez eux

Outre la mort d'Oscar Grant, il y a trois ou quatre ans aussi, il y a eu un cas très médiatisé dans l'Etat de Floride, celui d'un jeune Noir de 17 ans qui faisait des courses et a été arrêté dans la rue, non par un policier mais par un vigile privé du quartier, du quartier même où habitait le père du jeune homme ; il y a eu un affrontement verbal, sans témoin, mais le fait est que le jeune Noir a fini assassiné de deux balles dans le cœur. Cette fois il y a eu une mobilisation officielle et un procès contre le vigile mais, comme on peut le deviner, il fut déclaré innocent. Cela a entraîné un peu partout dans le pays des manifestations pendant trois ou quatre jours et puis plus rien. Je dis tout cela pour souligner que ce qu'il y a de différent à Ferguson c'est que les gens ne sont pas rentrés chez eux : ils se sont mobilisés semaine après semaine, et quand les politiciens noirs professionnels sont arrivés, les jeunes les ont expulsés de la ville ; avec des tactiques et des stratégies assez originales : beaucoup de gens passaient dans la rue avec les bras en l'air en train de crier « Ne tirez pas », une méthode assez pacifique et à la fois agressive de s'affronter à la police, et cela continua nuit après nuit. Finalement, cela s'est calmé en attente d'un procès contre le policier *[Darren Wilson]*, au cas où il y aurait été accusé d'homicide.

Comme on pouvait s'y attendre, on a annoncé *[le 23 novembre]* qu'il n'y aurait aucune inculpation de la police et, avec cette décision, les jeunes de Ferguson (et leurs parents dois-je ajouter, ce ne sont pas seulement les jeunes Noirs qui sont mobilisés) sont revenus dans la rue, cette fois avec une certaine violence (plusieurs magasins détruits).

Et tout cela se déroulait alors qu'à New York se tenait un procès *[similaire]* : vers le mois de septembre, un Noir d'une cinquantaine d'années, Eric Garner, un personnage de la rue, gros, asthmatique, vendait des cigarettes à l'unité, sans autorisation officielle de la mairie. La police est arrivée, affrontement verbal, quatre policiers finissent par l'étrangler... quelqu'un a tout filmé, sa mort a été vue sur Internet par des millions de personnes. C'était un incident encore plus grave que celui de Ferguson, si c'est possible. Comme l'homme en question était asthmatique, il a répété onze fois « Je ne peux pas respirer »... et il est mort. C'est pour cela que dans les protestations des dernières semaines, les manifestants scandaient « Je ne peux pas respirer ». Alors que le mouvement était dans la rue à Ferguson, on a annoncé à New York qu'il n'y aurait aucune inculpation contre les policiers.

Le mouvement a alors commencé à être national et international (l'ambassade américaine à Londres a été attaquée par un millier de personnes il y a trois ou quatre jours, il y a eu des manifestations de solidarité à Paris...). Naturellement, tous les types de mobilisations se sont intensifiés. Samedi dernier, par exemple *[le 13 décembre]*, il y a eu une manifestation nationale, avec des gens dans la rue dans 100 ou 120 villes ; dans certaines comme New York

cela a commencé à 14 heures mais à minuit il y avait encore des gens (des libertaires, des anarchistes, les gens les plus radicaux...) qui continuaient dans la rue, bloquant des autoroutes, des ponts, s'affrontant à la police, etc.

Précariat blanc

Un camarade français m'écrivait il y a deux semaines pour me demander pourquoi dans de telles manifestations il y a une majorité de Blancs. Il est indéniable que dans d'autres villes les manifestants étaient en majorité noirs, voire en totalité. Mais à Minneapolis ou à Seattle (dans le Nord-Ouest), par exemple, la grande majorité était des Blancs et, à ma connaissance, ce furent les affrontements les plus durs de tous. Comment l'expliquer ? Tout simplement, les Noirs savent par une longue expérience que s'affronter dans la rue avec la police leur coûte beaucoup plus cher qu'aux Blancs, pour des raisons que nous pouvons imaginer : risque de se retrouver en prison, passages à tabac dans les locaux de la police, tirs à balles réelles dans les affrontements... plus fréquents quand il s'agit de Noirs. Je dirais qu'en général les deux groupes les plus présents dans ces manifestations ont été, en premier lieu, le « précariat » blanc, puis une quantité impressionnante de Noirs. Le « précariat » est une couche sociale composée plus ou moins d'ex-membres de la classe moyenne ; des étudiants et, de manière générale, toute une sous-culture assez importante dans le pays, dans des villes telles que San Francisco, Oakland, Seattle, Minneapolis... Ces gens-là ont déjà fait leurs premières expériences de mobilisations dans la rue avec le mouvement Occupy !

Occupy ! s'est terminé à la fin de 2011, pendant l'hiver, et il a semblé disparaître pendant un certain temps, mais je pense qu'il y a une continuité évidente entre lui et la mobilisation actuelle. La différence essentielle, dans nombre de villes, c'est la présence importante de Noirs (parfois majoritaires). Les Noirs étaient en général sceptiques par rapport à Occupy ! (avec quelques exceptions comme à Oakland), le voyant comme un mouvement de « petits Blancs » qui n'avait rien à voir avec leurs intérêts. Mais cette fois, naturellement, ce fut le contraire, comme à New York : dans les mobilisations où je suis allé il y avait quelque 30 % à 40 % de Noirs. La ville d'Oakland est un cas spécial. Comme elle se trouve à côté de San Francisco et de la ville universitaire de Berkeley, elle connaît une grande tradition de radicalisme ; par exemple, les Black Panthers sont nés dans les années 1960 à Oakland, de même que d'autres mouvements. C'est une ville à majorité noire qui, ces dernières années, a été transformée par une invasion de yuppies, des techniciens des nouvelles entreprises de technologie ; cet embourgeoisement a créé une nouvelle pression sur les loyers, sur le prix du logement, pour tout le monde et surtout pour les Noirs pauvres. Déjà il y a trois ans le mouvement Occupy ! a eu une dimension prolétaire plus profonde à Oakland que dans n'importe quelle autre ville du pays, pas seulement du côté des Noirs mais aussi des Latinos ; il a réussi à fermer par deux fois le port d'Oakland, un port très important de la Côte Ouest, il y a eu des « grèves générales » en novembre et décembre 2011... Cela ne s'est produit nulle part ailleurs. Je dis cela pour signaler qu'Oakland est une ville un peu à part dans le mouvement général des Etats-Unis, à cause de cette dimension prolétaire et de cette participation des Noirs, il y a déjà trois ans.

Je ne sais pas exactement quand prendra fin le mouvement actuel, mais son impact est assez impressionnant. Les mouvements de rues ont obligé presque toute la classe politique, droite, centre et « gauche », à se prononcer sur les homicides des jeunes Noirs et peut-être même le gouvernement va-t-il intenter un procès civil contre les policiers impliqués dans les

morts de Ferguson et d'Eric Gardner à New York.

Une campagne électorale permanente

Pour vous donner un peu le contexte, nous venons de passer par les élections biennales, avec un très faible taux de participation, et le Parti républicain (droite dure) a gagné la majorité au Congrès. Entre parenthèses, je dirais qu'aux Etats-Unis nous avons un parti de droite (républicain) et un parti de centre droit (Parti démocrate), et je ne saurais pas dire s'il y a eu un vrai parti de gauche ou même un parti social-démocrate classique comme dans divers pays d'Europe ; c'est un autre élément un peu étrange des Etats-Unis. Mais d'ores et déjà, le jeu politique, au niveau national, est une préparation pour les élections de 2016, et c'est dans ce cadre qu'il faut interpréter tout ce que font le gouvernement et les politiciens ; se préparer, se placer politiquement en vue des prochaines élections. Les Etats-Unis sont pratiquement en permanence en campagne électorale : quand les élections biennales se terminent, la campagne présidentielle suivante commence. Cela pour vous dire que les manœuvres autour de ces incidents, ces homicides de jeunes Noirs, doivent être interprétées toujours dans le cadre des perspectives électorales des politiciens.

Anábasis : Nous avons parlé de l'actualité et des scénarios du futur. Ce serait peut-être bien de remonter vers le passé, pour comprendre clairement ces événements.

Oui. Dans mon expérience, ayant vécu un an et demi en Espagne et ayant parcouru plusieurs pays européens, en général, tout en étant moi même très « anti-américain », j'ai trouvé parmi les camarades beaucoup de stéréotypes au sujet des Etats-Unis. Un stéréotype n'est pas obligatoirement faux, mais il est souvent exagéré, à cause de cela j'essaierai de mettre en perspective de façon plus concrète les rapports entre race et classe sociale, pour expliquer un peu le contexte de cette guerre de la police contre les jeunes Noirs et Latinos, depuis au moins les années 1960.

Pour commencer par le début, les Etats-Unis ont toujours été un pays d'immigrants d'un côté, mais naturellement les Noirs qui sont arrivés ici en tant qu'esclaves n'étaient absolument pas des immigrants. Pas plus que l'autre groupe important, les Indiens, qui étaient là depuis toujours. Et depuis le début il y a eu cette dialectique entre classe et race et, en même temps, dans la politique extérieure, une guerre permanente contre les Indiens, pendant deux cent cinquante ans, jusqu'à la fin du XIXe siècle.

Le racisme, création de la classe dominante

Ce qui est intéressant, c'est que, au début, les premières colonies importantes se trouvaient, d'un côté, dans l'Etat du Massachusetts où se trouve Boston, peuplé de puritains et d'autres réfugiés religieux, généralement de gauche en Angleterre ; et d'un autre côté dans l'Etat de Virginie, capitale Washington (celle de maintenant), avec une classe agraire, non de latifundistes mais avec d'assez grands investissements surtout dans la culture du tabac ; un autre monde, très différent de l'économie du Massachusetts. Il faut comprendre que, au début, les rapports des esclaves noirs africains avec les ouvriers agricoles blancs n'avaient pas encore un caractère raciste ; ces travailleurs anglais étaient très souvent des prisonniers qui avaient été plus ou moins expulsés de l'Angleterre et envoyés aux travaux forcés dans l'Etat de Virginie ; ils étaient aussi des travailleurs domestiques des grands propriétaires terriens ; leur statut social n'était pas différent de celui des esclaves et il existait une certaine égalité entre les Blancs pauvres et les esclaves. Plus

tard, au cours du XVIIe siècle, il y eut deux insurrections de Blancs et Noirs contre la classe des propriétaires terriens, malheureusement défaites, très réprimées. Toujours est-il que, vers la fin du XVIIe siècle, la classe des propriétaires terriens a décidé qu'il fallait créer une distinction entre les Blancs pauvres et les esclaves, pour introduire un « privilège blanc », c'est pourquoi ils ont créé une série de lois qui distinguaient les Blancs des Noirs : c'est essentiel pour comprendre ce qui s'est passé plus tard. Il n'y a rien de naturel, bien sûr, dans le racisme et cette hiérarchie de couleurs, c'était une création consciente de la classe dirigeante de l'époque. Et à la fin, ce qui s'est passé en Virginie au XVIIe siècle s'est généralisé à tout le pays au cours de l'histoire d'Amérique du Nord. C'est très intéressant, et cette histoire est encore mal connue. Pour compléter la situation, plus au Nord, dans le Massachusetts, les puritains ont commencé presque aussitôt une série de guerres contre diverses tribus indiennes, avec beaucoup de massacres, essentiellement comme dans la guerre du Vietnam, trois cent cinquante ans auparavant... C'est un autre sujet et si j'y rentre nous ne finirons jamais.

Au milieu du XIXe siècle il y eut la Guerre de Sécession (1860-1865), très importante dans l'histoire des Etats-Unis. C'est compliqué mais, de son côté, le Nord a eu l'intention de mettre fin à l'esclavage dans tout le pays, c'était un but important. Comment l'expliquer ? L'agitation contre l'esclavage a commencé dans ce même Etat du Massachusetts. Dans un certain sens il était et continue d'être l'Etat le plus libéral du pays. Un jour un sénateur du Sud – de Caroline du Sud, un Etat très lié à la réaction sudiste – a dit que dans l'Etat du Massachusetts il y avait du féminisme, du socialisme, du communisme et tous les « ismes » qu'on voudra. Et c'est un peu comme ça qu'a commencé la vie politique dans cet Etat ; il y avait là un groupe qui s'appelait, à partir des années 1830 et 1840, « les Abolitionnistes », c'est-à-dire des gens qui voulaient abolir l'esclavage ; ils étaient très radicaux. Ils appartenaient à la classe moyenne, et ils ont commencé leur agitation, de plus en plus radicale ; particulièrement John Brown, à la fin des années 1850, a commencé une série d'actions militaires contre le pouvoir esclavagiste, dont la plus importante, l'attaque par trente ou quarante hommes de la forteresse militaire de Harper's Ferry, en Virginie ; ce fut un échec, la majorité a été assassinée et Brown lui-même a été exécuté peu après, mais, en un sens, ce fut l'incident qui a plus ou moins initié la Guerre civile, qui a commencé un an plus tard, en 1860.

Je raconte tout cela pour souligner qu'il y a toujours eu des groupes de Blancs dans la lutte contre l'oppression raciale des Noirs. Des groupes de Blancs plus généralement des classes moyennes du pays, qui étaient contre l'esclavage au XIXe siècle, contre le racisme (officiel ou pas) au XXe siècle, en alliance, naturellement, avec des militants noirs... et tout cela a laissé la classe ouvrière blanche dans une situation d'ambiguïté, héritage direct des premières lois que je mentionnais, en Virginie au XVIIe siècle.

Comme les propriétaires terriens l'ont dit à l'époque : nous devons donner au travailleur blanc l'idée qu'il a un intérêt à la préservation de l'ordre social ; c'est-à-dire en lui offrant des privilèges, en termes psychologiques et parfois économiques, contre les Noirs ; parce que, au niveau objectif, naturellement, les Blancs et les Noirs ont beaucoup plus d'intérêts en commun, mais il a toujours existé un courant important parmi les ouvriers blancs racistes (consciemment ou non), qui, souvent, ont pu agir de manière raciste, anti-noirs. Par exemple, pendant la Guerre de Sécession il y a eu à New York une insurrection d'ouvriers irlandais contre la conscription ; ils ont fini par incendier une maison pleine d'enfants noirs, aux cris de « Nous

ne combattrons pas dans la guerre des Noirs ». Et ainsi de suite. C'est-à-dire que, à chaque moment important de l'histoire des Etats-Unis, il y a toujours eu une certaine couche d'ouvriers plus ou moins en faveur de la hiérarchie raciale établie au XVIIe siècle.

Une nouvelle forme de servitude

Une chose essentielle pour comprendre l'histoire des Etats-Unis est que, juste à la fin de la Guerre de Sécession, il y eut au Congrès et dans le Parti républicain (c'est-à-dire ceux qui avaient appuyé la guerre contre le Sud), l'idée de créer une classe paysanne libre de Noirs dans les Etats du Sud, avec l'expropriation de la terre des grands propriétaires, des gens qui avaient pratiqué l'esclavage pendant deux siècles. Ces terres furent expropriées de fait mais il ne s'est pas créé cette classe paysanne noire indépendante. Ce qui s'est passé, au contraire, c'est un mouvement de la part des Blancs qui peut s'appeler sans problème un mouvement terroriste, depuis le milieu des années 1860 jusqu'au début des années 1870, pour terroriser la population noire et lutter par tous les moyens contre la création de cette nouvelle classe paysanne libre.

A mon avis (et pas seulement le mien) c'est le point peut-être le plus important de l'histoire des Etats-Unis : au lieu d'une émancipation réelle de l'esclavage il y eut une nouvelle forme de servitude des Noirs ; au lieu d'être esclaves ils sont devenus ouvriers dans les terres qui appartenaient encore à la vieille classe des propriétaires terriens, très pauvres, très opprimés jusqu'au milieu du XXe siècle. L'importance de cet épisode, juste après la Guerre de Sécession, ne saurait être exagérée.

Puis est venue l'industrialisation du pays et une chose très intéressante que je n'ai moi-même pas bien comprise jusqu'à ce que j'aie commencé à étudier sérieusement l'histoire de l'Amérique du Nord : à la différence de certains pays d'Europe, par exemple, où il y a eu une rupture très importante entre le féodalisme et le capitalisme moderne, ce qu'il y a de « fascinant » dans l'histoire américaine est qu'il y a eu une industrialisation mais avec l'intégration de la vieille culture pré-industrielle, c'est-à-dire que cette hiérarchie entre Blancs et Noirs et les rapports sociaux, surtout dans le Sud, restaient les mêmes dans un contexte complètement nouveau de production industrielle capitaliste.

Un marxisme aveugle

C'est un problème pour le marxisme aux Etats-Unis : on dit qu'un marxisme insensible à la question de la couleur est un marxisme aveugle ; il y a eu jusqu'à récemment beaucoup de marxistes « aveugles » à ce sujet. Je dois confesser que moi aussi, dans ma jeunesse, je pensais qu'un prolétariat est un prolétariat ; blanc, rouge ou jaune, pas d'importance. Mais en fait non, et cela ne peut pas se comprendre en lisant *Le Capital* de Marx ; on doit le comprendre en étudiant la formation concrète de la classe ouvrière aux Etats-Unis, avec la conservation de cette idéologie et pratique pré-industrielles, créées à partir de l'Etat de Virginie. Alors c'est un fait très intéressant que, jusqu'en 1900, 90 % des Noirs « émancipés » sont restés dans les Etats du Sud profond (Mississippi, Alabama...). La grande émigration vers le Nord industriel des Noirs du Sud a commencé avec la première guerre mondiale et s'est poursuivie dans les années 1920-1930. Lors de la deuxième guerre mondiale, il y avait une énorme émigration au Nord et il s'est créé pour la première fois vraiment une classe ouvrière multiraciale, surtout dans les centres industriels tels que Detroit, Chicago et d'autres dans le Middle-East des Etats-Unis. D'un côté cela apparaissait comme une nouveauté par rapport au passé, mais d'un autre côté on retrouvait la même hié-

rarchie raciale, cette fois dans la production et dans la vie quotidienne des villes du Nord.

Par exemple, dans les usines d'automobiles de Detroit et d'autres villes du Middle East, les ouvriers blancs avaient, en général, les meilleurs postes de travail et les Noirs toujours les plus mauvais. Le rôle des syndicats, surtout celui des ouvriers de l'automobile (United Auto Workers), j'allais dire qu'il était ambigu, mais en fait il n'était pas du tout ambigu, le syndicat a aidé à maintenir cette situation jusqu'à la fin des années 1960, quand a commencé une réelle insurrection noire dans les Etats du Nord, y compris dans les usines de Detroit, Chicago, etc. Pour la première fois il y eut des luttes contre ce type de séparation dans les usines. En général, à quelques exceptions près, le rôle de la classe ouvrière blanche dans cette partie des années 1960 et début 1970, n'a pas été brillant ; il y a bien eu quelques épisodes de solidarité mais ils étaient exceptionnels ; la règle était plutôt, comme je disais, une perpétuation de la hiérarchie raciale, un manque de solidarité entre Blancs et Noirs.

Au début des années 1970 notamment, on avait l'impression que les capitalistes avaient perdu vraiment le contrôle des usines ; le niveau d'absentéisme au travail était incroyable : les lundis et les vendredis presque la moitié du personnel était « malade », absente. Il y a eu par exemple une convention négociée au début des années 1970 par le syndicat United Auto Workers (UAW) ; quand les bureaucrates syndicaux ont annoncé fièrement qu'ils avaient gagné la semaine de quatre jours, les ouvriers ont répondu « La semaine de quatre jours ? Nous l'avons déjà ! »

Restructuration et réaction des années 1970

C'était une situation, malheureusement très temporaire où, dans la pratique quotidienne de l'usine, le contrôle de la production était presque dans les mains des ouvriers. Mais avec la grande crise du pétrole, la récession mondiale du milieu des années 1970, tout cela a naturellement pris fin et la restructuration a commencé, la désindustrialisation de presque tout le Middle East américain, avec la fermeture de beaucoup d'industries, la délocalisation d'abord vers les Etats du Sud puis à l'étranger. Il y eut une énorme décentralisation de la production industrielle dans le but de mettre fin à cette interminable série de grèves sauvages et d'insubordination dans l'usine.

Anábasis : Oui, c'est un peu ce qui s'est passé en Europe aussi. Après la deuxième guerre mondiale il y a eu [aux Etats-Unis] un mouvement important spécifiquement noir, peut-être celui qui a été le plus connu ici, avec des émeutes comme à Watts et ailleurs, et des organisations noires comme les Black Panthers eux-mêmes, ainsi que des précédents comme la figure de Malcolm X. Que penses-tu de tout cela ?

Oui, j'étais en train de tracer les lignes générales et je suis arrivé un peu rapidement aux luttes industrielles de la fin des années 1960, mais oui, c'est vrai... Une chose intéressante, parmi d'autres, dans l'histoire des Etats-Unis, c'est comment les guerres mondiales ont changé, ironiquement, les rapports entre Blancs et Noirs. Déjà lors de la première guerre mondiale beaucoup de soldats ont été dans l'armée américaine en France et c'était, surtout, pour les ouvriers noirs originaires du Sud, la découverte d'un monde où le racisme tel qu'ils le connaissaient chez eux n'existait pas, ou bien existait d'une manière beaucoup plus subtile. Et cela a déjà contribué à une radicalisation de la conscience des Noirs. Il est très intéressant de noter qu'en 1919, juste après la guerre, il y a eu la vague de grèves la plus grande de toute l'histoire des Etats-Unis, dans la crise de restructuration et, en même temps, et souvent dans les mêmes villes, il y a eu des affronte-

ments raciaux dans les rues entre Blancs et Noirs ; dans certaines villes, avec un niveau de destruction assez incroyable, faisant quarante, cinquante morts.

C'est-à-dire que l'histoire des luttes de classe aux Etats-Unis ne peut pas se séparer de cette question raciale qui apparaît à tout moment d'une manière ou d'une autre.

Ensuite, comme je disais, avec la grande émigration vers le Nord pendant la deuxième guerre mondiale, il y eut à Detroit, centre de l'industrie de l'automobile, d'un côté, en 1943, une vague de grèves sauvages très importante et, en même temps, des affrontements raciaux dans la rue entre Blancs et Noirs. La deuxième guerre mondiale fut encore plus importante pour la transformation de la conscience noire, parce qu'il y avait encore une fois beaucoup de soldats des différentes armées qui sont revenus avec l'idée « pourquoi mourir pour défendre une "démocratie" qui pour nous, dans le Sud, n'existe même pas dans le sens bourgeois du terme ? » et il y a eu des mouvements chez les soldats noirs ; et, pour la première fois je crois, dans les premières années après la deuxième guerre mondiale, le président Truman a ordonné l'intégration raciale dans les forces armées du pays ; avant il y avait des divisions et des régiments séparés pour les Blancs et pour les Noirs. Et ce fut un premier pas. Je ne veux pas dire que ce fut un geste généreux de Truman, c'était une réponse à une pression plus forte de la part des Noirs, mais elle a commencé à changer un peu la situation. Il y eut des incidents, en plus, avec des soldats noirs qui rentraient d'Europe ou d'Asie, et qui, marchant en uniforme dans les rues, ont été attaqués et même tués par des groupes de racistes blancs. Ils avaient pu être des héros au front dans la lutte contre le fascisme, mais une fois de retour à la maison dans ladite démocratie, ils étaient les Noirs de toujours.

Peu après, au début des années 1950, la situation a commencé à changer radicalement. Il y a eu l'intégration dans les écoles ordonnée par la Cour suprême en 1954 et l'année suivante, dans la ville de Montgomery (Alabama) il y a eu un mouvement de plusieurs mois des ouvriers noirs, boycottant le système de transport public pendant deux ou trois mois, qui a obligé la ville à accepter l'intégration raciale dans les moyens de transport. Avant, les Blancs s'asseyaient dans la partie avant de l'autobus et les Noirs à l'arrière. Un jour une femme noire très forte, Rosa Parks, s'est assise dans la partie blanche et a refusé de se lever ; c'est comme ça qu'a commencé ce mouvement qui a fini avec l'intégration raciale dans les autobus à Montgomery.

Et c'est important de noter que ce n'est pas par hasard que tout ceci a commencé à Montgomery, parce qu'il y avait là plusieurs usines métallurgiques avec beaucoup d'ouvriers noirs et, déjà, quelque deux ans auparavant, un anarchiste français, Daniel Guérin, voyageant par là, avait un peu prévu l'explosion raciale dans la ville de Montgomery en particulier. Ces deux choses, l'intégration, appliquée dans les écoles en 1954 et le mouvement de Montgomery en 1956, ont marqué le début du mouvement moderne pour mettre fin à ce système, à « Jim Crow», terme qui définissait l'apartheid des Etats-Unis.

Insurrections urbaines

Ensuite le mouvement s'est développé, toujours plus rapidement, surtout à partir de 1960 aussi dans le Nord. Il y a toujours eu une certaine division dans le mouvement noir pendant ces années : dans le Sud c'était plutôt les couches moyennes noires, organisées surtout en églises protestantes, qui ont lancé le mouvement ; dans le Nord par contre, c'était plus prolétarien, plus urbain, plus classe ouvrière et toujours plus classe marginale. Les revendications et argumentations du mouvement du Sud, dont le leader était Martin Luther King,

ne fonctionnaient pas de la même manière dans les Etats du Nord, dans une réalité plus prolétarienne, où la séparation raciale légale n'a pas tellement existé : par exemple, dans les Etats du Nord, un Noir, théoriquement, pouvait entrer dans n'importe quel restaurant, il n'y a pas eu la même séparation légale dans les écoles et les autres institutions. Mais il y avait quand même des ghettos, des quartiers séparés de Noirs et, de ce fait, la séparation raciale de la population était aussi forte, sinon plus que dans les Etats du Sud.

Et c'est comme ça qu'a commencé la vague d'insurrections urbaines dans le Nord à partir du soulèvement de Harlem (New York) en 1964 jusqu'au printemps de 1968, après l'assassinat de Martin Luther King en avril 1968, quand d'énormes soulèvements ont eu lieu dans une bonne centaine de villes des Etats-Unis. C'était presque une situation de guerre civile. C'était aussi, naturellement, les années du mouvement du Pouvoir noir, Black Power, qui a commencé après le début de l'échec du mouvement antérieur pour les droits civiques.

Quand le mouvement lancé dans les Etats du Sud par Luther King et les églises a atteint ses buts immédiats, avec des changements législatifs importants en 1964 et 1965, avec l'établissement légal des droits civiques dans tout le pays, mettant fin à beaucoup de séparations légales (restaurants, services....) , sont restés les problèmes plus profonds du prolétariat urbain dans le Nord et il y eut, naturellement, une radicalisation du mouvement. C'était l'époque, par exemple, où l'influence de Malcolm X, un leader très important, plus radical que Luther King, a été assassiné... c'est une histoire très compliquée, mais il est assassiné au printemps de 1965. Malcolm avait articulé avec d'autres leaders noirs dans les Etats du Nord quelque chose de plus radical que le mouvement d'intégration raciale et des droits civiques, et alors une jeunesse de la classe moyenne et de la classe ouvrière dans les Etats du Nord s'est développée toujours plus vite jusqu'à la fin des années 1960.

La question blanche

Par exemple, dans le cas des luttes ouvrières que je mentionnais, à Detroit et autres, elles avaient aussi inspiré un certain radicalisme aux ouvriers blancs. Je ne veux pas dire que ceux-ci avaient besoin de l'influence du mouvement noir, parce qu'il y a eu des grèves sauvages et des luttes dans l'industrie des Etats-Unis depuis les années 1950, mais il est évident que les succès du mouvement noir et sa combativité étaient une incitation non seulement pour les ouvriers mais aussi pour d'autres sphères de la société, comme, par exemple les gays, qui en 1969 ont animé des émeutes à Stonewall, un quartier de New York, contre la répression policière ; de même pour le mouvement féministe et ainsi de suite.

Donc, pour revenir au début de notre conversation, déjà au XVIIe siècle la « question noire», qui est en réalité «la question blanche», celle de la passivité de la majorité des Blancs à travers de nombreux mécanismes, est le point le plus marquant de la lutte des classes aux Etats-Unis. Je ne dis pas que ce soit en soi une lutte de classe mais bien la clé de l'ordre établi qui s'est développé depuis aussi longtemps que j'ai essayé de le dépeindre. Ce système d'oppression des Noirs n'a pas tant pour but de contrôler les Noirs, que de contrôler les Blancs.

Pour répondre à ta question, oui, le mouvement noir plus ample, commencé dans les Etats du Sud dans les années 1950, se poursuivant dans le Nord dans les années 1960, avait changé les bases de toute lutte aux Etats-Unis, y compris dans des sphères qui ne se sentaient pas directement concernées par la question raciale. Alors, avec l'arrivée au pouvoir de Nixon en 1968, qui a été élu concrètement

et consciemment en réaction contre tous ces mouvements des années 1960, a commencé une période de réaction assez forte qui se termine à peine aujourd'hui. J'ai mentionné la désindustrialisation des années 1970, qui a contribué beaucoup à mettre fin aux grèves sauvages dans les usines et les émeutes dans les rues. Une chose importante depuis les années 1960 est le développement d'une certaine couche moyenne et élevée noire, résultat aussi des mouvements des années 1960. Jusqu'aux années 1960 il y a eu dans toute les villes du Nord cette classe moyenne noire, d'avocats, médecins... mais elle était petite, fragile et elle vivait exactement dans les mêmes ghettos que les prolétaires et les pauvres marginaux noirs.

Classe moyenne noire

A partir des années 1970, que cette couche s'est séparée toujours plus du reste de la population noire et, de nos jours, dans des villes comme Atlanta (en Georgie, dans le Sud), par exemple, cette couche noire de classe moyenne et élevée est presque au pouvoir ; elle constitue presque l'establishment : le maire est noir, le chef de la police est noir, presque tous les policiers sont noirs. C'est-à-dire que, dans certaines situations locales, ils sont au pouvoir, mais ils sont comme le PSOE au pouvoir en Espagne à partir des années 1980, ils sont là pour administrer le même système capitaliste, et leur arrivée au pouvoir dans ces situations ne veut pas dire du tout que l'oppression raciale, y compris localement, ait pris fin : la police noire réprime les jeunes marginaux noirs avec la même – ou une plus grande – férocité que les policiers blancs.

Mais on ne peut pas nier qu'il y a eu certains changements. C'est la rhétorique et l'idéologie du Parti démocrate actuel et du président Obama, un bon exemple. Depuis son arrivée au pouvoir, cela fait six ans, il n'a pas cessé de suivre une politique plus ou moins réactionnaire mais travestie par le fait que c'est la première fois qu'un Noir occupe la Maison Blanche. La semaine dernière, après les mobilisations, il a dit publiquement : on ne peut pas nier que la situation n'a pas changé ces derniers cinquante ans. Je me rappelle très bien que, quand a éclaté le mouvement à Ferguson et qu'il y a eu ensuite l'assassinat à New York, je me suis dit « Merde, en cinquante ans rien n'a changé ». Et pourtant, il y a cinquante ans, un président noir aux Etats-Unis aurait été impensable. De même, la séparation de cette classe moyenne-riche noire que j'ai mentionnée, dans des villes comme Atlanta, n'existait pas non plus. Mais en même temps nous avons aux Etats-Unis entre 1 et 2 millions de personnes dans les prisons, dont 80 % à 90 % sont noirs et latinos. Ainsi, la même polarisation qui a existé dans toute la société existe aussi au sein de la population noire ; oui, c'est vrai que maintenant il y a des bourgeois riches noirs dans pas mal de villes, mais il y a une population emprisonnée énorme qui n'existait pas non plus il y a cinquante ans... Pour arriver à la conclusion, ces rapports entre race et classe sociale qui ont commencé en Virginie il y a quatre cents ans n'ont pas cessé de se recomposer, avec des progrès et des reculs, mais toujours existants dans le temps.

J'espère avoir réussi à vous faire un certain tableau de la situation aux Etats-Unis, avec ces mouvements plus récents et tout le développement historique qui se trouve derrière eux.

L. G.

(Traduit de l'espagnol par M. D.)

DANS LES PUBLICATIONS

◆ « Ferguson, USA, un épisode de la guerre entre les classes » dans *Le Prolétaire* n° 513, octobre-novembre 2014.

UNE GUERRE À L'ÉCHELLE DU MONDE ?

S'il est difficile de ne pas être touché profondément par les massacres perpétrés à Paris et en banlieue au cours de la semaine du 5 janvier 2015, il est tout aussi difficile de ne pas considérer que ce ne sont pas des actes isolés : ils se relient à toute une chaîne de tels actes couvrant le monde entier, souvent beaucoup plus meurtriers, parfois dans des pays proches, témoins d'une véritable guerre. Une guerre pourtant bien différente de ce que l'on considère habituellement comme guerre.

S'il est difficile de ne pas comprendre que, pour des raisons parfois bien différentes et même contradictoires, des millions de Français cherchent à exprimer dans la rue leur émotion contre ce massacre, il est tout autant difficile d'ignorer que cette « protestation » est habilement manipulée, d'abord par le pouvoir national et ensuite par les instances gouvernementales internationales à des finalités à la fois nationales et mondiales pour qu'elle conduise à un consensus dans le soutien à une guerre mondiale qui est la défense du capital.

S'il peut être compréhensible qu'un pouvoir quelconque puisse en l'occurrence prendre tout un arsenal de mesures répressives sous prétexte de garantir la sécurité publique, il serait dangereux d'ignorer que ces mesures, qui semblent ne viser qu'un ennemi défini – et de plus avec ce consensus –, pourront être utilisées demain pour réprimer durement non seulement tout conflit social, même le plus anodin, ou même toute attitude ou parole dissonante pour le pouvoir (c'est ce que l'on voit par exemple présentement en Espagne).

En particulier, si l'on peut vouloir toute liberté d'expression, de mouvement et d'action dans les limites où elle n'entrave pas la même liberté chez tout autre, il faut être très prudent dans la défense de cette liberté sur un point particulier, car on peut se trouver faire un chemin commun avec des acteurs qui demain sous prétexte des nécessités (qui ne sont autres que la protection du système capitaliste), nous dénieront tout ou partie de cette liberté.

Les développements qui suivent visent non pas tant à répondre à ces observations ou à apporter une réponse quelconque, encore moins à donner des consignes d'action, mais à situer pour chacun, dans l'extrême confusion de débats qui restent la plupart du temps purement

idéologiques, où se trouvent les véritables ennemis de classe – et peut-être permettre de combattre, avec les armes à notre portée, ces ennemis. Par-delà le présent conflit, le capital mondial se défend avec ses propres armes et une de ces armes est – et a toujours été – la tentative d'associer à son combat l'ensemble des prolétaires, qui n'ont pourtant nullement intérêt à le sauver, mais plutôt à le voir disparaître.

Question de définitions

Si le mot terreur (sentiment de peur intense) remonte à la nuit des temps, son usage moderne d'utilisation politique, avec le sens précis de l'ensemble des moyens de coercition politique maintenant des opposants dans un état de crainte, remonte à la fin du XVIIIe siècle (défini même par Montesquieu un demi-siècle avant la Révolution alors qu'elle était pratiquée sous cette forme aussi depuis la nuit des temps mais jamais préconisée théoriquement comme un moyen de gouvernement). C'est la Terreur sous la Révolution qui mit en pratique consciemment cette méthode de domination par la crainte. A l'époque, on n'utilisait guère les mots « terrorisme » et « terroristes » qui furent mis en avant au début du XXe siècle pour se rapporter à une action violente clandestine d'une minorité active à l'intérieur d'une unité géographique (1). Ces mots prennent presque un sens courant dans le combat des Irlandais en 1866 contre la domination britannique (2) et en Russie en 1883 (3) dans les attentats pour faire tomber la monarchie autoritaire tsariste.

Deux formes

On retrouve là deux formes de terrorisme – moderne si l'on peut dire – mais chacun différent de la terreur imposé par un Etat sur son territoire ou sur un territoire occupé : l'une, comme en Irlande, visant à s'affranchir du joug de la domination d'un autre Etat dans un espace géographique limité pour construire un Etat, l'autre comme en Russie visant à renverser le régime politique d'un territoire pour y substituer un autre régime. Dans un cas comme dans l'autre, les combattants de l'ombre qua-

(1) Robespierre, le 5 février 1794, justifie cette politique ainsi : « La terreur n'est autre chose que la justice prompte, sévère, inflexible ; elle est donc une émanation de la vertu ; elle est moins un principe particulier qu'une conséquence du principe général de la démocratie, appliqué aux plus pressants besoins de la patrie. Vint enfin le 9 Thermidor (27 juillet 1794). Après la chute de Robespierre, quiconque était suspecté d'être un terroriste – c'est-à-dire, comme l'indique, dès 1798, le Dictionnaire de l'Académie Française, d'avoir été un agent ou d'être encore un partisan de la Terreur – est arrêté, souvent déporté ou parfois guillotiné. Comme l'explique le conventionnel (et régicide) Pierre Paganel, « Le mot terroriste fut un cri de vengeance. Il sortit du fond des tombeaux, au moment où s'y réunirent, avec leurs victimes, les tyrans, les bourreaux de la terreur. Mais les réacteurs s'en emparèrent. Il n'est plus d'asile, plus de refuge, plus de pitié, pour le citoyen que cette dénomination poursuit. » La tentation est grande déjà de regarder « les terroristes comme une espèce d'hommes, ou plutôt de monstres à figure humaine jusqu'alors inconnue ; comme une race d'êtres féroces, venus des pays lointains » ! Et bien non : « Un terroriste est tout simplement un patriote exalté. »

(2) Depuis les années 1880, les nationalistes irlandais de l'Irish Parliamentary Party (IPP) demandaient l'autonomie vis-à-vis du Royaume-Uni (Home Rule). Certaines organisations comme le Sinn Féin d'Arthur Griffith réclamaient au contraire l'indépendance complète de l'Irlande mais elles ne représentaient qu'une faible minorité à cette époque. Pour les républicains irlandais, la guerre d'indépendance avait commencé avec la proclamation de la République d'Irlande lors de l'Insurrection de Pâques 1916. Les républicains avancèrent que le conflit de 1919-1921 (et la guerre civile qui suivit) était la défense de cette République contre les tentatives de la détruire.

(3) L'organisation Narodnaïa Volia est formée, à partir du mouvement Narodniki, lors d'un congrès à Lipetsk en juin 1879, puis à Voronej quelques semaines plus tard. L'organisation populiste Terre et Liberté (Zemlia i Volia), fondée dans les années 1860 et réactivée en 1875 pour lutter contre le régime tsariste se déchire alors en deux tendances opposées. « Narodnaïa Volia » choisit la voie du terrorisme individuel pour lutter contre le régime, privilégie l'action sur l'idéologie et s'inspire de Netchaïev : « Le révolutionnaire méprise tout doctrinalisme, il a renoncé à la science pacifique qu'il abandonne aux générations futures. Il ne connaît qu'une science — celle de la destruction. »

lifiés de terroristes ne sont jamais reconnus par leurs adversaires comme des combattants ordinaires, mais sont traités comme de vulgaires criminels, pourchassés comme tels et souvent soumis à des lois d'exception autorisant toutes méthodes pour leur élimination. S'ils réussissent dans leur entreprise, ils sont considérés comme des héros dans le régime ou Etat qu'ils ont réussi à installer. Un exemple parmi bien d'autres est donné par l'usage de la terreur par les commandos juifs contre le mandat britannique sur la Palestine qui se termina par la formation d'Israël, les « terroristes » d'hier devenant des leaders politiques chargés d'honneurs (voir page 46).

Le « terrorisme » dénoncé aujourd'hui mondialement comme l'œuvre de fous furieux fanatisés par un islamisme dévoyé a toujours été stigmatisé et combattu de la manière la plus acharnée, ce qui permet d'escamoter à la fois l'origine de cette guerre « contre », ses motivations, ses méthodes et ses objectifs. Qu'en est-il de ce « terrorisme » qui serait une menace mondiale contre un monde capitaliste qui se dit « civilisé » face à des « barbares » ? Pour tenter une approche, il importe de remonter dans l'histoire des deux cents ans passés, aux débuts de la grande période de colonisation sous la férule des Etats industrialisés.

Un potentiel mondial de révolte contre des siècles d'oppression

Sur les 7 milliards d'habitants de la planète, 1,600 million d'êtres humains sont supposés être de confession musulmane. Sur ces derniers, 1 milliard vivent dans le Sud de l'Asie, 321 millions dans le Moyen-Orient et 242 millions en Afrique, la quasi-totalité d'entre eux dans leur contrée d'origine ou dans des migrations internes ou interrégionales. Quelque 44 millions de ces supposés musulmans vivent en Europe et 5 millions en Amérique du Nord. On ne saurait dire qu'ils ont tous entre eux un lien communautaire autour de la religion musulmane car cette religion comporte des frères ennemis (essentiellement les chiites et les sunnites) mais, ce qu'ils partagent presque tous, c'est, eux et leurs ancêtres parfois lointains, d'avoir été des « colonisés », c'est-à-dire soumis à la dure et cruelle loi des colonisateurs dans la dépossession de leurs terres, de leur culture, de leur vie, dans l'esclavage voire dans la déportation.

Personne parmi eux ne saurait abstraire d'être héritier d'une telle domination et exclusion, lointaine pour certains, toute proche pour d'autres. Plus que la religion, c'est cette ex- ou présente condition de colonisé qui forge une conception de la relation avec les puissances impérialistes d'hier et d'aujourd'hui : ce que la plupart connaissent de mémoire familiale, ont connu par le récit de leurs ancêtres ou vécu récemment c'est non seulement cette domination faite de dépossessions, mais un passé de guerre, de répression cruelle de toute velléité de révolte individuelle et/ou collective, la torture, l'extermination. Bien plus, le dépeçage de l'Empire turc après la première guerre mondiale entre les puissances impérialistes d'alors a séparé dans des entités nationales artificielles distinctes des populations qui jusqu'alors formaient des ensembles ethniques, économiques et culturels (et parfois religieux) unis autour d'un riche passé historique, chaque morceau étant soumis à la dure loi assimilatrice d'un autre pouvoir national.

La soi-disant « décolonisation » présentée comme une émancipation quant à cette condition de « colonisé », qui suit la seconde guerre mondiale n'a souvent guère changé à cette condition, sauf qu'à la gestion directe de la puissance coloniale (qui utilisait comme moyen de contrôle les conflits internes causés par le découpage colonial) s'est substituée une « gestion par procuration » déléguée souvent aux anciens auxiliaires de cette domination directe de

LE TERRORISME JUIF EN PALESTINE AVANT 1948

Grenades sur les marchés, meurtres de villageois, enlèvements de soldats britanniques : les sionistes de Palestine ont, jusqu'à la création de l'Etat d'Israël en juillet 1948, choisi le terrorisme comme stratégie militaire. Les dirigeants des groupes clandestins (Ben Gourion, Menahem Begin, Itzhak Shamir, pour ne citer que ces trois premiers ministres d'Israël), sont devenus des dirigeants de l'Etat.

Leurs actions les plus spectaculaires furent l'attentat contre l'hôtel King David à Jérusalem et le meurtre du diplomate suédois Folke Bernadotte. La première, menée le 22 juillet 1946 par l'Irgoun,détruisit la partie de l'hôtel où s'étaient établies les autorités britanniques, tuant 91 personnes, principalement des employés. La seconde, menée par le groupe Stern, fit disparaître le 17 septembre 1948 le « médiateur pour la Palestine » que l'ONU avait nommé en mai (une semaine après la déclaration d'indépendance d'Israël). Les deux plans de partage de la Palestine qu'il avait successivement présentés avaient été refusés par les deux parties.

Mais c'est à la charnière du XIXe et du XXe siècles que les organisations juives armées trouvent leurs racines. En 1905 et 1907, deux vagues de pogroms en Bessarabie poussent les communautés juives de l'empire russe à constituer des ligues d'autodéfense, d'une part, à quitter la Russie d'autre part : 1 million de Juifs vont aux Etats-Unis, environ 30000 en Palestine, alors partie de l'empire ottoman. L'organisation Bar-Guiora (nom d'un dirigeant de la révolte juive contre les Romains), est créée en 1907, avec le double objectif de développer des fermes collectives (kibboutz) et de les protéger. Le projet sioniste, qui n'a pas (et n'est pas) toujours été soutenu par tous les Juifs, se développe sous différentes formes, qui toutes reposent, entre autres principes, sur un a priori faux : « Une terre sans peuple pour un peuple sans terre » ; il s'agit de créer non seulement un Etat juif mais surtout une société purement juive, disposant de sa propre base ouvrière ; la colonisation sioniste diffère radicalement du schéma colonial classique, puisqu'il n'est plus question d'exploiter les indigènes mais de les remplacer. Pourtant le terrorisme sioniste se présente toujours comme une réaction de défense : «La Garde», Hashomer, est le nom de l'organisation militaire dans laquelle s'intègre Bar-Guiora en 1909, «Défense», Haganah, celui de l'organisation qui lui succède. 1920 est la première année du mandat sur la Palestine confié à la Grande-Bretagne par la Société des Nations. C'est aussi l'année d'une manifestation meurtrière de violence, avec les émeutes de Jérusalem pendant la fête juive de Nabi Moussa. Au sein de la Haganah, des radicaux créent en 1931 une faction dissidente, qui devient en 1936 l'Irgoun (Irgoun Zvaï Leoumi, « Organisation militaire nationale »). L'Irgoun se lance dans des actions de représailles contre les Arabes luttant contre les implantations juives, puis dans des attentats contre les civils arabes sans distinction (première grenade sur un marché de Jérusalem en 1937), ce qui lui vaut la qualification d'organisation terroriste par les Britanniques. Les violences s'exacerbent lors de la révolte arabe de 1936-1939.

En 1939 la frange la plus radicale de l'Irgoun fonde le Lehi (groupe Stern). A partir de 1936, la Haganah forme des unités de guérilla contre les Arabes. Avec la naissance de l'Etat d'Israël en 1948, après des années de terrorisme,le sionisme atteint son objectif principal. La Haganah, l'Irgoun et le Lehi fusionnent pour former Tsahal, l'armée dont elles deviennent l'armature tandis que leurs branches politiques siègent à la Knesset.

l'Etat étranger colonisateur via la bourgeoisie compradore (4).

Si les plus importants de ces pays dits musulmans (importants par leur population et leurs ressources, Indonésie, Iran, Turquie, Egypte, Algérie, Maroc,...) ont pu quelque peu s'autonomiser très relativement par rapport à cette tutelle post-coloniale, ceux qui tentaient trop de s'en écarter se voyaient durement rappeler à l'ordre par la puissance dominante. Ceci d'autant plus que, pour l'ensemble du Moyen-Orient, l'exploitation des ressources pétrolières a toujours été la clé du contrôle (et des rivalités) des grandes puissances.

Le développement du « terrorisme » est directement lié à ces interventions guerrières directes ou pas, dans le passé comme dans le présent : indépendamment de ce fait fondamental, il faut souligner que des populations entières n'ont jamais connu rien d'autre non seulement de la contrainte quotidienne des sociétés d'exploitation mais une violence tout autant quotidienne pouvant aller jusqu'à des extrêmes. Bien plus, s'ils pouvaient penser échapper à leur misère et/ou à cette violence en émigrant pour se « réfugier » dans la contrainte relative d'une des puissances dominantes, ils y trouvaient une autre forme de ségrégation qui pouvait tout autant dégénérer, individuellement ou collectivement, dans la violence la plus extrême. On peut penser que le recours à la violence de la part des ex-colonisés où qu'ils soient tant dans leurs rapports communautaires que dans leurs relations avec les autres communautés, qui pouvait paraître une vindicte pour ce qu'ils avaient subi dans un passé même lointain ou dans le présent, était aussi une imprégnation de toute leur vie, une sorte de conditionnement social dont la matrice au cours des siècles se référait toujours au capitalisme.

La fabrique capitaliste du « terrorisme »

Pour les pays dits musulmans, la « libération nationale » s'est faite à travers le terrorisme à la manière de l'Irlande : depuis Israël jusqu'au Bangladesh, en passant par l'Algérie ou le Kenya. Le terrorisme actuel jusqu'à une date récente se rapproche plus de celui de la Russie, visant à un changement du mode de domination, mais avec bien des variantes tenant au mode d'intervention de la puissance dominante que des caractéristiques nationales du cadre étatique dans lequel elle se déroule. Mais ce qui est nouveau eu égard aux affirmations terroristes passées, c'est que la diaspora d'obédience musulmane constitue un vivier hautement sensible, pour les raisons que nous venons d'exposer, aux combats non seulement dans leur pays d'origine mais dans celui de l'ensemble des pays musulmans, un vivier dans lequel il suffit de puiser quelques individus ou groupes fanatisés pour avoir une cinquième colonne efficace pour le combat central d'un terrorisme distinct

Depuis la fin de la première guerre mondiale, le relais des puissances colonisatrices –Grande-Bretagne et France– a été pris par les Etats-Unis, parfois élément central de coalitions guerrières d'intervention pour mettre au pas ceux qui s'écartaient trop de la protection de ces intérêts dominants, notamment pétroliers et stratégiques. Dans la période récente, ces interventions ont visé l'Afghanistan, l'Irak, la Libye et la Syrie. Non seulement elles se sont soldées par des échecs, mais elles ont entraîné une décomposition –recomposition des résistances « terroristes » dans une sorte de guerre mondiale en évolution constante dont on voit aujourd'hui les effets dans un déroulement quelque peu imprévu.

---

(4) « Bourgeoisie compradore » désigne la classe bourgeoise qui, dans les pays dominés, tire sa richesse de sa position d'intermédiaire dans le commerce avec les impérialismes étrangers, par opposition aux bourgeois ayant des intérêts dans le développement de l'économie nationale.

Nous avons tenté d'expliquer (5) pourquoi les interventions américaines en Afghanistan et en Irak ne pouvaient aboutir, en raison d'une part des caractères de guerre populaire contre un occupant, d'autre part en raison de l'absence de consensus au sein de la population américaine pour un engagement total dans la guerre.

A l'appui de ces thèses, nous reproduisions des citations de Clausewitz. L'une concernait les guerres populaires :

> « ... Il faut observer qu'une guerre du peuple en général doit être considérée comme une conséquence de la façon dont l'élément guerrier a brisé de nos jours les vieilles barrières artificielles... Une résistance aussi largement dispersée n'est évidemment pas apte à frapper de grands coups exigeant une action concentrée dans l'espace et dans le temps. Son action, comme le processus d'évaporation dans la nature physique, dépend de l'étendue de la surface exposée. Plus elle sera grande, plus sera étroit le contact avec l'armée ennemie, plus cette armée se dispersera et d'autant plus puissants seront alors les effets de l'armement populaire. Il ruinera les fondements de l'armée ennemie comme une combustion lente et graduelle. Comme il exige du temps pour produire son effet, il se crée, pendant que les éléments hostiles se tâtent l'un et l'autre, un état de tension qui se relâche peu à peu si la guerre populaire s'éteint sur certains points pour brûler lentement ailleurs ou bien conduit à une crise si les flammes de cette conflagration générale embrasent l'armée ennemie et l'obligent à évacuer le pays avant d'être complètement détruits ... »

L'autre citation concernait le pays envahisseur : une guerre ne peut être menée par un Etat que s'il existe un ennemi clairement identifié et un consensus de la majorité de la population (6).

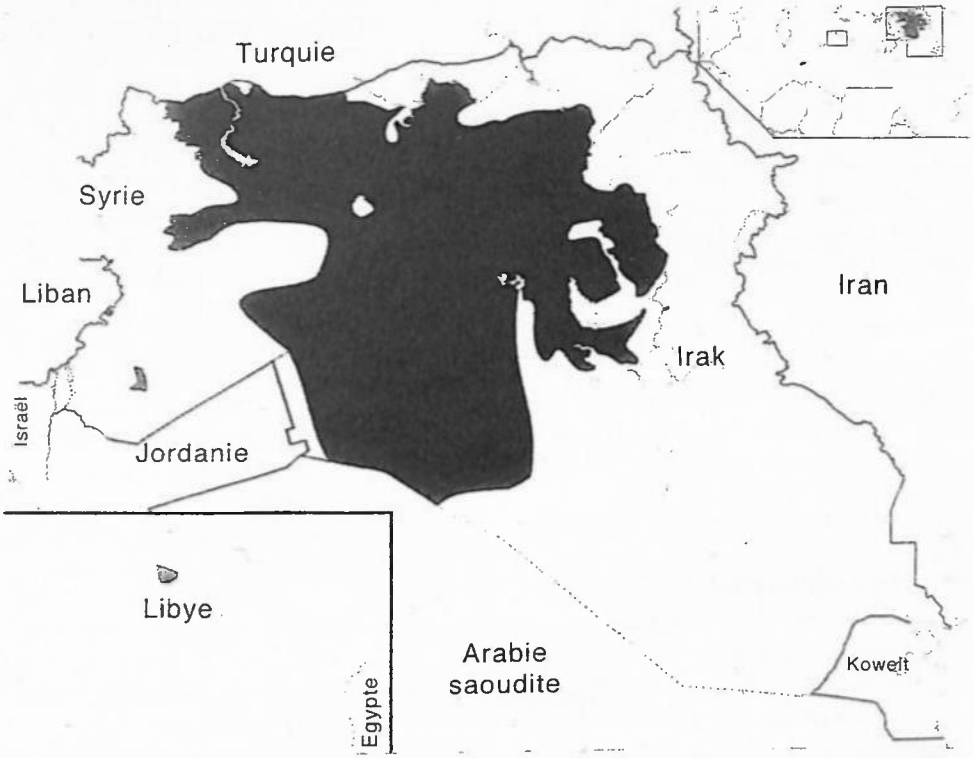
Depuis l'analyse de la position des Etats-Unis à la lumière de ces principes sur la guerre, en 2011 (cela sonnait un peu comme prémonitoire), les Etats-Unis ont dû évacuer tous les théâtres d'opérations militaires où ils étaient engagés et refuser de s'engager directement sur les lieux de combats en Libye et Syrie par crainte d'avoir ultérieurement à opérer une retraite désastreuse. Dans chacun des pays concernés – Somalie, Yémen, Afghanistan –, le départ des troupes américaines a laissé, contre des gouvernements fantoches, le champ libre aux différents groupes « terroristes » qui avaient puissamment contribué à leur échec. Mais ceux-ci restaient dans un cadre national avec leurs spécificités nationales même s'ils pouvaient être unis par leur fondamentalisme religieux et s'ils tentaient de trouver un appui en s'extériorisant par des actions terroristes sur le territoire de l'ennemi occidental.

L'Afghanistan, l'Irak, des bases « terroristes » ?

Il n'est pas dans notre propos d'entrer dans le détail de l'implication des Russes et des Américains en Afghanistan. Ce que nous voulons souligner c'est qu'en s'appuyant sur un groupe fondamentaliste musulman d'origine pakistanaise comportant une aile extrémiste, les Talibans, de confession sunnite, pour la reconquête de l'Afghanistan sur l'occupant russe, les Etats-Unis ont contribué à la montée en puissance d'un terrorisme. Ceux qui ne devaient être que des « auxiliaires » sont devenus, armés et protégés, assez puissants pour, une fois les Russes chassés, se re-

(5) Voir « Les Etats-Unis et leur guerre », *Echanges* n° 136 (printemps 2011), p. 40.

(6) *De la guerre*, de Carl von Clausewitz, livre VI, chapitre XXVI : « L'armement du peuple », écrit entre 1816 et 1830.



En noir, territoire contrôlé par « Daesh » en janvier 2015, carte Wikipédia établie d'après des informations de la BBC.

tourner contre les nouveaux occupants et leur livrer une guerre sans merci. Non seulement les Talibans et leur aile « terroriste » – Al Qaida – se sont implantés depuis cette base, mais ils ont pu trouver dans la diaspora de confession musulmane de puissants auxiliaires de combat couvrant le monde entier, une sorte de cinquième colonne. Finalement, les Américains ont dû se retirer laissant un gouvernement fantoche aux prises avec la domination de fait des « terroristes ».

Une autre de ces retraites désastreuses a concerné l'Irak et c'est autour de ce legs américain que le terrorisme va franchir une étape déterminante dans la situation présente. Le quotidien britannique *Financial Times* écrivait le 10 août 2007 que « la dispersion de l'armée d'Irak a laissé 40 000 hommes sans ressources et armés, entraînés et prêts à l'insurrection ». La guerre en Syrie aux confins de l'Irak et le développement de différents groupes terroristes allaient donner corps à cette observation et impulser un tour nouveau au terrorisme dispersé d'alors.

En 2006, Al Qaida, le groupe terroriste issu de la guerre d'Afghanistan, jusqu'alors le principal ennemi « terroriste » des Etats-Unis et de l'Occident ayant des antennes en Irak, forme avec cinq autres groupes djihadistes un « Conseil consultatif moudjahidiste d'Irak » qui le 13 octobre suivant proclame « l'Etat islamique d'Irak » (EII) qui s'érige en véritable Etat couvrant le Nord-Ouest de l'Irak et l'Est de la Syrie. Il y a beaucoup

d'explications sur les raisons qu'a Al Qaïda de se retirer de cette coalition (questions de pouvoir, religieuses, générationnelles, etc.). Toujours est-il que nombre des sections étatiques d'Al Qaïda rejoignent l'Etat Islamique (7) qui, semble-t-il, porte une vision plus moderne et plus actuelle du combat contre l'Occident. Une des principales raisons peut se retrouver dans cette estimation du secrétaire américain à la Défense, Chuck Hagel, jeudi 21 août 2014 : « L'Etat islamique (EI) va au-delà de tout ce que nous avons pu connaître [...] Il est plus sophistiqué et mieux financé que tout autre groupe que nous ayons connu [...] Il allie idéologie et sophistication de son savoir-faire militaire tactique et stratégique [...] Il est extrêmement bien financé [...] Il va au-delà de tout autre groupe terroriste. »

Un territoire, une administration, une armée

Qu'en est-il début 2015 de cette base territoriale « terroriste » qui recouvrirait actuellement un territoire peuplé de 10 à 12 millions d'habitants, sur une superficie équivalant à celle de l'Angleterre, dont 40 % sont en Irak et 33 % en Syrie ?

S'ériger en Etat ne serait qu'un mot si un tel territoire n'était pas géré, au-delà de la présence militaire, par une administration appliquant un ensemble de lois, ce qui suppose un financement régulier dépendant d'une activité économique.

D'après des estimations récentes, Daesh disposerait d'une armée de 200 000 hommes et bénéficierait d'un apport international constant. D'après ceux qui ont pu la combattre, il s'agit d'une armée bien équipée particulièrement bien entraînée et très motivée (8). Elle bénéficierait de l'expérience des nombreux cadres de l'Irak de Saddam Hussein qui constituent une des colonnes vertébrales de Daesh. Il en est de même pour l'organisation administrative de la région contrôlée par cette orgnisation islamiste : sous l'autorité d'un gouvernement de sept dirigeants, toute une hiérarchie administrative s'est mise en place avec à la base dans les villes et villages des « gouverneurs » expérimentés venant eux aussi des structures administratives de l'Irak de Saddam.

Il semble que l'ensemble fonctionne sans trop de heurts, les structures économiques étant restées en place, y compris le maintien des conditions de travail – notamment celles des techniciens du pétrole assurant la continuité de production des puits. D'après des rapports sur cette activité économique, les acteurs apprécieraient, dans les zones sous contrôle de cet Etat islamique, le rétablissement des relations économiques et la paix sociale nécessaire à un fonctionnement régulier. Il ne semble pas qu'à l'intérieur de cet Etat, d'autres visions d'un autre système économique aient surgi : hors l'application de la loi islamique, la charia dans les rapports sociaux, l'économie de type capitaliste semble régler la production et la circulation des marchandises.

Bien sûr, tout cet ensemble militaro économique ne saurait fonctionner sans un apport constant de ressources. On a beaucoup insisté sur les prébendes financières ou les ressources des kidnappings ou les «subventions» des émirats du Golfe ; mais cela ne saurait suffire à faire fonctionner un Etat en raison de leur caractère

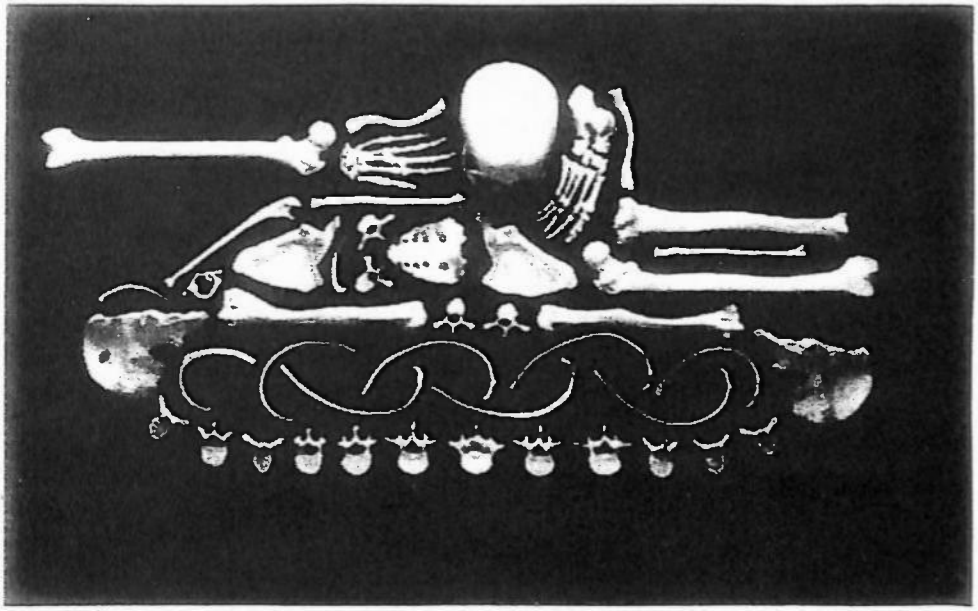
(7) Les sigles EII (français), ISIS (anglais) et Daesh (arabe) désignent la même entité. On peut trouver sur Wikipédia un article très documenté sur Daesh dans lequel nous avons puisé les détails de cet article.

(8) Cette armée disposerait de quelques avions de chasse, de 3 000 voitures blindées, de 50 chars lourds, de 150 blindés légers, de 60 000 armes diverses de diverses origines, le tout servi par des militaires expérimentés et commandés par des généraux irakiens entraînés depuis des années à la guérilla (Wikipédia).

aléatoire : il est nécessaire de trouver une source constante de revenus ; c'est ce qui semble, pour le moment, être assuré dans le ressort de cet Etat. En novembre 2014, Daesh aurait encaissé au cours de cette année-là pour 3 000 milliards de dollars (2 500 milliards d'euros) 38 % venant du trafic pétrolier, 17% du gaz, 12% des impôts ,10% des phosphates, 10% du ciment, 7% de produits agricoles. Cette source renouvelée de revenus permettant de faire vivre un Etat reste pourtant très aléatoire. D'une part, les frappes militaires de la coalition anti-Daesh finissent par avoir un effet déstabilisateur entre le défaut d'un territoire organisé offrant des cibles fixes et les adaptations évidentes tant sur ce territoire qu'à l'échelle du terrorisme mondial. D'autre part ces mêmes actions militaires sur des cibles économiques (raffineries, silos à céréales) contraignent à des adaptations pas toujours efficaces. D'un autre côté une bonne partie des ressources orientées vers l'exportation dépend non seulement de réseaux vulnérables mais surtout des possibilités commerciales d'un monde en crise. Enfin, globalement, à long terme, se pose non seulement la question de l'usure des matériels et des superstructures et de leur renouvellement, rendu difficile par le boycottage international, mais aussi de la pérennité d'un développement par une politique financière d'investissements rendus compliquée par l'application de la loi islamique.

L'apparition d'autres « bases terroristes » aux confins du Nigéria et en Libye semble une extension d'un mouvement mondial de « concentration » des courants islamistes localisés géographiquement jusqu'alors distincts, mais sans pour autant reposer sur une unification des différents courants de la « diaspora terroriste » mondiale. Nous nous trouvons devant une situation en pleine évolution qui fera l'objet d'un prochain article.

H. S.



« Bones of war », de François Robert. http://weburbanist.com/2010/05/14/the-bones-of-war-haunting-skeleton-photography/

LUTTER CONTRE LES DICHOTOMIES NATIONALISTES, RELIGIEUSES, RÉGIONALISTES, ETHNIQUES, RACIALES

DEPUIS LA FIN DU XXe SIÈCLE et le début du XXIe, nous assistons à des révolutions colorées et fleuries, parfumées à l'odeur de poudre, certaines dans la zone slave, d'autres, dans ce que les Américains nomment le Grand Moyen-Orient (notion adoptée par l'administration Bush en 2004).

Ces révolutions, même si elles ont un caractère social, sont systématiquement étouffées par des rivalités nationalistes, religieuses, régionalistes ou ethniques... avec pour porte de sortie la sainte démocratie des droits de l'homme et du citoyen. En réalité, l'émigration pour ceux qui peuvent, la misère et la crève pour ceux qui restent.

Ces révolutions impliquent des factions armées de part et d'autre par ceux qui veulent s'approprier des zones pour exploiter le pétrole, l'uranium ou autres sources de matières premières. Quant à l'implication de la Russie dans la guerre actuelle en Ukraine, il semble que, en sus de ses intérêts économiques, le gouvernement russe ne se résigne pas à devenir une simple puissance régionale. Dans cet océan de rivalités bourgeoises, le prolétariat n'émerge que très rarement ; dans les pays de l'OCDE, par exemple, il passe son temps depuis plusieurs décennies à tenter uniquement de défendre ses acquis et l'emploi qui s'amenuisent de jour en jour.

Paul Mattick (1904-1981) écrivait en 1968 à propos de ce cycle de luttes en Occident :

> « (...) le réformisme suppose que le capitalisme soit réformable. Tant que celui-ci conserve ce caractère, l'essence révolutionnaire de la classe ouvrière demeure à l'état latent. La classe ouvrière cessera d'avoir conscience de sa situation de classe, et elle identifiera ses aspirations à celles de la classe dominante. Un jour

cependant, la survie du capitalisme finira par dépendre d'un "réformisme à rebours"; le système sera contraint de recréer les conditions qui ont conduit au développement de la conscience de classe et à la perspective d'une révolution prolétarienne. Lorsque ce jour viendra, le nouveau capitalisme ressemblera à l'ancien, et il se retrouvera de nouveau, dans des conditions changées, face à l'ancienne lutte de classe (1). »

Cette période que Mattick caractérisait de « réformisme à rebours » touche à sa fin en Occident et il faut s'attendre à un renouveau de la lutte de classe.

Au Proche-Orient, il y a ceux qui s'engagent dans des guerres bourgeoises, endoctrinés par le nationalisme et les rivalités religieuses. Ce n'est certes pas nouveau ni spécifique au Proche-Orient ; il suffit de se référer, pour s'en convaincre aux divers massacres à Bakou (Azerbaïdjan) entre 1905 et 1918 (2). Du fait des massacres en chaîne et répétés, il suffit pour une puissance étrangère impérialiste d'attiser ce feu pour que de nouveau tout s'enflamme. En 1905 les bolcheviks essayèrent dans le Caucase de calmer ces rivalités au sein du prolétariat, sans grand succès. En mars 1918, des Arméniens (chrétiens) vivant à Bakou massacrent des musulmans – en septembre, l'armée turque et des Azéris (habitants de l'Azerbaïdjan, chiites) massacrent les Arméniens de Bakou.

Mais il y a aussi ceux qui, sur plusieurs générations déjà, ont fui comme ils pouvaient le théâtre des guerres, formant d'importantes diasporas dans le monde, notamment les Arméniens, les Palestiniens, les Kurdes, les Juifs, les Iraniens, les Africains... Dans ces diasporas, nombreux sont ceux qui sont ou deviennent des prolétaires ; c'est le cas, par exemple, des Kurdes que les combats actuels en Syrie ont remis sur le devant de la scène. Ils seraient un million en Allemagne. Toutes ces diasporas n'ont de national qu'un passé lointain, culturel et linguistique essentiellement, qui tend à se dissoudre dans le capitalisme mondialisé.

Hannah Arendt (1906-1975) avait bien identifié ce phénomène migratoire de masse de ce qui fut appelé des « minorités nationales», devenues apatrides à la suite de la première guerre mondiale et des différents traités de paix (4). Seulement, Arendt ne voyait pas ce phénomène comme une dissolution par le Capital des règles anciennes d'un nationalisme devenu impérialiste ; elle y voyait un défaut de la démocratie que la Société des nations (SDN) ne savait pas prendre en charge.

Elle voulait que justice soit rendue aux peuples sans Etat ni nationalité. Elle pressentait bien cette explosion de populations déplacées que nous connaissons aujourd'hui, dont elle dresse un tableau intéressant mais n'y voyait qu'une question de droit, d'égalité en droit, alors qu'il s'agit avant tout d'une prolétarisation universelle, c'est-à-dire d'une

(1) Paul Mattick, « Le nouveau capitalisme et l'ancienne lutte de classes » (1968) repris dans le recueil *Le Marxisme hier, aujourd'hui et demain* (éd. Spartacus, 1983).

(2) Voir E. L. Keenan, « Remarques sur l'histoire du mouvement révolutionnaire à Bakou, 1904-1905 », *Cahiers du monde russe et soviétique*, 1962, vol. 3 n°3, accessible sur www.persee.fr/ web/revues/home/prescript/ article/cmr_0008-0160_1962_num_3_2_1505

(3) Hanna Arendt, *Les Origines du totalitarisme*, t. 2 *L'Impérialisme*, éd. Fayard.

(4) A la fin de la première guerre mondiale, les nouvelles frontières répartissent les Kurdes sur quatre pays. Les premières cartes du Kurdistan ont été dressées en 1919, par un envoyé kurde sur la demande de la Société des Nations (les articles 62 et 64 du Traité de Sèvres signé par le sultan et les Puissances prévoyaient un Kurdistan autonome voire indépendant et une Arménie indépendante).

expropriation/déportation de populations par la guerre.

En Europe

Ces migrations affectent toute la planète et ont pour causes de nombreux motifs ; économiques (recherche d'un bien-être matériel), sociaux (fuite des zones de guerres) et politiques (fuite d'une dictature). Pour des raisons de place, je ne m'intéresserai ici qu'aux flux migratoires en direction de la « forteresse Europe ».

Nous savons d'expérience que la puissance de feu des bourgeoisies n'impressionne pas les populations surnuméraires dans le monde qui, pour survivre, s'attaquent à la forteresse Europe, et posent par leur seule présence un danger « sécuritaire » qui déborde maintenant les structures mêmes de la société capitaliste. Ces populations ne craignent pas la mort ; elle fait partie de leur quotidien depuis longtemps.

Ces mouvements migratoires affectent d'ailleurs aussi des Européens : nombreux sont ceux obligés de faire leurs valises pour chercher du travail ailleurs, qu'ils viennent d'Europe du Sud (Grèce, Espagne, Portugal, Italie) ou d'Europe centrale. En ce début du mois de janvier 2015, des prolétaires de Bosnie-Herzégovine ont été contraints de demander asile à la Croatie, victimes d'une série de faillites d'entreprises comme Aida, Dita, Konjuh et Livnica. Après une longue marche, ils ont finalement été refoulés au poste frontière d'Orašje.

Voilà le résultat de la guerre dite de Bosnie qui opposa de 1992 à 1995 Serbes, Musulmans et Croates : la population de Bosnie-Herzégovine a chuté de 600 000 personnes en conséquence des massacres et de l'émigration massive dus à la folie nationaliste.

De même pour les événements en Libye, Tunisie, Egypte, Syrie... Le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », leitmotiv de Lénine et de Woodrow Wilson en faveur de l'indépendance des colonies, finira après deux guerres mondiale par un partage entre les deux super-puissances qui est battu en brèche depuis l'implosion de l'URSS. Comme disait François Mitterrand : « Il faut revoir les accords de Yalta. » C'est ce qui se passe depuis le démembrement de l'ex-Yougoslavie et les guerres dans les Balkans (300 000 morts) (5).

Durant ces guerres, nous avons vu certains groupes gauchistes et libertaires soutenir l'UCK au Kosovo et aller jusqu'à demander à l'Etat français d'armer ces « libérateurs ». Actuellement, l'OTAN est à l'offensive et les lobbies pétroliers, financiers et militaristes jouent la déstabilisation des Etats, leur morcèlement, leur régionalisation, afin de pouvoir exercer un contrôle plus centralisé mondialement (6). C'est en tout cas ce qui me semble transparaître au niveau occidental. Je ne vois que quatre grand Etats à résister actuellement à cette offensive conjointe de l'OTAN et des milieux d'affaires : la Chine, la Russie, l'Iran et le Brésil – suivis dans une certaine mesure par plusieurs pays latino-américains.

Tous ces Etats sont bien entendu capitalistes et les différents camps ne représentent que la concurrence entre eux, où tous les arrangements, comme en Ukraine, peuvent se faire en haut lieu. Il se dit actuellement que les Etats-Unis se désengagent en Ukraine suite à un échange entre Obama et Poutine concernant Cuba qui ouvrirait ses réserves pétrolières et minières aux entreprises américaines. La Grèce se tournerait vers les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique

(5) Guerre en Slovénie (1991), connue sous le nom de « guerre des dix jours » ; guerre en Croatie (1991-1995) ; guerre en Bosnie (1992-1995) ; guerre au Kosovo (1998-1999).

(6) François Thual, *La Planète émiettée. Morceler et lotir, un nouvel art de dominer*, éd. Arléa, 2002.

du Sud), c'est-à-dire la Russie. Toutes les combinaisons et tractations secrètes entre Etats et groupes d'Etats sont possibles, et c'est dans ce cadre, qu'une fois de plus, la question kurde refait surface.

La question du nationalisme kurde

On ne saurait traiter la question du nationalisme kurde sans considérer que toute question nationale est close depuis la première guerre mondiale. Dès *Le Manifeste communiste* de 1848, Marx indique que, comme le prolétariat doit en finir avant tout avec sa propre bourgeoisie, cette lutte revêt une forme nationale, bien que sur le fond il ne s'agisse pas d'une lutte nationale puisque le prolétariat n'a pas de patrie et que son objectif est d'abolir l'exploitation de l'homme par l'homme, seule manière d'abolir l'exploitation d'une nation par une autre.

La question nationale n'a plus, depuis longtemps, d'intérêt économique pour le capital devenu transnational. Dès qu'il l'a pu, le capital national a rejeté les béquilles du monopole féodal que lui avait délivrées l'Etat, s'est émancipé et est parti à la conquête du monde. Rosa Luxemburg eut le mérite, contre le wilsonisme et le léninisme, de s'opposer au « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », ce slogan séduisant qui visait à soutenir les mouvements nationaux en lutte contre le colonialisme. Et il n'est pas difficile de démontrer que les Etats-Unis et l'URSS allaient l'utiliser pour se partager le monde au détriment des anciennes puissances coloniales : l'Amérique aux Américains, telle était par exemple la doctrine du président James Monroe considérant que l'Amérique latine, tout juste émancipée de la tutelle espagnole, devait tomber dans l'escarcelle des Etats-Unis.

Il est un peu plus difficile aujourd'hui de combattre l'idéologie des interventions militaires dites humanitaires de notre sainte démocratie ; d'autant que cette idéologie se pare maintenant du drapeau d'une intervention contre d'affreux barbus obscurantistes, levier bien plus puissant pour obtenir l'adhésion des populations des nations guerrières.

Le jeu, nous le connaissons ; c'est celui du Capital qui, n'ayant comme patrie que l'argent rapportant de l'argent, n'hésite pas à fomenter des guerres ni à alimenter les deux camps adverses en armes et en carburant, les yeux fixés sur les indices boursiers. Par exemple, durant la première guerre mondiale, la Standard Oil de Rockfeller (actuellement Exxon-Mobil) avait le contrôle de l'approvisionnement en pétrole en Allemagne (7) et en France. Georges Clemenceau n'avait plus de « tigre dans son moteur » pour poursuivre la guerre et dut négocier avec la Standard Oil la livraison de pétrole ; ce qui lui fera dire : « une goutte de pétrole vaut une goutte de sang (8). »

De même durant la montée de Hitler au pouvoir, il est bien connu que celui-ci fut soutenu par Ford et bien connu que l'entreprise allemande Krupp alimenta les deux camps, et que ses usines ne furent pas bombardées par les alliés.

---

(7) L'Allemagne en plein développement industriel avait conscience du rôle stratégique du pétrole pour l'indépendance énergétique du pays. A cette époque (1912), l'Allemagne dépendait pour ses approvisionnements de la Rockfeller Standard Oil Company. La Deutsche Petroleum Verkaufsgesellschaft (Société allemande de vente du pétrole), la branche allemande de la Standard Oil, contrôlait 91 % des ventes de pétrole à l'Allemagne. Actionnaire à 9 % de la Deutsche Petroleum Verkaufsgesellschaft, la Deutsche Bank ne pesait pas lourd.

(8) La citation exacte est : « Il faut que la France combattante (...) possède l'essence aussi nécessaire que le sang dans les batailles de demain », d'après Pierre Fontaine, *L'Aventure du pétrole français*, Nouvelles Editions latines, 1967, p. 42, consultable sur http://books.google.fr/books/about/L_aventure_Du_Petrole_Francais.html?id=BNHRrfUWYWQC&redir_esc=y

Nous pourrions écrire un dictionnaire sur ce genre de collaboration, qui vise à se débarrasser des crises par la guerre en faisant se battre les populations les unes contre les autres.

Certains qualifient à cet effet Daesh d'organisation islamo-fasciste (9) lui conférant un rôle d'épouvantail et d'agent du capital ; il est l'excrément obscurantiste produit par l'Otan et Israël qui, curieusement ne sont pas inquiétés par le monstre et vice-versa, l'ennemi commun étant l'Iran. Le monstre n'a pas perdu son temps : il s'est approprié des puits de pétrole pour son propre compte et viserait maintenant ceux du Kurdistan, en fait la relation intime entre Barzani et Israël via un Etat-croupion kurde, ami et allié d'Israël. Daesh, conséquence de l'invasion de l'Irak par les troupes de l'Oncle Sam en 2003, semble ne pas vouloir abattre Bachar Al-Assad, au moment où Obama lâchait l'initative franco-sioniste contre ce même Bachar Al-Assad. La Russie a, elle aussi, son islamiste radical, le Tchétchène Ramzan Kadyrov, qui met à la disposition de Vladimir Poutine un régiment spécial pour en découdre avec Daesh, considéré par Ramzan Kadyrov comme un agent de l'Occident.

Les Kurdes qui sont encore au Kurdistan, pour la plupart des paysans pauvres n'ayant pu fuir les combats, se trouvent pris en tenaille. Le prolétariat kurde est de par son importante diaspora, notamment en Turquie et en Allemagne (10), « dénationalisé », apatride, voire regroupé dans un communautarisme de parti comme le PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan côté turc.

Les événements politiques, guerres et émeutes, des dernières décennies ont poussé des millions d'êtres humains vers l'émigration. Les Kurdes sont de ceux-là, se réfugiant à Istanbul (3 millions de Kurdes), Izmir, Adana, Mersin en Turquie, Bagdad en Irak, ou Téhéran et Tabriz en Iran au point que près du tiers des Kurdes vivent actuellement en dehors du Kurdistan. D'autres, prolétarisés dans un premier temps en Turquie, sont passés en Allemagne (11), notamment à Hambourg, une ville portuaire où vivent et travaillent 35 000 Kurdes. Ce n'est pas un hasard si eurent lieu dans cette ville de violents affrontements avec les islamistes. Comme le disait en son temps Rosa Luxemburg : « Ne volera plus jamais, qui aujourd'hui n'a pas volé (12) » le nationalisme kurde est, de fait, mort-né Il n'a pas plus d'espoir d'exister que les nations indiennes d'Amérique du Nord. Le combat du prolétariat kurde est universel.

Gérard Bad,
janvier 2015

(9) Il n'y a aucun rapport entre l'islamisme et le fascisme, ni d'un point de vue économique, ni d'un point de vue social.

(10) En matière économique, les Kurdes sont notamment présents en France dans le secteur du bâtiment, de la confection et de la restauration. Leur communauté compte aussi de nombreux artistes (musiciens, peintres, cinéastes...).

(11) Selon *Le Monde* du 15 décembre 2004, il y aurait 2 375 000 Turcs en Allemagne, dont un million de Kurdes d'après l'Association des Kurdes d'Allemagne (KGD)

(12) « C'est aujourd'hui la nuit de Walpurgis sur le Brocken [*montagne où se serait déroulée la nuit de Walpurgis*] nationaliste.

Sur un balai, sur un bâton
Ne volera plus jamais, qui aujourd'hui n'a pas volé. *

Mais le nationalisme n'est qu'une formule. La substance, le contenu historique qu'elle couvre est aussi divers et ramifié qu'est creuse et pauvre la formule d'"autodétermination nationale" qui le cache. »

(Rosa Luxemburg, *Fragment sur la guerre, la question nationale et la révolution*, 1918)

* Citation du "chœur des sorcières" dans le *Faust* de Goethe.

◆ « Combattons tous les replis », « Moyen-Orient : pour une position internationaliste », deux articles dans le n° 33 (novembre/décembre 2014) de la revue *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité* rappellent, en ces temps de crise économique et politique où syndicats et partis de toutes obédiences opposent les luttes communautaires à la lutte des classes, qu'« il importe (...) d'affirmer nettement l'existence de repères de classe. (...) Le rôle des militants internationalistes (...) *[est]* de défendre l'indépendance politique des travailleurs en toutes circonstances (...) ». C'est sans doute prêcher dans le désert pour le moment, mais rien n'empêche de le répéter autant de fois qu'il sera nécessaire. Les articles de *Critique sociale* pèchent cependant sur deux points dans cette optique internationaliste : premièrement, comme toujours, *Critique sociale* aborde la question de manière purement abstraite sans s'intéresser à celle de l'adhésion majoritaire, actuellement, des « travailleurs » à la politique de l'UMPSFN ; deuxièmement, en appelant, là aussi comme souvent, à un conglomérat « les travailleurs, les femmes, les jeunes, les minorités » aux contours extrêmement flous. Un troisième article, « Non à l'austérité, non au repli », va sans doute dans le même sens, mais nous n'avons pas pu le lire dans l'édition papier par défaut des pages 6 et 11, remplacées par les pages 7 et 10 à la suite d'un pataquès dans l'impression.

Contacts : www.critique-sociale.info et contact@critique-sociale.info

◆ *Alternative Libertaire* n° 245 (décembre 2014) annonce la constitution d'un « Front anticapitaliste » qui associe différents groupes réformateurs gauchistes. Il est difficile de dé-

KURDE ou KOURDE, personne née au Kurdistan ou qui habite ce pays. — *Les* KURDES ou KOURDES.
— Adjectiv. : *Traditions* KURDES ou KOURDES.
— n. m. Linguist. Langue iranienne.
— ENCYCL. Ethnogr. Les *Kurdes* présentent les traits des races blanches. Toutefois, les montagnards ont habituellement une physionomie plus rude et de fortes arcades sourcilières.
Après avoir été pendant un siècle sujets de la Perse, les Kurdes se révoltèrent et se soumirent en majorité à la Turquie (au XVIe s.). Ils ont adopté un costume analogue à celui des Turcs. Ils se divisent en nombreuses tribus

Kurdes.

parmi lesquelles il en est qui se livrent à l'agriculture. Les autres font de l'élevage et vivent sous des tentes. Leur occupation favorite est le pillage à main armée. Ils se montrent, cependant, hospitaliers. A l'heure actuelle, ils sont mahométans, mais on retrouve dans leurs croyances des traces des religions les plus diverses.
— Linguist. Le *kurde* est une langue iranienne moderne, proche parente du persan, mais plus altérée dans sa phonétique. Son vocabulaire est pénétré d'éléments arabes et turcs. Le kurde comprend un certain nombre de dialectes, dont le principal est le *kurmandji*, parlé depuis Mossoul jusqu'à l'Asie Mineure. Sa littérature, assez pauvre, consiste surtout en contes populaires, en poésies [illegible], recueillies récemment de la bouche des chanteurs par [illegible] et Socin (*Recueil de textes kurdes* [illegible]) et la *Grammaire kurde de Jaba* (1879).

KURDISTAN ou KOURDISTAN, pays de l'Asie antérieure, partagé entre la Perse et la Turquie d'Asie. C'est en somme la contrée comprise entre la rive gauche de

Les Kurdes vus par Le Nouveau Larousse illustré de 1900.

mêler les affirmations de lutte contre l'Etat et le soutien à des mouvements nationalistes (Kurdes, Canaques) ne visant qu'à la formation d'un Etat . Ils ne sont pas les seuls : *Partisan Magazine* n° 1 (nouvelle mouture mensuelle de *Partisan*) ouvre ses colonnes au nationalisme palestinien du FPLP ; *Regroupement Communiste* n° 49 (octobre 2014) peut mettre en coexistence dans le même numéro « Face

au danger fasciste, la première cible à abattre c'est l'Etat » et « Palestine vivra, Palestine vaincra » pour former un Etat ? ; *Courant alternatif* n° 245 (décembre 2014) consacre un article au même problème kurde : « Réflexions et rappels sur la lutte kurde, enjeu de Kobané et la solidarité » (avec qui et pourquoi ?) ; *CQFD* n° 126 , novembre 2014 « Kurdes, nous vivons sous la menace d'un génocide ». Seul *Le Prolétaire* n°513 (octobre-novembre 2014) trouve la note juste : « Mobilisation pro-impérialiste autour du Kurdistan », une bonne critique des positions de soutien au nationalisme kurde dans toute l'ultra-gauche.

◆ Nous nous sommes vus accusés (par *Présence marxiste,* voir p. 68) d'être la vitrine d'*Alternative libertaire.* C'est amusant. Faut-il rappeler que signaler des articles dans une revue de presse ne signifie pas une adhésion ? Dans le cadre d'une réflexion sur le Kurdistan et le nationalisme, on peut lire le dossier qu'*Alternative libertaire* a consacré au Kurdistan en décembre (n° 244) et dont nous donnons le sommaire, même si nous sommes évidemment très loin des illusions sur "Un nouveau Chiapas" – titre de ce dossier,pas si mal venu si l'on considère que les illusions zapatistes se retrouvent dans les illusions concernant un PKK qui aurait abandonné le léninisme pour se convertir à des thèses libertaires et anti-étatiques, illusionsque AL semble partager à plein (Dossier Kurdistan : « Un nouveau Chiapas ? » ; « DAF : « Ankara craignait une contagion révolutionnaire » ; « Ce qui a vraiment changé au PKK » ; « Infographie : la galaxie kurde » ; « Oui, le peuple peut changer les choses (l'expérience du Rojava : reportage) » ; « Témoignage de Zaher Baher, du Kurdish Anarchists Forum et du Haringey Solidarity Group (Londres), juillet 2014 » ; « Le Kurdistan, la gauche kurde et l'autogestion » ; « [Vidéo sur le site d'AL] Cem Akbalik, socialiste libertaire kurde, parle de la révolution au Kurdistan syrien, et évoque l'évolution de la gauche kurde (et ses limites) vers les idées autogestionnaires » ; « Barcelone, Varsovie, Stalingrad, Kobanê » ; « la manifestation de soutien à la gauche kurde du 18 octobre 2014 à Paris, et texte de l'allocution des organisations libertaires ».)

◆ *La Mouette enragée,* sur son blog dénonce justement, dans « A propos de Kobane, de Murray Bookchin et du "Municipalisme libertaire" », ces mêmes illusions de la gauche européenne... Elle rend compte aussi d'une émission de radio, « Vive la sociale », sur Fréquence Paris Plurielle, consacrée à la critique de Murray Bookchin. http://lamouetteenragee.overblog.com/article-a-propos-de-kobane-de-murray-bookchin-et-du-municipalisme-libertaire-125385253.html

Syrie

◆ « Le bain de sang en Syrie : guerre de classe ou guerre ethnique » tente de replacer ce conflit dans ses déviations nationalistes et les manipulations sur l'échiquier international, loin des luttes ouvrières, dans *Bilan et Perspectives* n°15 (janvier 2015).

Un projet de presse ouvrière en Espagne

D'un groupe espagnol
janvier 2015

Fin janvier, Echanges a reçu par courriel (elsalariado@gmail.com) d'un groupe espagnol, El Salariado, que nous ne connaissons personnellement pas, deux pages en espagnol de présentation de ce groupe et de son projet, accompagnées d'un bref résumé en français. Ces camarades ont créé un site de presse ouvrière sur Internet (http://elsalariado.info) « dédié à la défense des intérêts et des besoins immédiats du prolétariat dans lequel nous essayons de recueillir des informations sur les luttes qui se produisent dans tous les pays et les conditions dans lesquelles vit la classe qui forme la main-d'œuvre mondiale ».

Puisque la présentation en espagnol, que l'on peut trouver sur le blog http://elsalariado.info/nosotros/, était accompagnée d'un bref courriel en français, nos lecteurs qui ne comprendraient pas la langue de Cervantes, s'ils sont intéressés, pourront communiquer en français avec ces camarades (elsalariado@gmail.com). Echanges participera vraisemblablement à ce projet, puisqu'il rejoint notre action (1).

Ci-après la traduction de quelques passages de la présentation en espagnol :

« (...) Quand nous parlons d'exploitation, nous ne nous référons pas à l'intensité de l'emploi de la force de travail mais au fait que la richesse ainsi produite sert à maintenir et enrichir ceux qui ne travaillent pas, donnant lieu à une société divisée en classes. (...) L'intérêt du prolétariat consiste à réduire son exploitation, c'est-à-dire la quote-part et la masse de plus-value que la bourgeoisie lui extorque au moyen du travail salarié, jusqu'à les supprimer complètement. (...) nous pensons qu'il est nécessaire que les différents groupes et organisations orientés vers la défense des intérêts de classe prennent contact entre eux, mettent en commun leurs expériences, se solidarisent, que la classe commence à tirer au clair ses intérêts, à prendre connaissance de son passé ainsi que de la situation de ses compagnons de misère dans les autres parties du globe. El Salariado ambitionne d'apporter sa contribution en ce sens. (...)

On peut résumer les tâches et fonctions que nous nous proposons d'assumer dans les points suivants :

◆ collecter les articles qui paraissent dans la presse bourgeoise sur les conditions de vie du prolétariat et sur des questions économiques susceptibles de tenir au courant les prolétaires des rudiments de l'économie capitaliste ;

◆ rassembler les communiqués, prises de position, manifestes, etc. publiés par les organisations de classe existantes, ainsi qu'informer sur les luttes menées par celles-ci ;

◆ analyser la société capitaliste et clarifier les intérêts du prolétariat en son sein, ainsi que reproduire les critiques adressées au mouvement lui-même par les différents courants le traversant ;

◆ faire connaître l'histoire du mouvement ouvrier, des divers épisodes de l'histoire de la lutte de notre classe, en recueillant l'expérience et les leçons transmises par toute cette tradition de lutte ;

◆ informer sur les conditions de vie de la

(1) D'ores et déjà figurent sur ce blog plusieurs articles d'*Echanges* traduits en espagnol.

classe prolétarienne dans d'autres pays, ainsi que sur sa situation politique et les luttes dans lesquelles le prolétariat est impliqué dans ces pays. (...) »

Sivens, silence radio

D'un camarade de l'Allier
26 novembre 2014

(...) A propos de la mort du jeune Rémi Fraisse (et des manifestations qui ont suivi) ici, c'est le silence radio. Pas de réactions, je n'ai pas entendu parler de quelconque manifestation, protestation ou quoique ce soit d'autre. Les « collègues » professeurs, idem ; seul un élève de troisième m'en a parlé, révolté et écœuré par ce meurtre policier.

N'oublie pas qu'ici, l'Allier est un département de « gauche » (si ce mot a encore une signification) étant donné que c'est un gouvernement de gauche qui est responsable de la bavure, on préfère peut-être se taire... En fait, je ne sais pas, c'est juste une supposition. J'avais noté la même indifférence, la même absence de réaction il y a deux ans avec la mort du jeune anar Clément Méric à Paris en juin 2012. Seuls quelques élèves s'étaient indignés, bien seuls dans le coin. Aucune réaction et indifférence totale des « collègues » (ils n'en parlaient même pas, ce que je trouve honteux). Il est possible pourtant qu'il y ait eu des choses dont je ne suis pas au courant...

F. M.

Charlie, pas Charlie

D'un camarade du Nord
11 janvier 2015

... Nous sommes le 11 janvier 2015. Aujourd'hui vient d'avoir lieu un événement fort important : une manifestation républicaine dite silencieuse, pour la liberté de la presse et d'Union nationale.

Suite à l'attaque de *Charlie Hebdo* et aux événements antisémites récents, des rassemblements de plusieurs centaines de milliers de personnes, de plusieurs millions, ont eu lieu en cette fin de semaine.

Cette semaine à Lille, nous avons eu « nos soirées commémorations » avec rassemblement en silence le premier soir, puis lumignons, drapeaux tricolores et Marseillaise en « mémoire à *Charlie Hebdo* ». Il s'agissait bien là de véritables messes patriotiques, se donnant la main en cercles, presque à genoux. De rassemblements en faveur de la liberté d'expression nous sommes passés très vite à des moments de bigoterie républicaine.

Toute cette semaine a été le théâtre d'une récupération politique, d'une Unité nationale allant des syndicats, du PCF, d'« Ensemble » et de la « gauche anticapitaliste » jusqu'au Front national et à « Génération identitaire », d'une émotion nationale se transformant parfois en hystérie collective. A l'heure où j'écris, 26 mosquées ont été l'objet d'attaques, un lycéen de 17 ans à Bourgoin-Jallieu (dans l'Isère) a été agressé par cinq autres lycéens en marge de la minute de silence. Des lycéens refusant les minutes de silence, protestant contre une indignation à géométrie variable, feront certainement l'objet d'un passage en conseils de discipline et d'exclusions dans les jours à venir.

Bien loin de sous-estimer les événements, l'attaque contre *Charlie Hebdo,* qui a fait l'objet d'une tentative de liquidation en règle de sa liberté de blasphème, et l'Hyper casher d'une attaque antisémite, ces deux événements font l'objet me semble-t-il d'une récupération guerrière. Valérie Pécresse sur Twitter déclare : « Il faudra bien entendu un Patriot Act à la française. Il faut une réponse ferme et globale. » Déjà, Nicolas Sarkozy et Manuel Valls ont mentionné le mot « guerre» dans leurs déclarations récentes. Des dictateurs de partout étaient présents lors du rassemblement d'aujourd'hui.

Par ailleurs, tout en dénonçant ces meurtres terribles, il faut également souligner au-delà du droit au blasphème de *Charlie Hebdo* certaines dérives parfois xénophobes du journal, s'en prenant parfois aux croyants eux-mêmes bien plus qu'à la religion. L'autre dérive, ce sont ces manifestations de l'émotion face à un journal post-68 qui se transforme en manifestations patriotiques. Comment on passe de commentaires à des marches à la guerre. Durant les dernières journées, peu nombreux furent ceux qui gardèrent la tête froide. On peut même dire qu'à gauche, tous les nationalistes de gauche, du Front de Gauche, ont participé à ce cortège où était présentes la droite, l'extrême droite, l'Eglise... aucune des grandes confédérations n'étaient en dehors du troupeau.

Si rien n'est encore fait concernant une prise de décision guerrière, déjà ici à Fives (quartier de Lille), la nuit, la présence policière est forte. Si nous ne sommes pas certains des décisions qui vont être prises concernant des dispositifs liberticides et des décisions guerrières en tout cas, les commentaires des éditorialistes et journalistes de BFM sont clairs : la manifestation du 11 janvier ne restera pas sans lendemain.

Pour les sceptiques qui cherchent à relativiser l'importance d'un tel événement, voici les propos de Dieudonné sur Twitter « Présent à la marche aux côtés des défenseurs de la liberté d'expression. Pensée pour tous ceux qui n'ont jamais peur de mourir de rire. » Il me semble que l'idée d'une « réconciliation nationale » correspond plutôt bien à ces gens-là. Gattaz et les syndicats main dans la main ce jour-là, pendant ce temps-là, on oublie la loi Macron.

Et pour conclure et donner un avant-goût de ce qui pourrait advenir. L'éditorialiste du *Figaro,* Yves Théard, le samedi 10 janvier titrait son édito « Justice est faite », suite à la mort des trois terroristes. Défendons une autre conception de la justice, faisons tout pour empêcher que cette justice-là devienne la règle dans les jours à venir. Résistance contre l'obscurantisme, l'antisémitisme, l'islamophobie, la xénophobie en général, contre l'Union nationale, la Peur, la Marche à la guerre et les lois liberticides. Résistance pour la Paix et les libertés.

G. B.

Pas de liberté d'expression au salon libertaire...

D'une camarade de Lyon
Le 25 novembre 2014

Témoignage et réflexions personnelles. Ce samedi 22 novembre 2014, le Salon des éditions libertaires avait programmé un débat avec Alexis Escudero, autour de son livre *La Reproduction artificielle de l'humain,* publié aux éditions du Monde à l'envers (1).

(1) Voir le compte rendu de ce livre dans *Echanges* n° 149 (automne 2014), p. 69.

Ce débat n'a pas eu lieu parce qu'il a été violemment empêché par un commando (le mot n'est pas trop fort) de LGBT et de super-féministes qui exigeaient son annulation et l'expulsion d'Alexis Escudero et de Pièces et main d'œuvre (PMO), au motif d'homophobie, de LGBTophobie, de confusionnisme, de « masculinisme » et d'essentialisme. Selon leur tract (disponible sur superfeministe.blogspot.fr), tout débat est impossible avec ceux qui refusent la PMA pour tous.

Ce commando d'amazones fascisantes et haineuses bloquait l'entrée de la salle avant l'heure du débat, armé d'un mégaphone pendant que super-féministe distribuaient le tract précité. La tension montait au fur et à mesure qu'arrivaient les personnes qui souhaitaient participer au débat, d'emblée traitées en ennemies irréductibles. Celles qui protestaient de leur droit à y assister étaient sommés de « fermer leurs gueules », voire traitées de « connasses » (à ma connaissance une injure éminemment sexiste) et autres noms d'oiseaux, le tout hurlé dans le mégaphone et à grands coups dans les murs. Il devenait rapidement évident que le rapport de force était en leur faveur. Les organisateurs ont préféré annuler le débat, de crainte que le gardien n'appelle la police. Ils ont aussi malheureusement laissé ce commando libre de monter dans la grande salle où, si les libertaires et antifascistes autoproclamés, ainsi que le public (qui ne vient pas là par hasard) avaient au moins décidé qu'un débat programmé doit pouvoir avoir lieu quoi qu'on en pense sur le fond, le rapport de force aurait pu être inversé. Au lieu de quoi, on a fait cercle, forcément entendu et assisté à leur violence sans même faire semblant de les expulser. J'avoue être partie à ce moment-là et je n'ai donc pas tout vu.

Mais j'en ai vu, entendu et lu assez pour ressentir un profond malaise et beaucoup d'appréhension.

Je pense qu'il convient en effet d'abord de reconnaître que les positions de ces groupes sont irréconciliables avec celles du livre et de PMO (positions auxquelles j'adhère). Il est donc très difficile d'organiser un débat dans ces conditions, dès lors qu'on refuse de « faire de la pédagogie », comme ils disent. Alors qu'il s'agit précisément, face au déferlement techno-scientifique, moteur du capitalisme de notre époque, de réfléchir à la vie humaine sur Terre et à ses modes d'organisation. Cela implique, a minima, que l'on s'entende sur ce qui est humain, sur ce qui distingue l'humain de la nature (le donné) dont il est issu et inséparable. Il est évident qu'à partir du moment où l'on considère qu'humain et nature sont des gros mots tabous, voire qu'ils n'existent pas, la discussion tourne vite à l'absurde. Ou au pugilat. Or, au profit de ceux qui possèdent les moyens de production et utilisent les connaissances qu'a accumulées l'humanité dans son effort de sortir de sa condition purement animale (survie et reproduction de l'espèce), le discours dominant crée son propre langage, sa novlangue qui, comme

Orwell l'a brillamment démontré, a pour but d'empêcher de penser et ainsi nie la liberté. C'est ainsi qu'en dépit des preuves sensorielles, scientifiques, rationnelles du contraire, on peut affirmer que la femme est un homme, ou l'inverse, ou rien du tout, tout cela n'étant que le résultat d'un déterminisme social. Ceux qui acceptent d'être nés hommes ou femmes sont des essentialistes, peu importe qu'ils soient majoritaires, leur combat est un combat d'arrière-garde et ils sont voués à disparaître. Il semblerait que la modernité et le progrès soient à ce prix. Ce que la science est capable de faire, elle le fera envers et contre tous, elle l'a déjà fait, elle le refera, et comme le dit Alexis Escudero, « ce qu'on fait aux animaux, on le fera à l'homme ». A quand les néo-Lebensborn ? Qu'il soit souvent difficile de vivre son « essentialisme » et de lutter pour qu'il ne soit pas un déterminisme borné et que cela constitue précisément l'intérêt du développement et du progrès humain, et de la politique, n'effleure pas ces groupes minoritaires et victimaires (quoique leurs doléances soient dignes d'intérêt) qui trouveraient plus commode d'abolir le problème en faisant advenir un homme nouveau (vieille lune totalitaire), un OGM humanoïde, forcément toujours « connecté ».

Ce qui fait cruellement défaut à l'énonciation de leurs exigences est une démonstration rationnelle, argumentée, des finalités humaines qu'ils nous proposent, une réflexion sur ce que cette post-humanité aurait de souhaitable et de supérieur à l'ancienne ; en quoi elle serait une émancipation simplement en échappant à la contingence physique, comme si le corps (et la matérialité) était dissociable de l'esprit. Tous ces apprentis-sorciers ne savent que très peu de choses sur le fonctionnement du cerveau, les plus honnêtes le reconnaissent, ils savent peu de choses sur le développement de l'inconscient, des affects, de l'imagination ; ils ne savent que ce qu'ils sont capables de quantifier, de reproduire et de chiffrer et coder sur leurs machines. Ils ne connaissent même pas grand-chose au génome qu'ils tripotent. Et ils savent encore moins pourquoi ils le font. Sans doute parce que c'est possible, comme je l'ai déjà dit, et que si c'est possible, c'est un droit, quelles qu'en soient les conséquences.

Ceux que j'ai vus et entendus ce 22 septembre interdire un débat n'ont pu que discréditer le mouvement LGBT et le superféminisme, par leurs postures violentes, dictatoriales, haineuses, hélas (même dans leur optique) calquées jusqu'à la caricature sur ce que le comportement dit mâle peut avoir de pire. C'était une démonstration atterrante du degré zéro de la pensée qui les renvoie à la bestialité dont l'humanité a si longtemps tenté de s'émanciper ; et ils ne sont pas les seuls, comme le prouve l'actualité quotidienne, régionale, nationale et internationale.

A. G

---

(2) Sur http://www.lagryffe.net, voir « Retour sur les incidents du 22 novembre au Salon des Editions Libertaires de Lyon ». Nous n'avons pas trouvé cette pétition [que nous avons par ailleurs reçue par courriel, et qui englobe la destruction violente d'un repas carné par certains « vegans » intégristes lors des journées libertaires de Saint-Imier en août 2012] sur le site de La Gryffe, mais sur celui de PMO,avec les commentaires de PMO : http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=559. Elle figure encore sur les blogs http://forum.anarchiste.free.fr/viewtopic.php?f=44&p=15 et http://serpent-libertaire.over-blog.com/2014/12/, et a bien sûr suscité plein de prises de position, favorables ou hostiles, sur le Net.

Inde

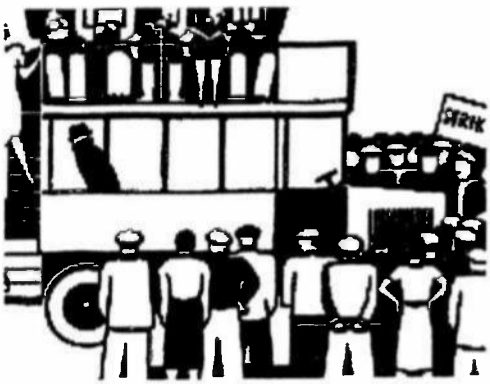
◆ « Voyage au cœur de la Révolution Indienne » dans *Partisan Magazine* n° 1 (janvier 2015) : une vision de l'Inde à travers les lunettes déformantes du Parti Communiste d'Inde, maoïste.

Conseils ouvriers

◆ La recension d'un ouvrage paru en 2014 : *Alle Macht den Räten ! « Tout le pouvoir aux Conseils », Récits, exhortations et réflexions des acteurs des révolutions d'Allemagne,* rassemblés et présentés par Gabriel Kuhn (éditions Les Nuits rouges) dans le n° 33 (novembre-décembre 2014) de la revue *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité.* Ce livre, publié en 2012 en anglais (*All Power to the Councils ! A Documentary History of the German Revolution of 1918-1919,* PM Press) offre des textes de révolutionnaires parfois peu connus en France, en particulier des textes écrits à chaud d'Ernst Däumig et Richard Müller, *revolutionäre Obleute* (traduit généralement en français par *Hommes de confiance révolutionnaires*) élus par les travailleurs en lutte qui jouèrent un rôle ambigu mais important, principalement à Berlin. Notons que les éditeurs signalent que les textes traduits de l'allemand en anglais dans l'édition originale ont été traduits en français depuis leur version allemande. On trouvera dans ce recueil des textes, existant déjà en version française ou inédits, à propos du mouvement des conseils entre 1918 et 1921 en Allemagne, rédigés dans le feu de l'action ou peu après par des marxistes pro-bolcheviques, des anarchistes, des sociaux-démocrates et des expropriateurs tels que Max Hölz ou Karl Plättner.

Remarque taquine d'Echanges : le dos de couverture donne le *« macht »* écrit avec une minuscule qui, en allemand, fait du substantif un verbe, en ce cas mal conjugué de surcroît. Les taquins en étant réduits à relever une coquille sans importance félicitent la maison d'édition Les Nuits rouges qui poursuit depuis plusieurs années un bon travail de diffusion d'ouvrages d'histoire des luttes de la classe ouvrière, inédits ou rééditions.

Catalogue électronique : les.nuits.rouges.free.fr



KAPD 1920

◆ « Le deuxième congrès du KAPD (1er-4 août 1920) ; Philippe Bourrinet, *L'Internationalisme contre le national-bolchevisme, La Lutte du prolétariat n'est pas seulement internationale mais aussi* antinationale », sur papier diffusé par l'auteur ou sur Internet en pdf (http://www.left-dis.nl/f/pbnationalbol-signed.pdf) left.dis@hotmail.fr .

De l'amitié

◈ « Les fils effilochés de l'amitié », traduction de « Frayed threads of friendship » http://dialectical-delinquants.com (copie à Echanges) : « Une réponse à la polémique qui éclata en octobre 2011 quand des amis en Grèce (du groupe TPTG), et moi-même, nous avons rendu public le fait que John Drury, membre du groupe ultra-gauche Aufheben, avait donné des cours à des officiers de police concernant le contrôle des foules.

» Il est essentiel, dès que l'on aborde les rapports dialectiques complexes qui existent entre les choix subjectifs et les conditions données, de comprendre les contradictions que recèlent les relations amicales, comme d'ailleurs les autres composantes de nos vies. *[...]* L'amitié, le domaine de la vie le plus dominé par les choix individuels, est aussi affectée par l'histoire, par les flux et reflux de la lutte des classes. *[Ce texte]* est une généralisation théorique concernant certaines de ces contradictions. »

Nucléaire

◆ *Sortir du nucléaire* n°s 63, (novembre 2014) et 64 (février 2015) : le recensement habituel des problèmes de l'énergie atomique et des différentes actions de résistance.

Tous connectés

◆ *La Gazette de la société et des techniques* n° 79 (novembre 2014). Hallucinante cette apologie de la « Flexibilité de la demande électronique, quel rôle dans le foyer connecté ? »
Copie à Echanges.

Prisonniers politiques

◆ *Jakilea (Le Témoin)* n° 113 (décembre 2014) (http://jakilea.over-blog.net) : recensement du sort des prisonniers politiques – essentiellement basques – surtout en France et en Espagne

Anarchiste critique

◆ *Subversion* n° 4 (octobre 2014) (revue anarchiste de critique sociale c/o Libertad, 19 rue Burnouf, 75019 Paris) qui se présente comme « un instrument supplémentaire pour intervenir dans la guerre sociale de l'intérieur d'une conflictualité politique qui tend aussi à échapper aux récupérateurs traditionnels en se développant dans toutes les directions ». De fait on peut trouver dans ce numéro un pot-pourri de textes divers, d'autres regroupés autour d'un « focus » sur la politique et d'un « fil de l'Histoire ».

Anarchiste individualiste

◆ Réédition du livre d'Emile Armand *L'Initiation individuelle anarchiste* (1923). Edition La Lenteur, 16 rue des Envierges, 75020 Paris).

Le léninisme contre le prolétariat

◆ Nous avions signalé brièvement dans *Echanges* n° 143, p. 58, la parution de la première partie d'une critique du léninisme parue dans le n° 64 (décembre 2012) de *Communisme*, organe en français du Groupe communiste internationaliste (GCI), « Le léninisme contre la révolution ». Une deuxième partie de cette critique occupe la totalité du n° 66 (octobre 2014), dont

l'objet est ainsi défini dès les premières lignes : dénoncer « (...) le rôle actif du léninisme contre la révolution » ; puis plus loin « Il nous faut insister : cette politique contre la révolution se vérifie dès les premiers jours qui suivent l'insurrection d'octobre » (p. 2.)

Ce n° 66 revient sur la filiation de Lénine avec la social-démocratie allemande et la filiation des dictateurs ou aspirants dictateurs avec Lénine : « Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Dimitrov, Gramsci... sont les meilleurs disciples contemporains du disciple de Kautsky. Il en viendra d'autres par la suite, comme Ho Chi Min, Giap, Kim Il Sung, Enver Hodja, Fidel Castro... ou d'autres moins déclarés comme les soi-disant anarchistes espagnols de la CNT (Abad de Santillan, Federica Montseny, Marianet...) qui, au nom de la lutte contre l'Etat, ont aussi ouvertement défendu l'Etat présent et concret, l'Etat capitaliste, et ont soumis à son service le prolétariat organisé dans la CNT (p. 19). » Notons incidemment que le superléniniste Amadeo Bordiga (1889-1970) n'est pas mentionné.

Communisme rappelle aussi le terrorisme étatique exercé en Russie dès 1918 contre le monde ouvrier, au nom duquel les bolcheviks avaient pris le pouvoir (voir par exemple l'encadré, p. 15, « Le terrorisme d'Etat contre le prolétariat ») ainsi que la défense par Lénine et ses disciples du parlementarisme et du réformisme syndical :

« La Commune de Shanghai et la commune de Paris »
Hongsheng Jiang
éd. La Fabrique

Cet ouvrage fait l'objet de deux longs textes critiques dans des voies diamétralement opposées :

– l'une dans *Partisan Magazine,* où ces ex (et présents)-maoïstes recommandent cette « contribution éminente à l'analyse essentielle de la Révolution culturelle » qui devrait ouvrir « la compréhension nouvelle de la dictature du prolétariat que la Révolution culturelle a suscitée »

– l'autre dans *CQFD* n°127 (décembre 2014) sous la signature de Hsi Hsuan-wou et Charles Reeve, auteurs de nombreux ouvrages sur la Chine qui opposent à cette vision ce qu'a signifié la Révolution culturelle et ses péripéties : voulue au départ comme devant solutionner une lutte bureaucratique, elle vit se lever des tendances rebelles, notamment ouvrières, cherchant à promouvoir la démocratie directe. Cette présentation ne signale que marginalement le rôle de l'Armée populaire dans l'encadrement de la Révolution culturelle et sa répression (1).

La parution aujourd'hui d'un tel ouvrage aux Etats-Unis et sa traduction en français introduite par un ex-stalinien maoïste, Alain Badiou (*CQFD* situe bien les positions de cet universitaire) pose un certain nombre de questions qui peuvent expliquer cette falsification de l'Histoire.

Pourquoi ce professeur de littérature de l'Université de Pékin, Hongsheng Jiang , connu comme maoïste dans le milieu universitaire (2), va-t-il présenter en 2010 une thèse sur ce sujet historique pour obtenir un doctorat de philosophie à une université américaine de seconde

« (...) au Congrès du Parti Communiste Allemand (KPD) à Heidelberg *[octobre 1919]*, Radek défend au nom des Bolcheviks, la participation aux élections et aux syndicats, s'opposant ainsi ouvertement à la gauche communiste (...) » (p. 9)

Tous rappels utiles théoriquement et pratiquement pour la lutte de classes longtemps dévoyée par la social-démocratie et le léninisme, idéologies du dogme révélé opposé à la capacité des classes laborieuses à prendre en main leurs propres affaires.

Contacts : BP 33, Saint-Gilles (BRU) 3, 1060 Bruxelles, Belgique (sans autre mention) ; http://gci-icg.org ou info@gci-icg.org

Programmatisme

◆ Le n° 64 (décembre 2014) de *Comunismo*, l'organe du Groupe communiste internationaliste (GCI) en espagnol s'intitule « Comunidad de lucha y Partido » ; ce qui laisse penser que le GCI n'est pas indemne de cette confusion entre une théorie et une pratique de l'autonomie organisationnelle de la classe ouvrière, et une autre de la soumission de la classe ouvrière à une élite organisée en parti-je-sais-tout, malgré sa critique du léninisme élaborée dans *Communisme* n° 66 (octobre 2014), l'organe en français de ce groupe (voir ci-dessus). La tentative de sauvegarder le terme de parti en le rapportant à la classe ouvrière ne peut être que source de confusion, exprimée d'autant plus dans le jar-

zone, la Graduate School de l'Université Duke en Caroline du Nord, sous le titre *The Paris Commune in Shanghai, the masses, the state and dynamics of "Continuous Revolution"* ? (celui de l'édition française est assez différent). Quelle serait l'intérêt pour la classe dirigeante chinoise actuelle d'avoir télécommandé un de ses universitaires pour une telle publication ?

Pourquoi la traduction française de cet ouvrage (dont nous n'avons pas le loisir de vérifier la concordance avec l'édition en anglais) est-elle publiée par l'éditeur de La Fabrique dont le patron Eric Hazan a publié les différents textes du « Comité invisible » autour du thème « La Commune » ? Et qui fait le même amalgame que Badiou dans différentes révoltes historiques. Cette falsification de l'Histoire serait ainsi une pierre dans une tentative de construction politique qui ratisserait large (voir l'importance de l'ouvrage pour ce qui reste des courants maoïstes post-68).

H. S.

---

(1) Les Gardes rouges échappent bientôt à tout contrôle. Les grandes villes sont paralysées par les grèves et les combats de rues. La Révolution culturelle entre dans une période de tutelle militaire. L'armée rétablit l'ordre dans les villes et organise, à partir du printemps 1968, l'exil forcé de plusieurs millions de jeunes diplômés dans des camps de rééducation. La répression redouble : pour un simple «propos réactionnaire », une famille entière peut être emprisonnée. Cette phase s'achève en 1971, lorsque le chef de l'armée, Lin Biao, qui complotait contre Mao, s'enfuit dans un avion qui s'écrase en Mongolie.

(2) Dans son livre, l'auteur affirme « toute sa gratitude envers le grand dirigeant qu'a été Mao Zedong »

gon bordiguiste, ce superléninisme : « fractions communistes », « parti historique », « direction historique »... Les fractions nationales du GCI ont semble-t-il des difficultés à évoluer au même rythme.

Présence léniniste

◆ *Présence marxiste* n° 110 (année XVII, février 2015) déroule une critique intitulée en couverture « Pour le communisme, contre l'anarchisme, contre le conseillisme » sur les p. 4059 à 4110 : « Je suis BILAN », « Trop forts ces Chinois ! », « Lettre ouverte à l'Organisation communiste libertaire », une note de lecture sur la publication de Juan García Oliver, *L'Echo des pas* (Le Coquelicot, 2014), « *Echanges* agent et vitrine publicitaire d'*Alternative libertaire,* compagnon de lutte du NPA et du PCF », une autre note de lecture sur Paul Mattick, *La Révolution fut une belle aventure* (éditions L'Echappée, 2014), « Paul Mattick à Fairfield Porter : une lettre aux propos excentriques », enfin, p. 4110 un poème de Cécilia Camoin, fille du rédacteur de *Présence marxiste.* Dans l'ordre.

Le « communisme » de *Présence marxiste* n'est que du « léninisme ». Il s'agit dans ce numéro, comme dans les précédents, de *s'affirmer contre :* aujourd'hui contre l'anarchisme et le conseillisme, hier (avril 2013), contre « L'insondable vide du conseillisme germano-hollandais » (n° 98-99, p. 3537-3604).

Passons sur les critiques dirigées contre les anarchistes et les conseillistes qui, comme dans l'ensemble des numéros de *Présence marxiste,* demeurent au niveau idéologique sans considération des bases matérielles ni, surtout, de la lutte des classes dans ses rapports avec ces idéologies ; une conception plus léniniste que marxiste (pour une discussion de cette opposition entre léninisme et marxisme, voir Anton Pannekoek, *Lénine philosophe,* éd. Spartacus, 1970).

Mattick, quant à lui, aurait eu le très grand tort, confirmé pour *Présence marxiste* par l'entretien avec Michael Buckmiller (*La Révolution fut une belle aventure* ; voir *Echanges* n° 149, p. 52), d'avoir conçu la révolution comme une aventure. Car pour *Présence marxiste,* « la révolution n'est pas un *amusement* et le militant n'est ni

24 Rue Beaunier, Paris-14e.

amusable ni un *amuseur* » (en italiques dans le texte, p. 4108).

Contre toutes les traditions de la classe ouvrière qui aimait à s'amuser avant que le capitalisme ne fasse de notre vie un calvaire, R. C. serre les fesses et essaie de nous vendre sa révolution léniniste triste à pleurer ; une morale qui remplace la pensée comme dans toutes les religions, qui ne produit qu'une collectivité abstraite et supprime toute singularité.

Pour Lénine, « la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste » et, comme l'affiche fièrement *Présence marxiste* en première page de sa couverture « sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire » (citations extraites de *Que Faire ?*). Le léninisme est jalonné des cadavres des ouvriers qui voulaient le mieux au présent, ignorants qu'ils étaient que le communisme résoudrait leurs problèmes dans un futur radieux. Voilà la leçon du bon père-la-morale de *Présence marxiste* : attendez demain ; hier, Lénine vous a dit ce qui vous convenait ; aujourd'hui crevez de faim.

Alors, pourquoi publier, presque dans chaque numéro un poème de Cécilia si c'est à pleurer ? Il est vrai que la psychologie doit bien, parfois, servir à quelque chose.

J.-P. V.

Contact : Robert Camoin, Monteipdon, 63440 Saint-Pardoux

Karl Liebknecht

◆ Les éditeurs de la revue *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité* ont publié en novembre 2014 un recueil de textes de Karl Liebknecht (1871-1919), pour certains difficiles à trouver en français parce que parus dans les années 1920-1930 et jamais réédités depuis, dans une brochure de 24 pages sous le titre *La Flamme de la révolution.* Reproduction de l'introduction dans le n° 33 (novembre-décembre 2014) de la revue.

Contacts : www.critique-sociale.info et contact@critique-sociale.info

Rosa Luxembourg

◆ La revue *Critique sociale, Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité* recense dans son n° 33 (novembre-décembre 2014) la parution du tome 4 des *Œuvres complètes* de Rosa Luxemburg (coédition Agone et collectif Smolny), sous le titre *La Brochure de Junius, la guerre et l'Internationale (1907-1916).* Reprenant les mots des éditeurs, nous avions souligné à propos du tome 3 dans *Echanges* n° 145, p. 51, combien ces dites *Œuvres complètes* étaient aussi « complètes » que possible, un travail qui nous l'espérons se poursuivra. Ce quatrième tome, que nous n'avons pas lu, regroupe des écrits parus entre 1907 et 1916, dont *La Brochure de Junius,* rééditée il y a quelques années aux éditions Spartacus (n° B150) sous le titre *La Crise de la social-démocratie* dans la version extrêmement mauvaise parue en 1970 aux éditions La Taupe à Bruxelles. *Die Junius-Broschüre (Die Krise der Sozialdemokratie),* rédigée en prison par Rosa Luxemburg en 1915, avait été éditée en allemand pour la première fois en 1916 par Franz Pfemfert (1879-1954) aux éditions Die Aktion qui prolongeaient la revue du même nom publiée entre 1911 et 1932.

Négatif

◆ Les lecteurs du petit (12 pages) bulletin irrégulier et gratuit *Négatif,* dont le n° 20 (février 2015) vient de paraître après un long silence, savent qu'il s'aventure dans des domaines où poésie et révolution sont souvent in-

voquées ensemble ; un article dans ce dernier numéro, « La poésie doit être faite par tous » (p. 7-9) le confirme. Ce n° 20 analyse, dans ce qui fait presque son intégralité, les rapports entre conscience de classe et langage.

Le premier article, « Aller plus loin que les succès », affirme que « pour la première fois depuis plus de trente ans, nous voyons *[dans la contestation « portée par une partie de la jeunesse » dans lesdites Zone à défendre (ZAD) et autres mouvements moins médiatiques]* renaître un processus de "conscientisation" de la révolte (...) » (p. 1) ; ces luttes « semblent, par de nombreux aspects, dépasser la naïveté citoyenniste des "Indignés", mais il reste apparemment un long chemin à parcourir pour que la juste révolte comprenne de quelles possibilité elle est grosse » (p. 1-2). Le langage participe évidemment à cette prise de conscience.

« Sus au langage dominant ! », revient « de manière empirique » (p. 3) sur le mésusage courant qu'une majorité de militants font des mots entre reprise de formules creuses ou tics de langage dans l'air du temps, et de concepts propres à la domination syndicale, politique, médiatique, etc.

« Aux avant-postes du décentrage de la critique » (p. 9-12) illustre ce qui sépare la raison comme conscience et la raison comme réalité, combien la première est enchaînée à l'abstraction. Un dernier article, enfin, « Comme la foudre », explore le mouvement qui a suivi les attentats à *Charlie Hebdo,* Montrouge et porte de Vincennes au début du mois de janvier et « l'immense confusion » qui a marqué la revendication « Je suis Charlie » : « la peste émotionnelle » qui a pris le dessus au point de voir armée et police acclamées par la foule ne doivent pas nous faire oublier que l'émancipation, et le salut, de l'humanité passe par une société sans classes ni Etat et que pour y parvenir « la critique de la religion est le fondement de toute critique » (Karl Marx).

Pour contacter la rédaction de *Négatif,* écrire à l'adresse d'Echanges qui transmettra, ce bulletin n'ayant plus d'adresse Internet.

On peut cependant le lire en ligne sur le blog de Claude Guillon, Lignes de force (https://lignesdeforce.wordpress.com/2015/01/27/negatif-livraison-de-fevrier/), téléchargeable

Dessin de Gil. –http://www.gilblog.org

Marx et Engels, poètes romantiques
Marcel Ollivier
préface de Jean-Michel Kay
Spartacus
Poésies
Karl Marx
choix traduit de l'allemand
par Hélène Fleury, Evelyne
et Geneviève Lohr
préface de Hélène Fleury
L'Insomniaque

DEUX OUVRAGES paraissent concomitamment au contenu inhabituel quant à leurs auteurs : des poésies, l'un uniquement de Marx, l'autre de Marx et Engels.

Ce dernier, *Marx et Engels poètes romantiques* est la réédition par Spartacus d'un livre publié en 1933 aux éditions Bergis comprenant un choix de poèmes de Marx et Engels et un long commentaire de Marcel Ollivier.

Ce militant communiste, qui travailla en URSS pour l'Internationale communiste et traduisit plusieurs œuvres de Marx, considérait que ces poèmes de jeunesse avaient une importance révélatrice de la genèse et de l'évolution de la pensée de leurs auteurs.

L'autre, *Poésies* de Karl Marx (L'Insomniaque), préfacé par Hélène Fleury (qui récidive après avoir publié toujours à l'Insomniaque un important ouvrage sur le poète anglais Shelley, *Ecrits de combat*). « Folies de jeunesse », devait écrire Laura Marx qui répétait le peu de cas que faisait Marx et sa

promise Jenny des élans de leur dix-neuf années. Difficile pourtant d'échapper au déluge romantique des années 1830 dans toute l'Europe et particulièrement en Allemagne ; pourtant, la passion pour la poésie (pas seulement la sienne) et la littérature n'est qu'un aspect de la boulimie de connaissance qui fait que Marx s'intéresse à toute œuvre de pensée. Il est quand même à un moment conscient des limites de ces émois poétiques quand il écrit :

> Qui donc exigerait de toi
> Que tu suives les traces de Goethe
> Lui-même qui de ton métier ignorait tout
> D'où tenait-il génie et raison ?

Qui sait ? Après tout, peut-être Marx n'aurait pas été le grand maître *ès*-politique et philosophie mais une étoile de la littérature universelle si quelque grain de sable...

Il aurait sans doute fallu tout simplement qu'il y croie. Car ce ne sont pas des vers minables qui sortent d'une jeunesse trop souvent ignorée. Mais, comme le souligne Hélène Fleury, Marx fit preuve à l'égard de ses écrits d'une « sévérité certes sans nuances *[mais]* à la mesure du rêve exigeant de la totalité, qui déjà le hante ».

H. S.

Toulouse nécropole spécialités locales pour désastre local. La production d'armement dans la région toulousaine

toulouse.metropole@riseup.net
Nouvelle édition corrigée

EN ÉVOQUANT L'EXPLOSION meurtrière d'AZF en 2001 cet ouvrage recense de manière exhaustive des fabrications d'armements de toutes sortes, depuis le matériel militaire jusqu'aux explosifs, depuis la présence directe de l'armée jusqu'au complexe militaro-industriel dans la région de Toulouse, avec, pour chacun des sujets évoqués, un historique complet des implantations meurtrières, non seulement par destination mais aussi dans le quotidien de la population.

Cette brochure éditée par toulouse.metropole@riseup.net est uniquement téléchargeable :

https://iaata.info/chroot/mediaslibres/ml-toulouse/ml-toulouse/public_html/IMG/pdf/tou-necro.pdf

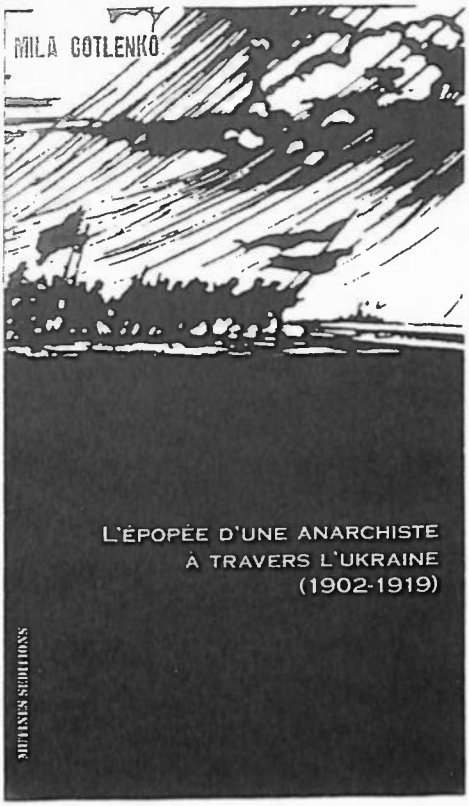
Maria Nikiforova, la révolution sans attendre. L'épopée d'une anarchiste à travers l'Ukraine (1902-1919)

Mila Cotlenko
Mutines Séditions

« MATRIOCHKA », c'est le nom donné à ces poupées russes qui s'emboîtent les unes dans les autres jusqu'à une dernière figurine minuscule, le noyau en quelque sorte de l'ensemble. L'auteur donne ce titre à la présentation de son travail et c'est bien choisi pour parler de la révolution russe de ces quelques années avant l'emprise définitive du parti bolchevique.

D'une certaine façon, la vie et la mort de Maria Nikiforova serait le premier de ces emboîtements, les suivants n'apparaissant qu'au fur et à mesure du cours historique de deux années, de 1917 à 1919. Si le noyau de la poupée reste ce denier chapitre, « Makhno et la question de l'organisation » (A. M. Bonino), il n'appartient pas vraiment à Maria dont la vie trop courte, entièrement consacrée à l'action, ne lui permit pas d'aborder de tels débats théoriques autrement que dans des pratiques de lutte.

Finalement, cette courte – on n'ose dire biographie car c'est plus que cela – c'est l'histoire de la révolution russe. C'est l'his-



toire vue à travers la vie passionnée, passionnante et tragique d'une femme (dans un univers presque uniquement masculin) dont l'engagement révolutionnaire sans failles bien que parfois hésitant sous les contraintes de la guerre (on devrait dire des guerres tant il y avait de fronts), n'est pas vraiment une « matriochka ».

On sait relativement peu de choses sur la longue période qui, de 1906 (lorsque à l'âge de seize ans cette fille d'un officier du tsar quitte sa famille) à 1917, la conduisit de l'action directe aux bagnes de Sibérie et à partir de 1908, pendant presque dix ans, dans différents pays hors de Russie, toujours active dans les milieux anarchistes – une sorte de long apprentissage sur le tas. Il paraît vraisemblable qu'elle reçut une certaine éducation, ce qui lui permit d'affirmer ses qualités personnelles, charismatiques diront certains. On peut regretter d'en savoir si peu sur cette période, mais ce n'est pas le but de l'ouvrage. De plus tout ce qu'elle avait pu vivre et connaître alors ne lui donnait peut-être pas les armes nécessaires pour se battre dans un pays si différent des pays « évolués » où elle avait en quelque sorte fait ses classes.

Car, si elle n'a pas hésité un seul instant en 1917 à rejoindre la Russie, et surtout l'Ukraine qui avait été son premier terrain de lutte, elle trouvait dans l'ex-empire russe une situation complexe (encore plus pour l'Ukraine) où il fallait se battre sur plusieurs fronts à la fois, avec des alliances risquées de circonstance et où il était difficile de faire valoir les conceptions et d'amorcer les réalisations d'une véritable révolution sociale.

Si l'on considère l'ensemble de sa vie depuis les premières actions en 1906 contre la monarchie absolue tsariste en Ukraine, sa condamnation à mort commuée dans l'exil sibérien et son exécution après une nouvelle condamnation à mort – exécutée celle-là –par les « blancs » suppôts de cette même monarchie, ce n'est plus une « matriochka » mais un autre schéma qui s'impose : son destin c'est celui d'un grand espoir révolutionnaire qui atteint un paroxysme pour finir dans un même système de dictature plus moderne et plus efficace.

La question posée en filigrane tout au long de cette épopée de Maria touche effectivement ce qui est évoqué dans le texte mis comme une postface. La « question de l'organisation » est effectivement posée concrètement tout au long de ce récit de la vie de Maria. Mais s'agit-il seulement de cela ? La poser comme cela peut faire considérer qu'une « bonne organisation » aurait pu changer le cours des événements. Il serait trop

long d'évoquer ici les interactions qui contraignent dans une lutte à pratiquer des formes de lutte donc d'organisation qui sont contraires aux buts que l'on s'est assigné pour une véritable transformation sociale. Maria évoque différentes tentatives de créer des noyaux de réalisations réellement révolutionnaires, noyaux vite balayés par les affrontements militaires. La question qui se pose – et c'est finalement la dernière poupée de la matriochka – est de savoir pourquoi le parti bolchevik a réussi à imposer sa dictature contre toutes les autres tendances qui pouvaient s'exprimer alors, y compris celle des anarcho-communistes d'une véritable révolution sociale ? C'était beaucoup plus qu'une question d'organisation mais il serait trop long de tenter de relier cette question à l'ensemble des facteurs économiques et sociaux œuvrant dans un contexte capitaliste mondial. L'annexe, prenant comme point de départ cette discussion à propos de la révolution russe, conclut brièvement et justement pour dire que, bien qu'intéressants pour soulever de tels problèmes, ceux-ci, tels qu'ils se sont posés alors, ne sont plus du tout les mêmes dans la société d'aujourd'hui.

Nous ne pouvons que le citer en conclusion : « Si l'objectif est le communisme anarchiste les moyens pour l'atteindre, au-delà du fait destructif, ne sont pas encore connus... .Là encore, il ne s'agit pas de gagner, mais d'un rapport social dont nous ne connaissons presque rien. »

H. S.

BROCHURES DISPONIBLES

La Chine débarque dans l'UE. (août 2013, 3 euros)

Nuits d'usine. Carnets d'un intérimaire (décembre 2012, 3 euros)

Marchandises, transport, capital et lutte de classes (mai 2012, 3 euros)

L'Etrange Histoire de « Ouvriers contre le travail »/The Strange History of « Workers against Work », Michael Seidman (septembre 2011, 2 euros)

La Question syndicale en Chine, documents officiels, officieux et militants, (mai 2010, 2,50 euros)

La Crise en Californie, suivi de **L'industrie automobile en Californie est morte**, Gifford Hartman (février 2010, 2 euros)

Présentation du réseau « Echanges et mouvement » (décembre 2008, 1,50 euro)

Les Conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1921, Henk Canne Meijer (décembre 2007, 2,50 euros)

Le Mouvement des piqueteros. Argentine 1994-2006, Bruno Astarian (mai 2007, 3 euros)

ICO et l'IS. Retour sur les relations entre Informations correspondance ouvrières et l'Internationale situationniste, Henri Simon (octobre 2006, 3 euros)

La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial (mai 2006, 4 euros)

Aux origines de l'« antitravail », Bruno Astarian (décembre 2005, 3 euros)

La Classe ouvrière sous le IIIe Reich, Tim Mason (mars 2004, 3 euros)

Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003 (2004, 3,50 euros)

Militantisme et responsabilité suivi de **Le Crime des bagnes nazis : le peuple allemand est-il coresponsable ?** Henry Chazé (mars 2004, 3 euros)

Derrière l'Intifada du XXIe siècle, Aufheben (octobre 2003, 2,50 euros)

Les Grèves en France en mai-juin 1968, Bruno Astarian (mai 2003, 3,50 euros)

Humanisme et socialisme/Humanism and socialism, Paul Mattick (mai 2003, 2 euros)

L'Argentine de la paupérisation à la révolte. Une avancée vers l'autonomie (juin 2002, 2,50 euros)

Correspondance 1953-1954, Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis)-Anton Pannekoek, présentation et commentaires d'Henri Simon (septembre 2001, 2 euros)

Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone, 1936-1938, Michael Seidman (mai 2001, 1,50 euro)

Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes sur les Etats-Unis, Curtis Price (février 2001, 1,80 euro)

La Sphère de circulation du capital, Gérard Bad (octobre 2000, 1,50 euro)

Les droits de l'homme bombardent la Serbie, Gérard Bad (octobre 1999, 1,50 euro)

Entretien avec Paul Mattick Jr., réalisé par Hannu Reime en novembre 1991. Ed. bilingue septembre 1999, 1,50 euro)

Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite. – Grèves. – Parti et classe. Trois textes d'Anton Pannekoek, précédés de : **Le Groupe des communistes internationalistes de Hollande**, par Cajo Brendel (avril 1999, 1,50 euro)

Enquête sur le capitalisme dit triomphant, Claude Bitot (janvier 1999, 1,50 euro)

La Lutte de classe en France, novembre-décembre 1995. Témoignages et discussions (mars 1996, 1,50 euro)

Dans le monde une classe en lutte

Echanges et mouvement publie
depuis 1993 le bulletin gratuit

Dans le monde une classe en lutte (*DLM*),

recension bimestrielle des luttes de classe dont on peut avoir connaissance. Echanges souhaite toujours que la collecte des informations, leur classement, leur analyse et leur rédaction soit un travail plus collectif. La formule actuelle consiste en des envois groupés, gratuits pour diffusion en nombre fixé par le correspondant ; ou en des envois individuels, contre six enveloppes adressées et timbrées à 0,72 euro.

Nous avons bénéficié jusqu'à récemment d'une impression gratuite. Cette solution n'est plus possible. Nous souhaitons cependant conserver la gratuité de *DLM*, mais demandons à ceux qui le peuvent de contribuer avec quelques euros aux frais de fabrication.

Ce sont des discussions avec un camarade américain de Baltimore, avec lequel Echanges partageait depuis longtemps des informations et des commentaires sur la lutte de classe dans le monde, qui ont conduit à l'idée de mettre ces informations à la disposition de ceux qui n'avaient ni le temps, ni les moyens d'y accéder.
La formule s'est quelque peu modifiée avec le temps, passant d'un classement des informations par pays à un classement par branche d'industrie. Elle vise aujourd'hui d'une part à faire ressortir certaines luttes significatives, d'autre part à réaliser un classement selon les termes actuels du conflit capital-travail.

Dans le monde une classe en lutte
echanges.mouvement@laposte.net

numéros en ligne sur le site mondialisme.org

ÉCHANGES N° 150 — Hiver 2014-2015